

idées

FEMMES

Ne pas se tromper d'adversaire

par MAURICE T. MASCHINO

Il est de mode, aujourd'hui, d'attribuer les différences du monde de ne pas se croire comme tout le monde. Et chacun d'arborer à la boutonnière un insigne distinctif : homosexuel, fou, ancien détenu, ex-analyste, marginal, ex-prostitué. Ce serait très sympathique si chacun, fort de son droit à la différence, ne se faisait fort, trop souvent, d'agresser celle d'autrui. Et de s'enfermer dans un nouveau ghetto. En ne voyant pas qu'au-delà, loin de se libérer, il reproduit l'aliénation qu'il dénonce. C'est le cas, entre autres, de certaines femmes. Ou plutôt — car il y a, justement, une différence — d'un certain nombre de féministes.

A les entendre, la femme serait moins un être concret — historiquement situé, socialement déterminé — qu'une essence, ou une nature ; chacune — quelle que soit sa position dans la cité — y participerait. Mieux (si l'on en juge par la ferveur de quelques-unes) : y communierait. Chef d'entreprise ou ménagère, cadre ou femme de ménage, elle se trouverait en quelque sorte au centre d'un univers. Les autres, hommes et femmes, seraient donc identiques : elles formeraient une « classe » (1). Face à une autre, celle des hommes (celle des P.D.G. et des députés, des éboueurs et des militants). Tous également oppresseurs, tous phallocrates (avoués ou bouviers), prompts à paterner ou à dominer.

Pareille vision de la société nous paraît une aberration. D'abord, parce qu'elle fonde une situation particulière sur

une caractéristique physiologique. Parce qu'elle réduit le social au biologique, l'historique au morphologique : si toute femme, en effet — bourgeoise ou prolétaire, française ou immigrée — appartenait à la « classe des femmes », ce ne peut être qu'en vertu de son sexe. Et non de sa condition (d'exploitée-dominée) qu'elle partage avec bien des hommes. Or faire du sexe (ou de la couleur de la peau, ou de la forme du nez) un principe de sélection, c'est le propre du racisme — que le féminisme, dans son radicalisme, n'évite pas toujours.

Raisonnant à la façon de ceux-là mêmes qu'elles dénoncent — ceux pour qui une femme est une femme, comme un juif est un juif, — bien des féministes reparaissent à leur compte leurs arguments de sélection. En termes de sexe (aussi survalorisés qu'il était déprécié) qu'elles analysent une condition qui a pour tant bien d'autres dimensions. Ces dimensions, les féministes, qui schématisent à l'excès, les négligent volontiers. Obsédées par la féminité comme d'autres par la masculinité, elles l'examinent du côté de la sexualité, et non du côté de la spécificité. Qui en détermine la signification. Qui en compose la figure, souvent tragique ou pathétique, quelquefois pitoyable, voire odieuse (à la limite : les « chiennes » de Buchenwald ou du Goulag). Figure multiple, de toute façon, que la femme, parce que femme, est — et qu'elle le sait — défigurée.

S'il est vrai, par exemple, que « la femme ouvrière est plus opprimée que l'ouvrier » (2), il n'est pas sérieux de prétendre que toute femme, parce que femme, est opprimée : il en est qui oppriment, dominent, exploitent, et férocement.

Une donnée parmi d'autres

Question de caractère ? Pas seulement : question de position sociale d'abord, et de rapport de forces. Si la femme du bas de l'échelle est bien « une femme », en effet, elle n'est pas moins l'ouvrière est un ouvrier, — celle des sommets de la hiérarchie n'est pas moins un homme, — et peut-être pas du tout. On, en tout cas, pas d'abord. Pas exclusivement. Pas principalement. Ce n'est pas sa féminité en tant que telle, c'est sa féminité revêtue et corrigée par son appartenance sociale qui détermine son statut et règle sa conduite.

Femmes-juges, femmes-flics, femmes-soldats, femmes-patrons, femmes des usines et des barrières, femmes militantes et marseillaises, même comètes, viennent ? Même « ci-dessus » ? La féminité est-elle le tout de leur condition, son alpha et son oméga ? Ou n'est-elle pas plutôt une donnée parmi d'autres, intégrée à des réalités différentes que loin de lui, elle les oppose ? Femmes contre femmes ? Sans doute, et cela se voit tous les jours, dans la rue, au bureau, à l'université, dans les mille et une situations de la vie où s'affrontent celles qui ont un pouvoir et celles qui n'ont que des devoirs, celles qui commandent et celles qui obéissent (ou se révoltent), celles qui appartiennent à la classe des maîtres et celles qui sont de la classe des opprimés.

Une classe où l'on trouve — aussi — des hommes. Qui peu-

vent être juifs, noirs, arabes, français et qui ont moins en commun le fait d'être hommes que celui d'être exploités. Que l'un d'eux change de camp (ou de place dans la hiérarchie de production) et d'être homme pesera moins dans son comportement que ses nouveaux privilèges.

Hommes contre hommes ? Bien sûr. Mais pas parce qu'ils sont des hommes. Hommes contre femmes ? Certainement. Mais pas parce qu'elles sont des femmes. Pas systématiquement, et surtout : pas fondamentalement. Fatma, mon élève, qu'un employé de préfecture a rabroué grossièrement, s'est-elle étonnée parce que femme ou en tant qu'Algérienne ? Homme, femme : qui raisonne en ces termes, qui ordonne le champ social en fonction de ces catégories — éminemment sexistes — se condamne à prendre l'accessoire pour l'essentiel. L'apparence pour la réalité. Or, plus précisément, l'un des niveaux de la réalité pour son ensemble. Exactement comme le racisme : on sait que la « race » n'est pour lui qu'une méchante rumeur, que la fondation de son attitude est à moins une particularité physique, souvent indiscernable, qu'une opposition d'intérêts (qui aujourd'hui n'a son « bon juif », qui ne le concurrencent ni le gêne en rien ?) ; en un mot, que la haine d'une « race » est, en dernière instance, le mépris (ou la peur) d'une classe.

Ahbi ou cause seconde

Il en est de même de la « guerre des sexes ». La féminité n'est souvent qu'un ahbi. Ou une cause seconde. Ou le mythe qui exprime — et dissimule en même temps — une autre réalité. Tel le discours religieux qui, dans les siècles passés, traduisait en les déformant des conflits d'ordre économique et politique, le discours féministe renvoie à une pratique sociale où les femmes ne sont pas seules à être ce qu'elles disent.

Mais cela, précisément, leur discours ne le dit pas : prenant la partie pour le tout, et refaisant en termes d'opposition hommes/femmes l'antagonisme dominant/dominé, il demeure ahbi. Positif dans la mesure où il dévoile une situation (la surexploitation de bien des femmes), il devient idéologique — et faux — dans la mesure où il la simplifie. Loin d'être globale — et encore moins radicale — l'utopie qu'il inspire reste partielle et ne peut guère contribuer à changer la société.

Ce qui ne signifie pas qu'elle soit inutile. Tant il est vrai que les femmes ne se libèrent qu'en menant elles-mêmes leur propre combat. Mais à le poursuivre séparément, à refuser de l'inscrire dans une entreprise, plus vaste, de transformation de l'ensemble des rapports sociaux, elles le (et se) condamnent à une moindre efficacité. Quand ce

(1) « Les féministes radicales face aux hommes » (Le Monde du 23 décembre 1977).
(2) Ibid.
(3) Cf. l'excellent ouvrage de Claude Auzan, *Le Féminisme politique et la femme dominée*, Maspero, Paris, 1973, 115 pages.

REVUE DES REVUES

Devant la porte

par YVES FLORENNE

Le cahier de *Change* traite de la folie, donc de toute répression (1). La question du viol y est posée par Michel Foucault : la sexualité ne pouvant être objet de répression, ce serait donc la même chose de violer ou de donner un coup de poing ? Il s'adresse aux femmes présentes (c'est un entretien, dont la réponse s'exprime dans le « non » énergique de Marina Zucca : le viol, c'est une violence physique, plus quelque chose sans commune mesure avec elle. Foucault dit qu'il en a discuté avec un magistrat du Syndicat de la magistrature qui est catégorique : « Il n'y a pas de raison de pénaliser le viol », acte sexuel. Admirable casuistique. Entre autres conséquences, elle accorde Marina Zucca, pour sauver la répression, à se dédire : non, décidément, le viol, « ce n'est plus de la sexualité, c'est de la violence physique ». Hélas ! c'est, tout au contraire, le point extrême où la sexualité est tout entière violence — à la personne, à la liberté comme au corps — et rien d'autre. Discussion intéressante en ce qu'elle trouble soudain les convictions antirépressives. Quelle femme trouvera bon qu'on prétende que le viol par la douceur ? Au reste, pourquoi n'aurait pas posé autrement la question de Foucault : « Castrer un homme ou lui couper le petit doigt, c'est la même chose » ?

Dans mon dernier feuillet, à propos d'un article des *Cahiers du GRIF* (2), je m'étais laissé aller à méditer une fois de plus sur la difficulté d'être homme. En la circonstance : d'être homme devant une porte où une femme se présente. Les auteurs de cet article, Mmes Judith Coppel et Dominique Fontaine, nous demandent de publier leur protestation : « Au lieu de nous imposer l'interprétation... » il va sans dire que personne ne saurait espérer l'ombre d'une injure où il y avait tout au plus un soupçon d'agacement. Reste que, accroché par ce passage barbelé, je n'avais pas soulevé l'intérêt de l'article lui-même : réflexions et témoignages sur certains comportements féminins et sur l'angoisse née d'un « interdit de passage » qui serait chez les femmes un des « fondements de leur oppression ».

De toute façon, la question est importante puisqu'il ne s'agit de rien de moins que du contenu profond de la relation « civilisée » entre les femmes et les hommes. Etait donc visé

l'interprétation exco-socio-psycho-analytique de l'attitude qui consiste pour quelques hommes encore à s'effacer devant une femme, en particulier au passage d'une porte. Les auteurs désignent ce « geste masculin », symptôme évident de paternalisme-dominateur-protecteur-possessif-jaloux-aliénateur. Bien entendu, si l'homme passe le premier, en bousculant, toisant la femme ou, pis encore, en l'ignorant, on le dénoncera, à juste titre, comme une brute phallocrate. Cette porte étroite ne comporte donc, pour le mâle humain, aucune issue.

La solution, on l'aperçoit bien tout de même : c'est qu'un homme et une femme ne doivent pas se trouver ensemble devant une porte. Ou plus radicalement et simplement : ne doivent pas se trouver ensemble, du tout. Ce qui ira de soi dans le « monde sans hommes » que des femmes nous déclarent « préparer ». Somme toute : la solution finale.

Hétons-nous de dire que rien ne permet de ranger nos correspondantes dans cette avant-garde d'anges exterminateurs qui combattent au nom de l'anti-sexisme. Nous n'avons vu que leur interprétation qui, à force d'être excessive, exclusive, absolue, devenait « insignifiante ». Or, dans leur lettre, elles analysent très raisonnablement le vieux geste de céder le pas et ce que devrait être cette attitude dans l'esprit des hommes qui la manifestent à l'égard des femmes. Mais, cela, elles ne l'avaient pas dit. On devait même comprendre qu'elles démentent à l'homme d'autres mobiles et intentions que ceux qu'elles lui prêtent, et lui refusent d'avoir ceux qu'elles désiraient qu'il ait. (Sur ce point encore, leur lettre apporte plus qu'une nuance : il ne s'agit plus de « l'homme », ni même « des hommes », mais de « certains hommes ».)

Alors ! écrivent-elles, non sans nous mettre personnellement en cause et au défi, comme si vous ne saviez pas que « les femmes sont loin d'être considérées comme supérieures aux hommes » ! Sous cette forme, c'est même une flûte pour exprimer le scandale criant, permanent et croissant de la longue histoire des femmes, c'est-à-dire de celle que les hommes leur ont faite, et dont elles commencent à peine à sortir. Et pourtant, que les hommes, tous, toujours et partout, aient considéré et traité les femmes comme « inférieures », est-ce si sûr, au fond ? L'effort consiste peut-être à faire en sorte que ce fond-là remonte

à la conscience. Les hommes sont eux-mêmes les victimes (avantagées) de leur propre histoire. Ne seraient-ils pas plus prêts qu'on ne le croit à se dévouer pour un comportement et d'un mode de relation pour lesquels ils sont depuis si longtemps conditionnés ?

La-dessus, il y aurait beaucoup trop à dire. Disons seulement, après l'avoir tant dit (à propos des *Cahiers du GRIF*, par exemple), et laissent tomber le mot « supérieur » avec tout l'idée de hiérarchie, redisons donc ce qu'on ne dira jamais assez : oui, les femmes valent mieux que les hommes. Elles sont capables d'autres choses. C'est la raison pour quoi on doit attendre d'elles, et peut-être d'elles seules, qu'elles réinventent un monde que les hommes ont si bien réussi à rater.

Ce n'est d'ailleurs pas une idée moderne. Nos correspondantes ne craignent pas de prononcer — il y faut presque du courage — les mots si rétro de courtoisie et de galanterie. Alors, rappelez-vous qu'il y a, dans le monde, le premier surtout : d'un cercle trop étroit, dans une époque, trop brève (révolutions, d'ailleurs, de ce qui avait été autrement large et durable dans le monde antique), où la femme fut mise au-dessus des hommes par les hommes eux-mêmes.

De cette situation, de cette relation inversée, très particulière à notre Occident le plus occidental, on n'a jamais le droit de se refuser à admettre qu'il en reste dans l'inconscient quelque chose d'autrement profond qu'un signe de possession et de protection imposée par le maître à l'esclave ou à l'objet. C'est même probablement de ces hautes sources, très aveuglées, de civilisation véritable que procède une autre tradition, une autre façon, celle-là singulièrement grave, de céder le pas : devant la mort. Si dans les naufrages on faisait passer d'abord les femmes avec les enfants, c'était, bien sûr, pour protéger les plus faibles physiquement dans une circonstance qui exigeait gravement cette « préséance », mais c'était surtout par la conscience qu'étaient les hommes de sauver ce qui est le plus précieux. Les enfants ne sont que l'avenir d'une génération. La femme, ce qui est encore la femme, c'est l'avenir de l'homme, ce qui est encore la femme à l'homme. Elle est l'avenir, simplement.

(1) Numéro 33-35, Seghers-Laffont édité.
(2) Rue du Musée 14 - 1000 Bruxelles.
A Paris, 36, rue des Boudonnais (10^e).

TÉMOIGNAGE

Mère de famille au foyer

D'une lectrice dont nous respectons l'anonymat :

J'ai eu une mère au foyer et j'en ai eu quatre enfants. J'ai travaillé jusqu'à ce que j'aie mon premier enfant.

Pourquoi faisons-nous des enfants, si, dès leur naissance nous les considérons comme des paquets que nous plaçons chez une nourrice, dans une crèche ou que se gardent tout seuls ?

Une famille pour moi, c'est quelque chose d'uni, l'homme et la femme se complètent.

Pourquoi ? La femme travaillant d'un côté, l'homme de l'autre, et les enfants battent de tous les côtés ? Mon mari ne gagne pas un gros salaire, nous avons juste pour vivre. Quand je travaillais, je gagnais plus que mon mari, j'ai arrêté mon travail, en accord avec mon mari, car il nous a semblé qu'élever

nos enfants avec le plus d'amour et de désintéressement possible valait mieux que tout l'argent du monde et les cotisations de Sécurité sociale réunies. Nos enfants sont heureux, car nous prenons le temps de vivre, le temps de se parler, le temps de se écouter, le temps de se faire plaisir.

Je vais vous donner un petit exemple, qui se situe sur le plan sexuel. A mon avis, c'est quelque chose de très important, dans la vie d'un couple. Mon mari travaille la nuit et dort le jour jusqu'à 2 heures de l'après-midi environ. Etant à la maison, nous pouvons avoir des rapports, parler pendant que les enfants sont à l'école. Si je travaillais jusqu'à 6 heures, par exemple, comment ferions-nous ?

J'ai une voiture personnelle (assez vieille), mon mari n'en a pas, il n'a pas son permis de conduire (c'est son droit). Quand se Mobylette est en panne ou qu'il pleut, je l'accom-

pagne à son travail, qui est à 8 kilomètres de chez nous. Une femme qui travaille au dehors ne pourrait pas le faire.

Des talents gâchés ? Pour ma part, j'ai une jolie voix, je chante dans une chorale, en soliste. Quand on a des talents, il y a toujours moyen de les employer. De plus, je rends, bénévolement bien sûr, d'innombrables services, par exemple, à ma grand-mère qui a quatre-vingt-deux ans ; mes sœurs qui travaillent (et qui emploient leurs talents : la première pour metre des éardines en bois, la seconde pour metre des yaourts en pots, la troisième pour taper sur une machine à écrire et compter des morceaux de bois toute la journée).

Je ne peux pas m'occuper de ma grand-mère.

Quand mon mari, mes enfants, ma famille et bien des gens encore ont besoin de moi, je suis là, je fais tout ce que je peux pour faire plaisir et pour rendre service.

Je ne considère pas cela comme du travail, et il ne me viendrait pas à l'idée de me faire payer. Je rends bien des services à la collectivité, si un jour elle me verse une maigre retraite, l'estime que je n'aurais rien vu.

Entre mon mari et moi, il n'a jamais été question d'abandon ni de divorce.

Ah ! j'oubliais. Il n'a jamais été question de « vision » ni de « services » chez nous...

PRÉCISIONS

La retraite des veufs de cadres féminins

M. Jacques Doubiet, directeur de l'Association générale des institutions de retraites de cadres (AGIRC), nous fournit, à la suite de l'article de Françoise Geroud « La femme d'Harpoon » (Le Monde du 10 février), les précisions suivantes :

Le régime de retraite et de prévoyance des cadres institué par la convention nationale du 14 mars 1947, qui est complémentaire de celui de la Sécurité sociale, accorde au veuf de cadre féminin une allocation de retraite égale à 60 % de celle que sa conjointe avait ou aurait eue.

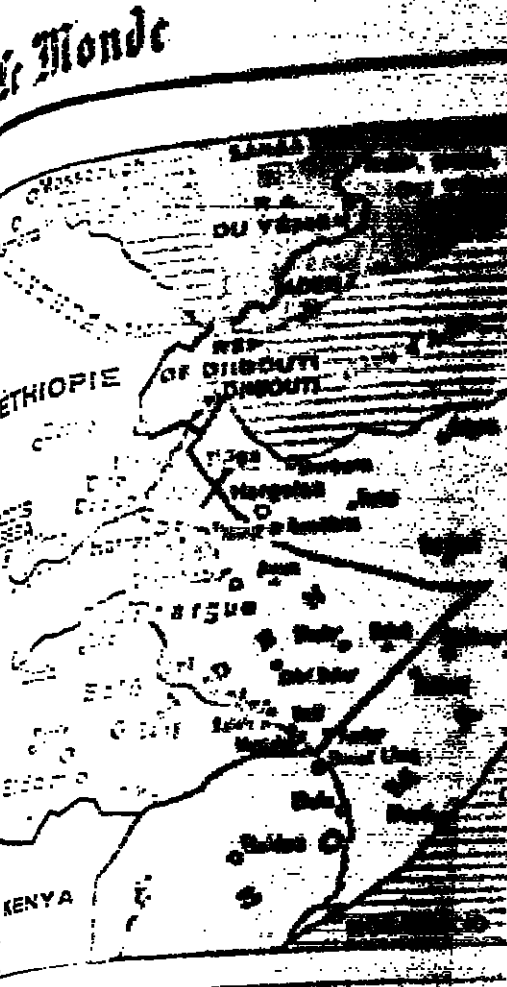
Cette pension lui est normalement versée à l'âge de soixante-cinq ans ou dès le décès de son épouse s'il a deux enfants à charge âgés de moins de vingt et un ans ou s'il est lui-même invalide ou incapable au travail au sens de la législation des assurances sociales. Le service de cette allocation est interrompu si l'état d'invalidité cesse, le veuf pouvant toutefois, à partir de soixante-cinq ans, faire valoir à nouveau ses droits (article 13 *quater* de l'annexe I à la convention précitée).

Par ailleurs, le régime des cadres a prévu, depuis l'origine, pour la veuve de cadre une pension de réversion (article 12 de l'annexe I).

Les indications données pour la pension de veuf sont applicables mutatis mutandis à la pension de veuve, la seule différence résidant dans la condition d'âge, la veuve bénéficiant de la pension de réversion dès l'âge de cinquante ans, alors que le veuf ne peut l'obtenir normalement qu'à soixante-cinq ans.

Les pensions de veufs ou de veuves ne sont pas versées si les conjoints ont divorcé. En cas de remariage ultérieur, elles sont supprimées et ne sont pas rétablies dans l'éventualité d'un second veuvage.

Enfin, contrairement au régime de base de la Sécurité sociale, il n'existe dans le régime complémentaire de retraite des cadres aucune condition de ressources personnelles ni de durée de mariage pour l'attribution des allocations aux conjoints survivants.



La Maui

Entre les Indes et l'Afrique, la Maui est une île mystérieuse. Elle est peuplée de nombreux habitants, dont beaucoup sont des réfugiés. La Maui est une île très belle, avec de nombreuses plages et des paysages magnifiques. Elle est située dans l'océan Indien, entre l'Afrique et l'Asie.

La Maui est une île très intéressante, car elle est peuplée de nombreux habitants, dont beaucoup sont des réfugiés. Elle est située dans l'océan Indien, entre l'Afrique et l'Asie. Elle est une île très belle, avec de nombreuses plages et des paysages magnifiques.

La Maui est une île très intéressante, car elle est peuplée de nombreux habitants, dont beaucoup sont des réfugiés. Elle est située dans l'océan Indien, entre l'Afrique et l'Asie. Elle est une île très belle, avec de nombreuses plages et des paysages magnifiques.

La Maui est une île très intéressante, car elle est peuplée de nombreux habitants, dont beaucoup sont des réfugiés. Elle est située dans l'océan Indien, entre l'Afrique et l'Asie. Elle est une île très belle, avec de nombreuses plages et des paysages magnifiques.

La Maui est une île très intéressante, car elle est peuplée de nombreux habitants, dont beaucoup sont des réfugiés. Elle est située dans l'océan Indien, entre l'Afrique et l'Asie. Elle est une île très belle, avec de nombreuses plages et des paysages magnifiques.

La Maui est une île très intéressante, car elle est peuplée de nombreux habitants, dont beaucoup sont des réfugiés. Elle est située dans l'océan Indien, entre l'Afrique et l'Asie. Elle est une île très belle, avec de nombreuses plages et des paysages magnifiques.

La Maui est une île très intéressante, car elle est peuplée de nombreux habitants, dont beaucoup sont des réfugiés. Elle est située dans l'océan Indien, entre l'Afrique et l'Asie. Elle est une île très belle, avec de nombreuses plages et des paysages magnifiques.

La Maui est une île très intéressante, car elle est peuplée de nombreux habitants, dont beaucoup sont des réfugiés. Elle est située dans l'océan Indien, entre l'Afrique et l'Asie. Elle est une île très belle, avec de nombreuses plages et des paysages magnifiques.

La Maui est une île très intéressante, car elle est peuplée de nombreux habitants, dont beaucoup sont des réfugiés. Elle est située dans l'océan Indien, entre l'Afrique et l'Asie. Elle est une île très belle, avec de nombreuses plages et des paysages magnifiques.

مكتبة من الأصل

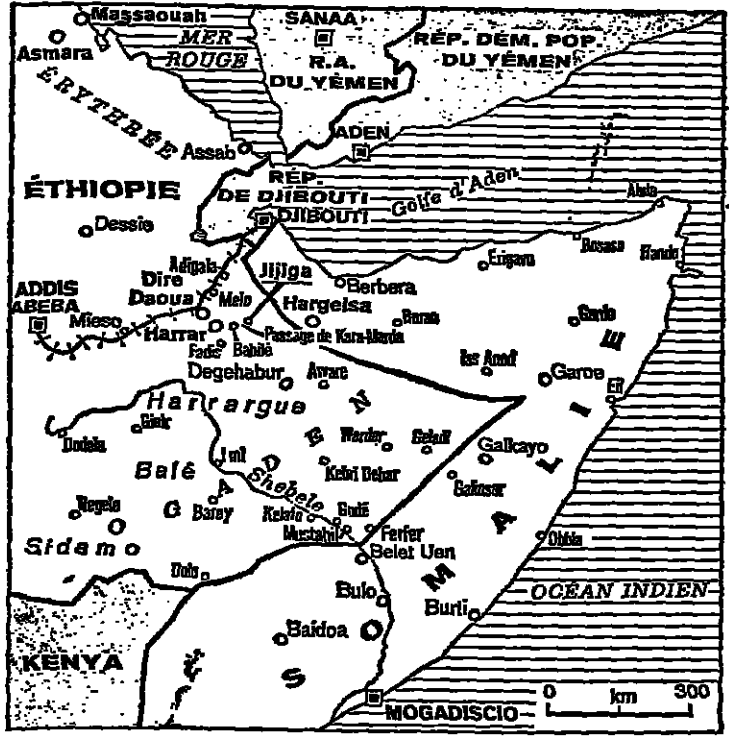
سكنا من الاول

Le Monde

étranger

LA GUERRE DE L'OGADEN

La contre-offensive éthiopienne marque un temps d'arrêt



Tandis que la contre-offensive éthiopienne dans l'Ogaden marque une pause, le conflit provoque un sérieux incident entre l'Égypte, qui soutient la Somalie, et le Kenya, lié à Addis-Abeba par un pacte de défense. Un Boeing 707 de la compagnie Égyptair a, en effet, été intercepté, mercredi, par la chasse kenyane, et contraint à se poser à Nairobi. Il transportait, selon les Kenyans, une cargaison

de bombes et d'explosifs destinés à la Somalie. Trois appareils égyptiens avaient déjà, lundi et mardi, traversé l'espace aérien kenyan sans en avoir, selon les autorités de Nairobi, reçu l'autorisation. Le Caire a pris, jeudi 16 février, des mesures de représailles. Deux avions de ligne Kenyans ont été saisis à leur escale dans la capitale égyptienne, et un troisième contraint à atterrir.

Moscou a démenti, mercredi, que des étudiants somaliens soient retenus en U.R.S.S., contre leur volonté, assurant que certains des jeunes gens rappelés par Mogadishu - auraient préféré poursuivre leurs études chez nous -. Un premier contingent de trente étudiants a pu quitter mercredi l'Union soviétique. Pour sa part, l'Espagne a démenti avoir livré des armes à la Somalie.

serait provisoirement stabilisés entre Balie et le passage de Kara-Marda. Les mêmes diplomates font état d'un renforcement substantiel des défenses somaliennes autour de Jijiga, le point faible demeurant cependant la défense anti-aérienne. Ils estiment que la colonne éthiopienne engagée à l'est de Harar est dotée d'un équipement trop lourd pour pouvoir espérer franchir le passage de Kara-Marda, principal obstacle sur la route de Jijiga, sans prendre le risque de sévères pertes.

De notre envoyé spécial

Les combats dans le nord de l'Ogaden semblent avoir diminué d'intensité ces derniers jours, et les forces somaliennes affirment, mercredi 15 février, se battre encore « avec enthousiasme » dans la région de Harar, contrairement aux affirmations d'Addis-Abeba.

Les sources diplomatiques, Moscou et Addis-Abeba, ne paraissent en ce moment le temps d'en juger les effets, sur la scène internationale comme sur le terrain, alors que les Éthio-

piens préparent vraisemblablement une nouvelle offensive. Des sources officielles confirment qu'un retrait stratégique d'une quarantaine de kilomètres a bien eu lieu, mais que de petites unités somaliennes sont demeurées dans les environs de Harar. Des sources diplomatiques indiquent que les combats au nord de Dire-Daoua se poursuivent en lisière d'adigala sur la voie ferrée éthio-somalienne. A l'est de Harar, le front se

La Mauritanie prise au piège

III. - La difficulté d'exister

De notre envoyé spécial
DANIEL JUNQUA

Ecartelée entre les intérêts opposés de l'Algérie et du Maroc, la Mauritanie est la grande perdante du conflit du Sahara occidental. Nombreux sont ceux qui, à Nouakchott, estiment que l'heure est au réalisme et qu'il faut tenter de se dégager d'une guerre qui menace le pays dans son existence même. (« Le Monde » des 15 et 16 février).

lages, des ouvriers agricoles formés par les Chinois ont suscité la création de nouveaux périmètres. « Fait significatif, nous signale le gouverneur de la province, M. Dah Ould Sidi Albi, des comités locaux ont commencé à investir dans l'agriculture. L'un d'eux a récolté cette année quelque 700 tonnes de riz. »

« Nous avons dans nos cartons de nombreux projets », nous a dit le ministre du plan, M. Sidi Ould Cheikh Abdallah. La construction de deux barrages sur le Gorgol, affluent du Sénégal, permettrait la mise en valeur de 30 000 hectares. Dans l'immédiat, nous avons entrepris, avec l'aide du Fonds africain de développement et de la R.F.A., l'aménagement de la plaine de Bogu, 200 hectares ont déjà été mis en valeur l'an dernier, et les phases suivantes portent sur 800 hectares. »

« Peut-on en douter ? L'avenir de la Mauritanie est au Sud, ce Sud peuplé en majorité de populations

régionales, prétendant que les prisonniers de guerre algériens sont massacrés alors que les « Beïdans » sont emmenés à Tindouf, n'a pas motivé davantage les populations du fleuve, mais a conduit le président Sanghvi à proclamer son intention de demander qu'il soit appliqué l'auto-détermination aux populations du fleuve et celles-ci étaient victimes de traitements discriminatoires.

La disparition de la Mauritanie mettrait fin à une expérience de cohabitation entre populations blanches et noires au sein d'un État du Sahel africain. Elle serait inacceptable par l'Algérie et « déstabiliserait » pour longtemps non seulement l'Ouest africain mais aussi tout le Sahel. C'est sans doute pourquoi il ne se trouve presque pas de Mauritanien pour condamner une intervention française qui s'exerce en faveur d'un facteur d'équilibre dans la région. Mais celle-ci aurait-elle été nécessaire si Paris, au lieu d'apporter un soutien quasi inconditionnel à Rabat et à Nouakchott, avait usé de son influence, dès 1976, pour faire aboutir une solution conforme au droit et à la morale respectant l'autodétermination du peuple sahraoui ?

Rosso. — Ville frontalière avec le Sénégal, Rosso, seize mille habitants, siège du gouvernement de la VI^e région, a perdu beaucoup de son importance depuis la construction à Nouakchott d'un wharf qui permet aux cargos de ravitailler directement la capitale. Grâce à la coopération de la Chine populaire, Rosso s'est maintenant découvert une vocation agricole.

Situé en bordure du fleuve, dont il est isolé par une digue, le casier rizicole de Rosso s'étend sur un millier d'hectares. Les voyageurs arrivant à Nouakchott par la route passent sans transition d'une steppe aride parsemée de quelques épines à un milieu tropical.

« Le projet de barrage de Rosso, nous a dit le directeur administratif de l'exploitation, M. Kane Abdou Chir, un ancien instituteur âgé de cinquante ans, a été, cette année, notre région va couvrir 10 % des besoins du pays en riz. La Sonimex (1) prévoit d'en importer 50 000 tonnes. Nous pourrions faire beaucoup mieux lorsque sera réalisé, sur le fleuve Sénégal, dans le cadre de l'O.M.V.S., le barrage de Diama qui empêchera les remontées de sel et permettra deux récoltes par an. »

La ferme d'Etat a suscité dans toute la région un effet d'entraînement. De retour dans leurs vil-

lages, des ouvriers agricoles formés par les Chinois ont suscité la création de nouveaux périmètres. « Fait significatif, nous signale le gouverneur de la province, M. Dah Ould Sidi Albi, des comités locaux ont commencé à investir dans l'agriculture. L'un d'eux a récolté cette année quelque 700 tonnes de riz. »

« Nous avons dans nos cartons de nombreux projets », nous a dit le ministre du plan, M. Sidi Ould Cheikh Abdallah. La construction de deux barrages sur le Gorgol, affluent du Sénégal, permettrait la mise en valeur de 30 000 hectares. Dans l'immédiat, nous avons entrepris, avec l'aide du Fonds africain de développement et de la R.F.A., l'aménagement de la plaine de Bogu, 200 hectares ont déjà été mis en valeur l'an dernier, et les phases suivantes portent sur 800 hectares. »

« Peut-on en douter ? L'avenir de la Mauritanie est au Sud, ce Sud peuplé en majorité de populations

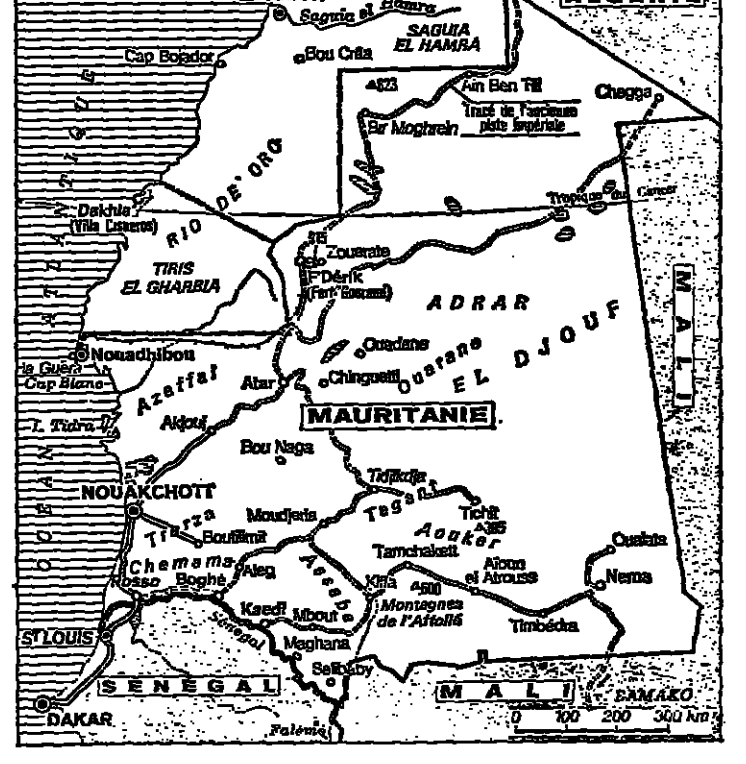
régionales, prétendant que les prisonniers de guerre algériens sont massacrés alors que les « Beïdans » sont emmenés à Tindouf, n'a pas motivé davantage les populations du fleuve, mais a conduit le président Sanghvi à proclamer son intention de demander qu'il soit appliqué l'auto-détermination aux populations du fleuve et celles-ci étaient victimes de traitements discriminatoires.

La disparition de la Mauritanie mettrait fin à une expérience de cohabitation entre populations blanches et noires au sein d'un État du Sahel africain. Elle serait inacceptable par l'Algérie et « déstabiliserait » pour longtemps non seulement l'Ouest africain mais aussi tout le Sahel. C'est sans doute pourquoi il ne se trouve presque pas de Mauritanien pour condamner une intervention française qui s'exerce en faveur d'un facteur d'équilibre dans la région. Mais celle-ci aurait-elle été nécessaire si Paris, au lieu d'apporter un soutien quasi inconditionnel à Rabat et à Nouakchott, avait usé de son influence, dès 1976, pour faire aboutir une solution conforme au droit et à la morale respectant l'autodétermination du peuple sahraoui ?

La guerre pourrait en outre révéler des dangers qui s'étaient déjà manifestés en 1966, lorsque les populations du fleuve s'étaient rebellées contre le pouvoir des « Beïdans ». Ce sont les Noirs en effet qui fournissent le gros des troupes mauritanien-

nes. Les Saracènes, Wolofs ou Toucouleurs ne se sentent pas concernés par ce qui leur paraît être une querelle entre « Blancs ». La propagande maladroite du

(1) Société nationale d'importation et d'exportation. (2) Le financement extérieur du projet Guelbs a été acquis au cours d'une réunion des bailleurs de fonds les 25 et 27 janvier à Paris.



notres sédentaires non arabophones, Toucouleurs, Saracènes, Oulofs, qui pourraient bien devenir majoritaires dans le pays, et elles ne le sont déjà. L'auto-suffisance alimentaire n'est plus, pour le pays, un rêve inaccessible. L'eau est là, dans le fleuve on dans le sous-sol. Il suffit de la pomper.

que pour mémoire. Il faudrait pouvoir orienter tous les efforts, canaliser toutes les capacités de financement vers le monde rural. Malheureusement, jamais depuis l'indépendance la marge d'action des dirigeants n'a été aussi étroite. La chute des cours du minerai de fer et la crise mondiale de la sidérurgie se sont répercutées sur la Société nationale industrielle et minière (SNIM), qui a succédé à la célèbre Ifremer pour exploiter le gisement de fer de Zouérate.

En 1977, la SNIM, principale pourvoyeuse en devises du budget mauritanien, n'a rien versé à l'Etat. « Nous n'avons pu verser que 8,5 millions de tonnes de minerai l'année dernière », nous a dit le directeur, M. Ismail Ould Amar, un jeune centralien. « Cela représente une chute de plus de 3 millions de tonnes par rapport à 1974, notre meilleure année. Dans moins de dix ans, le gisement de la Rhédia d'Adioul sera épuisé. D'autres réserves, les « Guelbs », sont exploitables, mais cela nécessite un investissement nouveau de 400 millions de dollars. Nos partenaires, la Banque mondiale, l'Arabie Saoudite, etc., exigent que nous en fournissions le quart, soit environ 100 millions de dollars. Je ne vois pas, dans ces conditions, comment nous

pourrions encore verser annuellement à l'Etat, comme la loi nous l'impose, 10 % de notre chiffre d'affaires. »

Dans ces conditions, les chiffres, les statistiques, les statistiques, n'ont plus grand sens. La Mauritanie vit sous perfusion permanente de pétro-dollars saoudiens. Ryad paye cash toutes les dépenses d'équipement militaires, directement aux fournisseurs. C'est ainsi que vient d'être financé récemment encore l'achat à l'Argentine d'une dizaine d'avions de chasse Mirage 5.

« C'est devenu de plus en plus difficile, tous les fonds de tiroirs ayant été raclés. Le budget de l'Etat a été élaboré par le ministère des finances avec un mois de retard, et l'Assemblée ne l'a adopté que les 24 janvier, après des débats de pure forme. Les dépenses, comprimées au maximum, s'élèvent à environ 8 milliards d'ouguiyas. D'entrée de jeu il est prévu que près du tiers d'entre elles seront financées par le recours à des « aides », des « conventions courantes », et à des « emprunts divers ».

La Mauritanie subit, depuis quelques années, de profondes mutations. La sécheresse, en décimant les troupeaux, a également condamné à mort une civilisation. Chassés par la misère, les éleveurs nomades se sont rendus vers les villes, où ils se sédentarisent. Nouakchott n'était, encore, en 1968, qu'une étape sur la « piste impériale » reliant Dakar à Casablanca. Quelques dizaines de familles vivaient dans leurs maisons de banco à l'ombre du fortin abritant la garnison. Aujourd'hui, la capitale surgie des sables par la volonté du président Ould Daddah abrite près de deux cent mille habitants. Des excoercences monstrueuses se sont greffées sur les quartiers modernes et abritent, vaille que vaille, dans des baraques en planche ou sous la tente, quelque cent mille réfugiés, qui

De profondes mutations

survivent grâce à l'aide internationale redistribuée par le gouvernement. Le nord du pays est vide, et même des villes comme Chinguetti ou Atar dépeuplent. Si l'on en croit les résultats provisoires du recensement organisé au début de 1977, les nomades (443 000) représentent désormais 36 % seulement de la population (1 285 000 habitants), alors qu'ils en constituaient les trois quarts en 1968.

Nouakchott n'a pas les moyens d'occuper les hommes qui s'y réfugient. Un seul secteur offre quelques emplois : la construction. Espérant réaliser des gains rapides en raison du prix très élevé des loyers, la petite bourgeoisie mauritanienne investit dans des centaines de luxueuses villas qui constituent un nouveau quartier au nord de la ville. A ces réali-

Des manœuvres interarmées franco-toucouloises ont lieu du 11 au 13 février 1978 en Côte-d'Ivoire, pour mettre à l'épreuve le système d'assistance militaire et technique entre les deux pays. Ces opérations ont lieu tous les deux ans. Sous les ordres du général de corps d'armée Duval, les forces françaises sont représentées par des détachements de l'armée de terre, deux escadrons de la marine nationale et, du côté de l'armée de l'air, trois avions de transport Transall quatre avions d'appui tactique Jaguar, un avion ravitailleur KC-135 et huit hélicoptères.

Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?

Entretiens de
Jean-Paul Ribes avec
Brice Lalonde
Serge Moscovici
René Dumont

Collection Combats dirigée par G. Durand
Un volume 192 pages 25 F

SEUIL

Les propositions d'Ankara tendent à assurer l'indépendance économique de l'« État fédéré turc »

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

ASIE

Chine

Le journal de l'armée estime qu'une épuration reste nécessaire

De notre correspondant

Succédant à M. Saifadin, M. Wang Feng vient d'être confirmé dans les fonctions de premier secrétaire du comité de parti du Sinkiang (« le Monde » du 1^{er} février). Les nouvelles autorités de cette région stratégique, sur la frontière avec l'U.R.S.S., ont appelé, récemment, à la « vigilance » et à une purge des partisans de l'ancienne direction. Le journal de l'armée demande lui aussi une purge nationale parmi les militaires.

Pékin. — Des « partisans fanatiques de la bande des quatre » subsistent actuellement dans les forces armées chinoises, affirme le quotidien de l'A.P.L. dans un commentaire daté du 12 février et publié le lundi 13 par le Quotidien du peuple. L'auteur de l'article affirme vouloir mettre l'accent sur le travail de rectification idéologique et politique, mais insiste avec beaucoup plus de vigueur en fait sur les questions de personnes.

« L'impureté des cadres de notre armée », écrit-il, constitue un grave danger, et nous ne pouvons y être indifférents », cela d'autant plus que l'armée est « un instrument important aussi bien dans la lutte de classes internationale que dans la lutte de classes à l'intérieur du pays ». Dans cette optique, mener à bien les enquêtes sur les faits et les gens impliqués dans l'affaire de la « bande des quatre » constitue « une tâche importante et pressante qui ne doit pas s'achever n'importe comment ». Pas question, en d'autres termes, de laisser ces enquêtes se terminer plus ou moins en queue de poisson. Il faut donc « isoler et concentrer nos attaques contre les partisans fanatiques de la bande des quatre qui refusent de s'amender ». Jamais, depuis des mois, l'existence de ces derniers n'avait été dénoncée aussi clairement.

« Tirer au clair les problèmes », poursuit le journal de l'A.P.L., doit permettre de distinguer « qui doit être attaqué et qui doit être rééduqué », « qui prend une position ferme dans la lutte contre la bande des quatre et qui a des problèmes ».

Le journal des militaires décrit avec mordant et précisions les personnages qu'il faut dénoncer. « Il existe, dit-il, des gens de ce genre : ils ont déjà commis des erreurs dans la dernière lutte de ligne

(affaire Lin Biao) mais se sont retrouvés du côté du peuple sans avoir été critiqués, sans avoir tiré les leçons de leurs fautes... Dans la onzième lutte, ils ont de nouveau commis des erreurs... Les gens de cette sorte se sont retrouvés tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, ils ont commis des erreurs répétées, ne les ont pas complètement corrigées, mais estiment qu'elles relèvent des contradictions au sein du peuple (c'est-à-dire « non antagonistes ») et que personne en conséquence ne peut s'en prendre à eux ».

« Cela est dangereux, poursuit le journal des militaires, car, si de tels gens ne sont pas dénoncés, si on ne les aide pas pour qu'ils fassent leur autocritique et confessent clairement leurs erreurs devant les masses, ils deviendront inévitablement des foyers de secousses (politiques) lorsque le climat propice se présentera ».

D'une manière générale « si l'on ne distingue pas ce qui est bon de ce qui est mauvais, les mauvais éléments conserveront les honneurs et les honnêtes gens seront découragés, l'ardeur des masses populaires ne pourra être mobilisée ».

Une situation grave

L'article du journal de l'A.P.L. et la place qui lui est donnée par le Quotidien du peuple résument une situation plus grave qu'aucun texte ne l'avait jusqu'à présent laissée supposer. On en retiendra principalement les trois points suivants :

— Des personnages considérés comme directement liés aux dirigeants déchu en octobre 1976 occupent encore des positions de commandement et doivent être éliminés. Ceux-là, si l'on comprend bien la situation soulignée par le commentaire, ne seraient même être rééduqués.

— Des dirigeants toujours en fonctions à l'heure actuelle résistent obstinément aux pressions exercées sur eux pour qu'ils fassent amende honorable et qu'ils renient tout ou partie de leurs actes et propos des dix dernières années.

● Trente universitaires et scientifiques français ont, à l'occasion d'un colloque, tenu le 11 février, au Collège de France, lancé un appel contre la violation des droits de l'homme en Corée du Sud, pour le retrait des troupes américaines et pour la réunification indépendante et pacifique de la Corée. Ce colloque a été organisé à l'initiative du secteur scientifique et universitaire du Comité français d'action et de soutien pour la réunification indépendante et pacifique de la Corée. Parmi les participants, on notait la présence de M. André Aubry, conseiller général communiste, maire d'Antony; Machefer, sénateur, membre du comité directeur du P.S.; Oppetit, membre du bureau politique de l'Union des gauchistes de progrès; Charvin, doyen de la faculté de droit de Nice; de Mme Hélène Langevin-Joliot-Curie, directrice de recherche au C.N.R.S. Le colloque a également vivement souhaité qu'une délégation d'universitaires et de scientifiques français puisse se rendre cette année en Corée du Nord.

Certains thèmes actuellement à l'honneur sur la « consolidation de l'armée », la modernisation des équipements, le renforcement du « professionnalisme » militaire, la fabrication d'armements hautement sophistiqués (« le Monde » du 1^{er} février) sont inégalement acceptés et compris à travers une armée formée depuis des années selon les principes de la guerre populaire, de la priorité à la lutte de classes et de la critique des influences bourgeoises.

Des membres du bureau politique visés ?

L'essentiel demeure que le journal de l'armée se fait le porte-parole d'une fraction réclamant une épuration approfondie, sans indulgence ni tolérance, des cadres du pays. Cela veut pour les forces armées, mais le Quotidien du peuple — dont on peut s'étonner qu'en sa qualité d'organe du parti il se borne à reproduire les articles d'autres publications — indique dans une note de sa rédaction que les problèmes soulevés en ce qui concerne l'A.P.L. peuvent intéresser d'autres secteurs.

Les personnages visés peuvent se limiter à l'importance quel niveau, et les descriptions qui en sont faites s'appliqueraient sans difficultés à certains membres du bureau politique — dont on sait d'ailleurs qu'ils ont déjà été priés de faire leur autocritique. Doit-on en conclure que les pressions dont ils sont l'objet ne font que s'accroître, et cela à quelques semaines de la session de l'Assemblée nationale populaire ? Il est, en tout cas, certain qu'à travers l'appareil de commandement tout entier de l'armée se dessine une purge d'autant plus sévère qu'elle ne va pas sans rencontrer des résistances.

ALAIN JACOB.

après inventaire
prix exceptionnels
sur tous nos
tapis

20 %
ORIENTS
d'origine

15 %
CHINOIS
ROUMAINS
d'origine

Les Lisses de France
98 bd haussmann Paris 8
tél. 522 88 25 / 88 68
VELIZY 2-tél. 946 28 36

Ouvert lundi après-midi

derniers jours

FERRIN
luminaires de France
39 Boulevard Raspail Paris 7^e

AVANT TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT
met en

LIQUIDATION
LA TOTALITE DE SON STOCK

LUMINAIRES tous styles
PETITS MEUBLES, VERRERIES
ABAT-JOURS etc.

ENORME REMISE

OUVERT TOUTS LES JOURS de 9 h. à 19 h.
Métro : Sèvres-Babylone - Tous les bus
AUTORISATION PREFECTORALE

LES ETATS-UNIS ET LA FRANCE SONT EN TÊTE DES PAYS DONNANT ASILE AUX REFUGIES INDOCHINOIS

(De notre correspondant.)

Genève. — Les porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) et du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (C.I.M.E.) ont confirmé récemment au cours d'une conférence de presse sur la situation des réfugiés indochinois que la France arrive, juste derrière les Etats-Unis, en tête des pays d'asile. Elle en a recueilli, depuis avril 1975, 30 000, à raison d'environ 1 000 par mois. Le C.I.M.E., qui se charge du transport vers les pays de réinstallation des réfugiés qui avaient trouvé un asile provisoire en Asie du Sud-Est, compte poursuivre au même rythme en 1978 leur acheminement vers la France.

En outre, 508 de ces réfugiés sont en cours d'installation en Guyane française. Les Etats-Unis, qui ont recueilli depuis avril 1975 34 120 Indochinois, accordent une attention particulière aux « naufragés volontaires » ayant fui leur pays sur des embarcations de fortune. Le Congrès a autorisé en janvier dernier l'accueil d'un nouveau contingent de 7 000 de ceux-ci. Un groupe de la même importance est arrivé aux Etats-Unis l'an passé.

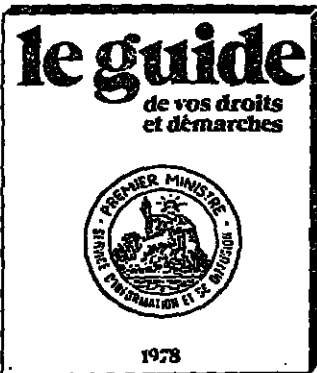
L'Allemagne fédérale, la Belgique, les Pays-Bas, les pays scandinaves et la Suisse accueillent régulièrement des petits groupes de réfugiés. L'Australie en a reçu 1 500 environ et met actuellement au point un programme concernant un million de « naufragés volontaires ». Enfin, le Canada s'est engagé à recevoir chaque mois à partir de janvier 1978, cinquante familles indochinoises ayant fui par mer.

Les réfugiés transportés par le C.I.M.E. dans les pays d'accueil permanent, ont bénéficié auparavant d'un asile provisoire — et le plus souvent précaire en dépit de l'aide du H.C.R. — en Malaisie, Thaïlande, au Japon, aux Philippines, à Hongkong, en Indonésie et à Singapour. Selon les dernières statistiques, en octobre dernier, 2 707 « naufragés volontaires » sont arrivés dans les pays d'Asie du Sud-Est, en novembre 1976, en décembre 956 et 1 358 en janvier 1978. Certains pays de la région offrent aux réfugiés d'Indochine la possibilité de s'installer sur leur territoire. Hongkong en a recueilli 28, Singapour 109 et la Malaisie a donné asile à 1 400 Cambodgiens musulmans.

ISABELLE VICHNIAC.

200.000 ex.
vendus en 2 mois

Connaissez vos droits
gagnez du temps
dans vos formalités
administratives



le livre
qui vous simplifie
la vie
181 réponses, 320 pages 20 F

VENTE EN LIBRAIRIE ET A
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

29-31, quai Voltaire - 75340 PARIS Cedex 07
Tél : 261.50.10 - Téléc : 204826 Docfran Paris
165, rue Garibaldi - 69401 LYON Cedex 03
Tél : 63.23.02

COLLECTION DE POCHE

POINTS



Jean Ziegler
Les vivants et la mort

David Cooper
Psychiatrie et anti-psychiatrie

Edward T. Hall
La dimension cachée

POINTS

HISTOIRE



Jean Touchard
Le gaullisme 1940-1969

Philippe Ariès
Essais sur l'histoire de la mort en Occident

POINTS

POLITIQUE



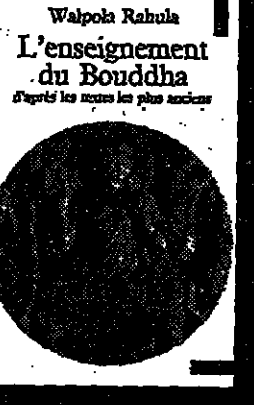
André Gorz
Ecologie et politique

François Feito
Chine URSS

Pierre François Moreau
Les racines du libéralisme

POINTS

SAGESSES

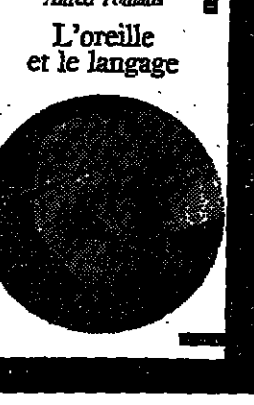


Walpola Rahula
L'enseignement du Bouddha

Récits d'un pèlerin russe
Traduits par Jean Lalov

POINTS

SCIENCES



Alfred Tomatis
L'oreille et le langage

Volume simple (s) 9,50 F
double (d) 10,50 F
triple (t) 13 F
quadruple (q) 16 F
quintuple (qt) 19 F

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Election partielle à la Chambre des représentants

Un républicain l'emporte dans un fief démocrate de New York

M. William Green, ancien membre du Parlement de l'Etat de New-York (républicain), a été élu, mardi 14 février, pour représenter au Congrès Manhattan, un des cinq «quartiers» de la ville de New-York. Il a obtenu 30 240 voix contre 28 970 à Mme Bella Abzug, candidate démocrate, qui était pourtant la favorite de cette élection partielle. La dix-septième circonscription électorale de la Chambre des représentants (celle de Manhattan), était traditionnellement acquise aux démocrates.

La victoire de M. Green, un protégé de M. Nelson Rockefeller, ancien gouverneur de l'Etat de New-York et ancien vice-président des Etats-Unis, peut inquiéter certains candidats démocrates, même dans les circonscriptions jugées «sûres», dans la perspective des élections de novembre prochain, où un tiers du Sénat et la totalité de la Chambre des représentants doivent être renouvelés. Ces scrutins «intermédiaires» entre deux élections présidentielles voient souvent une remontée du parti qui a perdu la présidence.

Une voix de plus que son adversaire

Batue mardi, Mme Bella Abzug est une forte personnalité, parfois même un peu extravagante, de l'aile gauche du parti démocrate. Elle avait, en septembre 1977, renoncé à son siège à la Chambre des représentants pour se présenter aux primaires démocrates pour le siège de sénateur.

L'élection de mardi indique également qu'une frange de l'électorat démocrate new-yorkais a préféré voter pour un républicain plutôt que pour une candidate démocrate connue au sein du parti démocrate. Elle n'avait obtenu qu'une voix de plus que son concurrent, celle d'un homme de soixante ans, qui n'était plus, après coup, très sûr de son vote.

D. Dh.

Canada

CONSACRÉE AUX PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

La conférence des premiers ministres s'est achevée sans résultats

De notre correspondant

Montréal. — Le premier ministre fédéral, M. Pierre Elliott Trudeau, et les dix premiers ministres des provinces du Canada, se sont séparés le mercredi 15 février après un «sommet économique» de trois jours à Ottawa. Le premier ministre de la province de Québec, M. René Lévesque, avait quitté la conférence quelques heures avant la fin de la réunion pour protester contre l'absence de résultat concret. Préparée de longue date par le gouvernement d'Ottawa, cette conférence n'a pas répondu aux espoirs qu'elle avait suscités.

M. Trudeau cherche le plus souvent une synthèse des différentes opinions émises par les premiers ministres provinciaux, mais les points à l'ordre du jour de la réunion — intégralement télévisée — ont été abordés en termes si généraux qu'aucun progrès précis n'a pu être accompli. Dans son discours d'ouverture, M. Trudeau a présenté de façon optimiste l'état de l'économie canadienne, en reconnaissant pourtant la gravité du chômage (plus de 8 %) et de l'inflation (près de 8 % également).

Les experts fédéraux étaient venus, semble-t-il, avec quelques suggestions techniques pour lutter contre la crise. La seule dont ont été entendus parler consistait à demander aux provinces un effort particulier — en augmentant par exemple leur déficit budgétaire — pour soutenir la croissance. Devant les réticences des premiers ministres provinciaux, cette option a été laissée dans l'ombre.

Les premiers ministres des provinces ont obtenu l'assurance que l'organisme qui succéderait à la mi-avril à la commission de contrôle des prix et des salaires (en fonction depuis 1975), n'aurait pas de pouvoir coercitif, mais seulement un pouvoir d'enquête et d'information. Dans la plupart des provinces, cette commission était considérée comme incompatible avec les règles de l'économie libérale.

Cette concession, si c'en est une, le gouvernement fédéral n'avait pas précisée jusqu'ici la nature de l'organisme qui succéderait à la commission de contrôle, est peut-être le seul résultat concret de ces trois jours de débats.

Les dix premiers ministres provinciaux ont dû se contenter d'énumérer une fois de plus pour les caméras de la télévision, la liste de leurs préoccupations respectives. On a vu ainsi les représentants des provinces maritimes de l'Est se plaindre des coûts de transport à l'intérieur du pays et mettre leurs espoirs dans l'amélioration des exportations. Le Québec a protesté contre ce qu'il tient pour des carences fédérales en matière de construction de logements sociaux. L'Ontario et l'Alberta se sont exprimés avec ce détachement confiant que donne la richesse commerciale ou pétrolière.

La Colombie britannique est restée, conformément à sa tradition, la province «originale» de la confédération, régulièrement en désaccord avec le pouvoir fédéral et les prétentions de cette dernière. Les jalousies entre les provinces et leurs velléités d'autonomie vis-à-vis du pouvoir central étaient sensibles. On n'a eu à aucun moment l'impression d'un dialogue constructif.

La plupart des observateurs canadiens ont mis l'accent sur le caractère pré-électoral de cette réunion et tiennent pour acquis que le gouvernement fédéral annoncera prochainement la tenue d'élections fédérales, au printemps ou pendant l'été.

ALAIN-MARIE CARRON.

DIPLOMATIE

RÉUNIE A CARACAS

L'Union mondiale de la démocratie chrétienne se préoccupe de la question des droits de l'homme

Correspondance

Caracas. — Le comité politique de l'Union mondiale de la démocratie chrétienne (U.M.D.C.), vient de se réunir à Caracas. M. Rafael Caldera, ancien président du Venezuela, dirigeant du COPEI (démocrate chrétien), de l'homme M. Mariano Rumor, ex-Farfalli (Italie), M. Von Hassel et Geissler (C.D.U., R.F.A.), Vandekerckhove (président du Sénat belge), André Collin (France) et une vingtaine d'autres personnalités.

Vingt-deux ans après la première rencontre inter-continentale de cette famille politique, les participants ont dressé un bilan qui n'est pas négatif : cinquante partis d'inspiration démocratique chrétienne représentent aujourd'hui plus de 100 millions de militants à travers le monde. L'expérience gouvernementale européenne de l'après-guerre a eu son pendant en Amérique latine (au Chili et au Venezuela), tandis que des coups d'Etat ont empêché d'autres expériences de se développer comme ce fut le cas au Guatemala et au Salvador. Le récent succès au Costa Rica de M. Rodrigo Carazo sous l'étiquette social-chrétienne est encourageant. Les perspectives électorales de l'année ne sont pas, non plus, défavorables à la D.C. au Venezuela et au Guatemala.

Pour le développement démocratique de l'Amérique latine, tel était la préoccupation majeure des intervenants. La démocratie chrétienne, comme les autres forces politiques, ne peut, en effet, demeurer insensible au fait que

MILOS ALCALAY.

LE DÉPART DE L'AMBASSADEUR D'IRAN

Au terme d'une mission de plus de quatre ans qui a été marquée par un échange de visites officielles entre les chefs d'Etat des deux pays et par une importante intensification des échanges franco-iraniens, M. Amir Chahine, ambassadeur d'Iran, a quitté Paris mercredi 15 février. Il avait été reçu avant son départ par le président de la République et par le premier ministre, et le ministre des Affaires étrangères avait offert en son honneur un déjeuner d'adieu.

Les relations franco-anglo-allemandes. — Le groupe communiste à l'Assemblée nationale avait fait une déclaration au sujet de la démission d'Orsay pour «exiger» l'établissement de relations diplomatiques avec l'Angola, le porte-parole du ministère a déclaré mercredi 15 février que ces relations existent depuis le 31 janvier 1977 et qu'un chargé d'affaires français (M. J.-J. Peyronnet) réside à Luanda. L'Angola n'ayant pas répondu à une demande d'agrément pour la nomination d'un ambassadeur, présentée le 23 mars 1977, la France n'a pas donné suite à la demande angolaise d'agréer à Paris son ambassadeur à Bruxelles.

Le prix Robert-Schumann 1978 de la fondation hambourgeoise Frick et Stein a été décerné mercredi 15 février, au président de la section française du Mouvement européen, le professeur Louis Leprince-Ringuet. C'est la récompense, créée en 1960 (30 000 marks (environ 62 000 F) est attribuée chaque année à une personnalité ayant particulièrement contribué à l'unification de l'Europe (A.F.P.).

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LE CARDINAL MARTY, archevêque de Paris, vient de s'opposer à la célébration religieuse du bicentenaire de la naissance, à Paris, du général José de San Martín, libérateur de l'Argentine. Sa décision a été notifiée au gouvernement de Buenos-Aires. La disparition, en décembre dernier, de deux religieuses françaises, enlevées dans la capitale argentine, a influencé la décision du cardinal Marty. L'ambassade d'Argentine à Paris avait fait une démarche auprès du curé de Saint-Germain-l'Auxerrois pour la célébration d'une messe commémorative. Sur le refus du prêtre, elle s'était adressée directement à l'archevêché.

Etats-Unis

LA VENUE DE L'ÉQUIPE SUD-AFRICAINE DE COUPE DAVIS, en mars prochain à Nashville (Tennessee) provoque des protestations anti-apartheid aux Etats-Unis. En réaction à ce mouvement de protestation, le président du «comité américain pour l'égalité dans les sports et la société», a été attaqué dans son bureau de Virginia Beach, mardi 14 février, par deux inconnus masqués, à la suite desquels les membres du Ku-Klux-Klan.

Finlande

M. UREO KEKKONEN a été réélu président de la République de Finlande pour un

cinquième mandat consécutif par 250 des 300 grands électeurs, choisis il y a un mois. Porté à la présidence pour la première fois en 1956 par une seule voix de majorité, il était cette fois-ci le candidat des principaux partis politiques.

Portugal

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR A DEMISSIONNÉ pour raison de santé, a annoncé le mercredi 15 février, M. Mario Soares, chef du gouvernement. M. Alberto de Oliveira Silva, socialiste, avait été hospitalisé peu après la formation du nouveau cabinet. En attendant la nomination d'un successeur, la semaine prochaine, l'intérieur sera assuré par M. António Almeida Santos, vice-premier ministre. (Reuter.)

Sao-Tomé et Principe

DES MARCHANDISES au service de l'étranger, pour une invasion de la République démocratique de Sao-Tomé-et-Principe, affirme, dans un télégramme adressé mardi au président du Conseil de sécurité de l'ONU, le président de cet Etat, M. Manuel Pinto da Costa. Il ajoute que des «navires et avions de reconnaissance non identifiés violent systématiquement depuis quelques temps les eaux territoriales et l'espace aérien» de son pays. (A.F.P.)

A deux pas du bois de Boulogne et de la porte d'Auteuil

Les jardins Victor Hugo

11/13 avenue Robert Schuman 92 Boulogne

A cette prestigieuse adresse, 3 luxueux petits immeubles dans un parc; quelques appartements de 2 à 6 pièces, livrables en été 1978; tous disposeront de vastes balcons-loggias, terrasses ou jardins d'agrément.

Les prix sont fermes et définitifs à la réservation.

Documentation sur demande.

755 8210

PROMEX

65 RUE RENNEQUIN PARIS 17

Chaque jour,
un vol pour Montréal.



Air Canada, en collaboration avec Air France, vous offre chaque jour un vol pour Montréal. Chaque vol part à 11 h et vous fait atterrir à Montréal à 12 h 30.

Avec Air Canada, vous voyagez dans des 747 spacieux et confortables. A bord, les Air Canadiens, qui parlent français, vous font profiter d'un service de haute qualité, en première classe comme en classe économique. Ils sont à votre disposition pour vous donner tous les renseignements dont vous avez besoin.

Un seul appel aux Air Canadiens suffit pour réserver votre billet, votre chambre à l'hôtel ou pour louer une voiture. Appelez-nous maintenant au 273.84.00. Ou contactez votre agent de voyages.

Une compagnie de bonne compagnie.

AIR CANADA



مكتبة من الأصل

politique

LE DÉSACCORD AU SEIN DE LA GAUCHE

M. Mitterrand : pour le parti communiste l'heure de vérité viendra

M. François Mitterrand, qui était mercredi 15 février l'invité d'honneur de l'émission « Charles sur table », est revenu sur le chiffre du programme commun actualisé par le P.S. Il a indiqué que l'indemnisation des actionnaires des sociétés qui seront nationalisées coûtera « à peu près 3 milliards de F si l'on s'en réfère à la procédure qui consistait à racheter les actions sur coté » mais que cette somme ne sera pas connue en 1978 et ne se traduira en éléments budgétaires que l'année suivante. En ce qui concerne la Sécurité sociale, M. Mitterrand a rappelé que le P.S. est hostile à tout « maintien du ticket modérateur » mais que les décisions qui seront prises dans ce domaine « ne peuvent pas être chiffrées sur l'année 1978 ». Il a également noté que les mesures concernant les retraites ne pourront être prises dès 1978 et que « le cas des handicapés adultes et leur financement sont toujours associés, dans nos comptes, au total des crédits prévus pour l'allocation vieillesse ».

Le premier secrétaire du P.S. a ajouté : « Je suis très inquiet de ce que l'on dit de la part de M. Barre, par exemple, M. Chirac, d'autres encore, méprisent les Français car ils croient que les Français peuvent tout avaler. Nous faisons une proposition de programme commun, nous sommes socialistes. Cette proposition est critiquée des deux côtés. Les partis de droite trouvent que ça coûte trop cher. Le parti communiste estime sans doute que cela ne coûte pas assez cher. Quand on se trouve ainsi pris comme en sandwich, c'est peut-être parce que l'on a assez raison étant donné que les uns et les autres veulent à tout prix démontrer que nous avons tort et cherchent à l'empêcher quel argument dans l'arsenal de la mauvaise foi ».

Répondant à M. Barre, qui a estimé que les propositions du P.S. nécessiteraient le doublement des

impôts, M. Mitterrand a expliqué : « Si l'on double l'ensemble des impôts français, cela veut dire 400 milliards (...) Si l'on double l'impôt sur le revenu ce serait de 70 à 80 milliards d'impôts nouveaux. M. Barre dit : 227 milliards (...) Ou bien il s'agit de 400 milliards de francs d'impôts généraux, ou bien de 70 milliards de francs d'impôts sur le revenu, mais 227 milliards cela ne veut rien dire. Ou bien M. Barre ne connaît pas son budget, ou bien, tout simplement, il a inventé, comme il a tendance à le faire depuis quelque temps. »

M. Mitterrand a également répondu à l'argument — utilisé notamment par M. Boulain et par le P.C.F. — selon lequel les projets du P.S. porteraient le prix du litre d'essence à 2,80 F. Il a déclaré : « Notre proposition se limite — cela a été dit et écrit, les critiques ne sont donc pas abusives — à l'utilisation industrielle de l'énergie. Il ne s'agit donc pas de l'essence. »

En ce qui concerne l'impasse budgétaire de 40 milliards prévue par le P.S., M. Mitterrand a déclaré : « Nous demandons un effort moindre, une impasse ou un déficit moindre que le tiers — entre le tiers et la moitié — de ce que font les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne de l'Ouest et à peu près autant que le Japon. Et cette politique est recommandée par l'O.C.D.E., l'organisme officiel des économies occidentales. »

Le premier secrétaire du P.S. a également évoqué les critiques contre la politique économique du P.S. qui figurent dans la revue du P.C.F. Économie et Politique (15 février) : « Cet article qui critique nos propositions est paru avant que nos propositions soient publiées », a-t-il noté.

M. Mitterrand a ajouté : « Je demande précisément aux communistes, et particulièrement à tous ceux qui sont les électeurs, d'imposer l'union nécessaire. Pour cela, il faut retourner à la sagesse et au bon sens dans le respect du contrat sur lequel on s'est engagé. Pour le parti communiste,

je pense que le moment viendra où l'heure de vérité se produira. »

Il appartient maintenant aux Français et aux Français de gauche de choisir entre la proposition socialiste. Bien entendu, à compter du moment où ils se seront prononcés, la discipline, la fameuse discipline républicaine, la discipline de gauche, il faudra la sortir du grenier où le parti communiste voudrait la rejeter. »

Si le P.C.F. refuse de se désister en faveur des candidats socialistes, M. Mitterrand a estimé que la gauche ne pourrait l'emporter,

et il a ajouté : « Georges Marchais dans ce cas-là prendra la responsabilité de la défaite de la gauche. (...) L'électorat communiste, dans une très forte majorité, appliquera la discipline. Mais bien entendu, il ne faut pas qu'il y ait une hémorragie de suffrages. Or je dis que refuser l'union, refuser la discipline, c'est mettre en cause pour le mois d'avril l'ensemble des mesures sociales. (...) Je ne doute pas que le parti communiste, conscient de son devoir, ne se range finalement à ces arguments qui sont ceux du bon sens et de l'intérêt des Français. »

Le président de la République

ne pourra pas peser sur la composition du gouvernement

Dans l'hypothèse d'une victoire électorale de la gauche, M. Mitterrand a précisé : « Le président de la République ne pourra pas peser sur la composition interne du gouvernement de la gauche ; il ne pourra pas faire que tel parti, qui devrait s'y trouver représenté, s'il l'accepte lui-même n'y soit pas. (...) J'ai simplement admis depuis 1972, officiellement,



(Dessin de KONE.)

M. BOULAIN : le P.S. fait la démonstration de son incompetence.

M. Robert Boulain, ministre délégué à l'économie et aux finances, a publié mardi 14 février, le communiqué suivant :

« Le parti socialiste vient de faire une nouvelle démonstration, chiffres à l'appui, de son incompetence en matière économique et financière. »

« Le parti socialiste nous qu'avait même qu'il ait pu gérer notre pays pendant un an, le déficit du budget atteindrait 40 milliards de francs, alors que la loi de finances pour 1978 ne prévoit qu'un déficit de 5 milliards de francs. Cette multiplication par plus de quatre en quelques mois de nos déficits démontre toute l'absence à l'encontre de toute politique de redressement. »

« L'élément le plus révélateur de ce programme est sa volonté d'abolir l'impôt sur le revenu complet de nos entreprises. »

« Il prévoit ainsi une augmentation de l'impôt de l'actif des sociétés de 5 milliards de francs et une augmentation des salaires et des charges sociales évaluée à 122 milliards. Malgré les 27 milliards d'allègements prévus, cela représente une surcharge nette de 110 milliards de francs. »

M. CHIRAC : des Trissolins de l'économie.

M. Jacques Chirac a demandé mercredi 15 février à Reims la suppression des permissions aux délinquants emprisonnés pour cause de violence.

Le président du R.P.R. venu soutenir les candidats de son mouvement en Champagne-Ardenne, a réclaté devant cinq mille personnes « le rétablissement des règles de la sécurité des biens et des personnes », en disant : « Rendre la justice au nom du peuple français, c'est appliquer les lois que ce peuple a choisies et non se jeter à l'interdiction qu'en donne le nez qui syndicat de la magistrature. »

M. Chirac a ensuite indiqué que, selon lui, « le chiffre du programme socialiste ne correspondait à aucune réalité : il n'est pas sérieux, il montre une rare virtuosité au mensonge et à l'omission ». Jacques Chirac a conclu : « Voilà ce que nous proposons tous ces Trissolins de l'économie. »

WEEK-END A LONDRES 470F.

Renseignements République Tours
2 bis avenue de la République
75011 Paris. Tél. 245.39.39
ou votre agent de voyages

Si l'Eglise dégringole, nous tombons tous.

Plon

M. Marchais : le programme commun n'a été pour le P.S. qu'un moyen de retrouver des forces

Le comité central du parti communiste, qui a siégé mercredi 15 février, a adopté, à l'unanimité, une résolution confirmant les décisions prises lors de la conférence nationale du P.C.F. qui a siégé en janvier. Il a également confirmé l'appel de M. Georges Marchais à Gentilly, invitant le P.S. et le M.R.C. à reprendre les négociations sur l'achèvement du programme commun.

M. Georges Marchais, qui était jeudi 16 février l'invité d'un petit déjeuner de France-Inter, a répondu à M. Mitterrand, qui s'était exprimé la veille sur Antenne 2. Il a estimé que le premier secrétaire du P.S. s'est livré à « un renversement des responsabilités » en expliquant que le P.C.F. pouvait provoquer l'échec de la gauche en refusant de se désister lors du second tour de scrutin. « M. Mitterrand, a-t-il dit, a donné l'impression d'avoir peur de son ombre. (...) Ce que Mitterrand veut c'est un « chèque en blanc », il veut rester libre de ses mouvements. Il a peur de son ombre, car il sait qu'il ne peut pas abuser les Français plus longtemps. (...) Le chiffrage du programme socialiste n'a plus rien à voir avec le programme commun. Il n'en prévoit ni les objectifs ni les moyens. (...) Si je suis un menteur, Mitterrand n'a pas besoin de faire immédiatement la démonstration. Résumons-nous et on verra bien de quel côté sont ceux qui veulent un accord. (...) Le programme commun n'est pas le programme de la gauche, c'est le programme de la gauche qui veut se décharger de toute obligation de mener une politique d'union. (...) »

« Nous voulons l'unité, l'accord. La gauche n'a progressé qu'à partir du moment où nous avions un programme commun. La victoire en 1978 passe par un programme clair. Nous avons devant nous des expériences malheureuses. (...) Le P.S. propose de donner des subventions aux sociétés capitalistes, comme si les patrons n'avaient pas reçu assez de cadeaux depuis vingt ans. Le P.S. ménage le grand capital et les grandes fortunes et fait cadeau de 27 milliards aux patrons. Vous savez du mal à me convaincre qu'en 1971 ait été un nouveau P.S. Un singulier parti de travailleurs qui s'engage dans la voie de l'union. (...) M. Marchais a dénoncé la « manipulation scabreuse des sondages » et il a affirmé que les décisions prises par le P.C.F. « sont comprises et appréciées ». Il a insisté sur la vieille tradition social-démocrate, qui consiste à se faire élire à gauche pour faire une politique de droite. M. Marchais a reproché à M. Mitterrand de parler de l'« appareil » communiste, en représentant ainsi le langage « de nos très adversaires », de « la vieille droite réactionnaire », et de lancer des appels aux électeurs communistes. Le secrétaire général du P.C.F. a conclu : « A l'époque des guerres coloniales nous étions à contre-courant, nous avons perdu des voix. Si à l'avenir nous avions raison. (...) Il a estimé que changer de position pour conserver des voix relève de la « politique politicienne ». Il a expliqué que si la gauche emporte les élections il y aura des ministres communistes et qu'il pourra y en avoir aussi bien aux affaires étrangères, à la défense nationale qu'à l'intérieur. »

Après les élections cantonales du Val-de-Marne

Le secrétaire général du P.C.F. reproche à Europe 1 d'avoir mis en cause l'intégrité de son parti

M. Georges Marchais a fait connaître jeudi 16 février, à la direction d'Europe 1, qu'il ne participerait pas, comme prévu, vendredi matin, à la première des émissions au cours de laquelle Denise Fabre doit recevoir les responsables politiques dans le cadre de la campagne électorale. Le secrétaire général du P.C.F. a adressé à M. Jean-Luc Lagardère, directeur général de la station, une lettre dans laquelle il écrit notamment : « Je ne participerai pas vendredi matin 17 février, de 10 à 11 heures, à l'émission prévue sur votre chaîne. Vous en connaissez les raisons. »

Mardi dernier, Europe 1 s'est livrée à une véritable provocation à l'égard du parti communiste français, provocation d'autant plus indigne qu'elle mettait en cause l'honnêteté, l'intégrité de mon parti et de ses militants au lendemain des élections partiel-

les de Fontenay-sous-Bois et de Chennevières (1). Certes, le coup bas auquel s'est livrée votre station s'est rapidement retourné contre elle. Les démentis se sont accumulés. (...) Il n'en reste pas moins qu'il s'agit là de méthodes qui, dans mon parti, font une mauvaise réputation. (...) [Ce différend entre le parti communiste et Europe 1 n'est pas le premier. Le 29 juin 1976, le bureau politique du P.C.F. avait appelé les « travailleurs à signifier leur indignation » à cette station « en se désolant de l'écoulement de son poste dans la période du 5 au 15 juillet. (...) L'entendait par là protester contre la manière dont Europe 1 « et certains organes de presse, en particulier l'A.F.P. » avaient rendu compte des pourparlers et de l'accord conclu, le 25 juin, au terme d'une rencontre « au sommet » des dirigeants de la gauche, en vue des élections municipales.]

(1) Le Monde des 14 et 15 février.

Les communistes font dix propositions pour l'agriculture

« Il n'y a que M. Glacard d'Estaling qui ose affirmer que la situation de la masse des agriculteurs s'améliore. (...) L'endettement croissant, le retard dans la modernisation de l'habitat et des exploitations, l'ampleur du décalage entre le revenu des agriculteurs et celui de la paysannerie », a déclaré en début de semaine M. Lajoinie, membre du bureau politique du P.C.F., responsable des questions agricoles, en présentant « dix propositions pour l'agriculture » qu'appliquerait « un gouvernement de gauche avec des ministres communistes ».

Ces propositions, qui sont tirées de la partie du programme commun sur laquelle les partis de gauche s'étaient accordés avant de rompre les négociations, ont pour objet :

- La garantie d'un revenu paysan en progression grâce à des prix correspondant au coût de la production et à une organisation des marchés ;
- La création d'un comité spécial de contrôle des charges de production des agriculteurs, qui siègerait auprès du conseil des ministres ;
- La suppression des montants compensatoires monétaires européens qui pénalisent les agriculteurs français en trainant les exportations ;
- Le rejet de l'abandonnement du Marché commun à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal ;
- La création d'une véritable caisse de calamités agricoles ;
- L'aide par des prêts à bas taux d'intérêt en faveur de l'installation des jeunes, de la modernisation des exploitations et du développement de la coopération ;
- La lutte efficace contre la spéculation foncière par une réglemen-

tation rigoureuse des cumuls et la démocratisation des SAFER (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural), qui seraient placées sous le contrôle d'agriculteurs élus ;

- L'amélioration de la protection sociale en portant la retraite au niveau minimum de 1 300 F par mois ;
- Le développement des équipements collectifs et individuels ruraux ;
- La création de nouveaux emplois en milieu rural, notamment en agriculture, par une production « de qualité ».

Le financement de ces mesures — certaines ne coûtent rien — serait assuré par « l'accroissement des débouchés résultant d'une relance de la consommation populaire prévue par le programme commun actualisé » et par une augmentation de 3 milliards de francs en 1978 des crédits pour le soutien des marchés et pour les productions agricoles.

En réponse à une question, M. Lajoinie a indiqué que les positions de M. Edgard Pisani dans le domaine foncier, contenues notamment dans son livre l'Utopie foncière, témoignaient d'un « virage à droite » du parti socialiste. Qualifiant l'ancien ministre de l'Agriculture du général de Gaulle de « revenant », le responsable communiste a regretté que M. Pisani n'ait fait aucune autocritique sur la loi d'orientation de 1960-1962, qui a contribué, à son avis, à accélérer l'exode rural. M. Lajoinie a également noté qu'en signant le programme européen des partis socialistes, le P.S. français a pris en matière agricole des options contraires à celles du programme commun en matière d'organisation des marchés et des prix agricoles.

POLITIQUE

LA TOURNÉE DU PREMIER MINISTRE EN PROVINCE

M. Barre : les Français sont habitués à ne pas être gouvernés par des irresponsables

De notre envoyé spécial

Vannes. — Tout au long du voyage qu'il a fait mercredi après-midi 15 février dans le Morbihan pour y soutenir les candidats de la majorité, M. Raymond Barre s'est employé à convaincre ses auditeurs que sa tournée électorale en province ne répond à aucun souci électoraliste. Usant à cet effet de toutes les subtilités de la dialectique, le premier ministre a assuré qu'il s'exprimait autant à titre personnel — « comme Français parlant à d'autres Français » — qu'à titre de chef du gouvernement. Il n'en a pas moins exposé longuement les raisons qui, selon lui, doivent faire prendre conscience aux électeurs de la nécessité d'opérer le bon choix pour la France.

Le premier ministre s'est successivement rendu à Plouay, dont le maire, M. Yves Le Cabeclec (C.D.S.), est candidat unique de la majorité dans la 6^e circonscription, puis à Auray (2^e circonscription) où se représente M. Christian Bonnet (P.R.), ministre de l'Intérieur, et à Vannes où M. Raymond Marcelin, ancien ministre de l'Intérieur, président du conseil général, élu sénateur en septembre dernier, a désigné pour lui succéder le nouveau maire de la ville, M. Paul Chapel (P.R.).

Au cours de l'allocution qu'il a prononcée à Vannes, M. Raymond Barre a critiqué une nouvelle fois de façon virulente les programmes des socialistes et des communistes en reprenant les arguments qu'il avait utilisés la veille dans l'Indre (« le Monde » du 16 février).

M. Raymond Barre devait continuer sa tournée en se rendant dans la soirée du 16 février à Roenne (Loire).

Près d'un millier de personnes avaient répondu mardi soir, à Vannes, aux invitations qui leur avaient été adressées par les responsables régionaux de la majorité. M. Raymond Barre a affirmé qu'il souhaitait s'adresser aux Français « indépendamment de toute considération partisane ou idéologique ». Évoquant l'éventualité d'un accord de gouvernement entre le P.S. et le P.C., le premier ministre a posé à son auditoire les questions suivantes : « Accepteriez-vous que soit donné à un membre du parti communiste le ministère de l'Intérieur ou celui des collectivités locales, le ministère de la justice, celui de l'éducation ou des universités ? Comment seriez-vous gouvernés ? Quelles seraient l'homogénéité et la cohérence de l'équipe qui serait chargée de conduire la France dans une période particulièrement difficile ? »

Estimant que l'opposition « raconte des histoires » quand elle promet l'augmentation du SMIC, le premier ministre a déclaré : « Il est facile de faire de la démagogie avec le SMIC mais, en fin de compte, contre qui se retourne une politique apparemment généreuse, mais économiquement mal fondée ? Contre ceux

M. Servan-Schreiber maintient sa formule : « le P.C. traite les Français comme des bougnoules »

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, a confirmé, mercredi 15 février à Nancy la formule qu'il avait employée la veille au cours de l'émission « L'Événement », et selon laquelle « le parti communiste traite les Français comme des bougnoules » (1). Il a déclaré : « Cela signifie que l'État communiste, que j'ai en horreur, est un système colonialiste. C'est à la fois la bureaucratie, le mensonge, le mépris. Les colons appellent bougnoules les gens qu'ils traitent de la sorte, comme les communistes traitent les habitants des pays où ils sont les maîtres et comme les chefs communistes, ici, traitent les Français ».

(1) M. Mustapha Ourassan, ethnologue marocain, nous apporte les précisions suivantes : « Le mot « bougnoule » s'adresse plutôt aux Arabes, il vient de « noule » qui désigne la mandale primitive que les Berbères du Maroc fabriquent à partir d'une peau de chèvre et d'une fiole de chanvre, pour se protéger surtout contre les neiges éternelles. Quand les Sémites descendent dans les villes « civilisées », le regard des citadins est attiré surtout par cette sorte de sandales et on traite de « bou noule » (littéralement : ceux qui produisent des mandales).

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

L'ÉDUCATION SANITAIRE

Envoyez 10 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dalot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 40 F pour l'abonnement annuel (60% d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

LE MONDE

mei chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

Mme d'Harcourt candidate à Neuilly

« Un incident sur une trajectoire »

Jusqu'au mois de décembre dernier, Mme Florence d'Harcourt n'était qu'une dame tout fait respectable, épouse d'un homme non moins respectable, directeur général d'un groupe d'assurances, une mère de cinq enfants, qui, voilà dix ans, était entrée sans bruit en politique en créant un mouvement de femmes gaullistes, Femme-avenir. Suppléante de M. Achille Peretti dans la 6^e circonscription des Hauts-de-Seine en 1973, elle l'a remplacé à l'Assemblée nationale, en février 1977, lorsque celui-ci est entré au Conseil constitutionnel. C'est donc un député sortant, membre du comité central du R.P.R., qui, très naturellement, sollicitait à l'automne 1977, l'investiture de son parti pour les prochaines élections législatives.

Vint M. Harsant, et tout bascula. Ce patron de presse, considéré qu'il lui est indispensable d'être

parlementaire et n'étant pas très sûr de conserver son siège de député de l'Oise, s'était mis depuis plusieurs mois en quête d'un nouveau lieu. La 6^e circonscription des Hauts-de-Seine (Neuilly-Puteaux) est, pour la majorité, une « bonne » circonscription, c'est-à-dire, comme le définissait récemment Mme Francoise Giroud (le Monde du 21 décembre 1977) « celle où, présenterait-on un manché à balai, il l'emporterait sur le représentant de la tendance opposée ».

Le 10 décembre 1977, le comité central du R.P.R. (le Monde du 13 décembre 1977) annonce que le parti gaulliste soutiendra M. Harsant comme « candidat unique de la majorité dans la 6^e circonscription des Hauts-de-Seine ». Mme d'Harcourt proteste. « Je suis président d'un mouvement, lui répond M. Jacques Chirac, et je dois tenir compte de

l'intérêt général. Entre une candidate que j'apprécie et que j'aime beaucoup et un homme qui, par ses journaux, soutient plus de trente de nos candidats, j'ai dû faire un choix dont je prends la responsabilité. » Sous les applaudissements, Mme d'Harcourt décide de maintenir sa candidature dans la circonscription comme « candidate libre de la majorité ». Pour une majorité rénovée.

« Contre Gollath », écrit-elle sur ses tracts.

On souriait un peu dans les états-majors devant cette « pauvre Florence », qui parlait en croisant la main à la dégradation des mœurs politiques. « On m'a proposé, explique Mme d'Harcourt, le dix-septième arrondissement, qui était « acquis au premier tour et pour vingt ans ». Mon mandat n'est pas là, ai-je répondu, je me bats dans ma circonscription ».

L'ironie a fait place à une certaine irritation face à l'abondance de témoignages de sympathie qui parvenaient à Mme d'Harcourt. Des comités de soutien se sont créés dans plusieurs villes de France. « Rien ne me rapproche d'elle, écrit Mme Giroud (le Monde du 21 décembre 1977), mais on imagine mal que l'on puisse se conduire de façon plus indécise à l'égard d'une ardente et dévouée militante ».

Exclue d'elle-même du R.P.R.

« J'ai trouvé scandaleux ce que les hommes lui faisaient. Je suis venue lui proposer mon aide », explique cette femme gaillarde de Nanterre qui arbore une baguette à croix de Lorraine et qui vient plusieurs demi-journées par semaine assurer la permanence — une petite boutique que Mme d'Harcourt avait ouverte depuis qu'elle est députée — parce qu'on y entre plus facilement que dans une mairie. C'est moins solennel. Là, toute la journée, des gens viennent encourager « leur députée », demander s'ils peuvent être utiles : « En tant qu'habitant de Neuilly, dit l'un d'eux, je ne veux pas du mauvais élève de l'Assemblée nationale comme député », allusion à l'absentisme quasi total du député de l'Oise.

On apporte des chèques. En chèques de 25 à 50 F, elle a reçu en un mois plus de 20 000 F ; auxquels s'ajoutent, dit Mme d'Harcourt, « quelques gros chèques et le montant de mes indemnités parlementaires que j'avais économisées depuis février, car je sentais l'affaire venir ». Face à la guerre qui a été déclenchée contre elle, c'est dérisoire. M. Pasqua, secrétaire général adjoint du R.P.R. et sénateur des Hauts-de-Seine, a écrit aux militants R.P.R. pour dire que « Mme d'Harcourt s'était elle-même exclue du parti ». Ses rares affiches, qui proclament « oui au service des autres, non à

la politique politicienne », sont un peu perdues sur des murs recouverts de portraits géants, en couleur, de M. Harsant et de sa suppléante. En outre, le 8 février dernier, l'actuel député de l'Oise, directeur du Figaro et copropriétaire de France-Soir, a présenté son manifeste électoral à la une d'un « Figaro » spécialement imprimé pour être vendu dans cette circonscription.

Mais, en proclamant « Je tiens bon. Je suis toujours là », Mme d'Harcourt est devenue une sorte de symbole. Elle a décidé de peindre son manque de moyens financiers — par une énergie qui ne se démentira pas — « Je n'envisage même pas de perdre, dit-elle. Certains sondages me donnent en tête au premier tour (le Monde du 14 février) et je ne me désolerais pas. Harsant, ce n'est qu'un incident sur une trajectoire ». M. Harsant invite ses électeurs à des soirées au pavillon d'Armenoville, dans le bois de Boulogne : Mme d'Harcourt, elle, va chez eux. Elle tient chaque soir des « mini-réunions », « comme le faisaient jadis les parisiens depuis que j'étais députée. Parce que les gens ne se déplacent plus pour aller sous les préaux publics, à Neuilly surtout ».

« Non, je ne suis pas de gauche »

Pourtant, si M. Harsant venait quel soir à une réunion, il pourrait difficilement reconnaître en son adversaire un supposé du démo-socialisme. Il faut en effet la voir, debout entre les bergères et les tableaux de maîtres, fustiger le « collectivisme », affirmer qu'elle veut s'appuyer sur la presse de droite, même si, interdite de séjour au Figaro, elle est obligée d'écrire dans le Monde, et faire sa profession de foi : « Je ne me bats pas contre l'argent, mais contre l'affairisme et les puissances d'argent, contre la corruption en politique, contre des pratiques qui ressemblent à celles du collectivisme — car si l'on réalise ce mode de désignation des candidats, c'est Moscou, — contre une presse indigne de notre pays démocratique — où l'on a nommé mon nom de la liste des candidats, — enfin, pour que cette circonscription ait un député à temps complet ».

« Non, je ne suis pas de gauche, se défend Mme d'Harcourt. Ce combat, seule une femme pouvait le mener. Les hommes se seraient arrangés entre eux. Ils sont tous mouillés dans les copinages. Si elle est élue, elle ira « au groupe des non-inscrits, ne pouvant plus cautionner un parti qui s'est conduit de cette façon ».

M. Harsant paraît bien être le seul à croire que les révoltes de palais engendrent des militants de gauche. Certes, Mme d'Harcourt parle un peu haut parce qu'elle « n'aurait jamais pu imaginer » que les gens de son monde renonceraient à leurs derniers attraits — le bon ton et l'élégance — pour devenir des « magouilleurs » sans grandeur. Mais tout cela reste de bon aloi. Et si elle a eu, selon une électricité socialiste de Neuilly « un sacré coupure », lui vaudra peut-être, au second tour, des voix de gauche, pour aider à éliminer un personnage détestable. Il serait plus que téméraire de faire de l'ancienne présidente de Femme-avenir une héroïne de la remise en cause idéologique. Non, Mme Florence d'Harcourt n'aurait pas s'encroûter du côté des contestataires ou autres crypto-collectivistes. Elle reste à droite. Avec une belle constance.

JOSIANE SAVIGNEAU.

« Les candidatures d'appelés du contingent, grades ou non, soutenues en particulier par l'information et droit du soldat, avec le concours d'autres organismes du même ordre et de partis d'extrême gauche, ne sont qu'un prétexte pour relancer la campagne antiautoritaire. Je estime que le comité national de liaison Défense - Armée - Nation (D.A.N.), que préside le général François Maurin, ancien chef d'état-major des armées, et il est à espérer que les grands partis politiques ne se laisseront pas prendre à ce piège et que la presse ne donnera pas à cette tentative plus d'importance qu'elle ne saurait en avoir ».

— D.A.N., 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Un Aveyronnais dans les rues de Paris

M. Robert Fabre s'est promené mercredi 15 février, en fin d'après-midi, rue Montorgueil. Il était venu soutenir M. François Luchaire, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, candidat dans la 2^e circonscription (avec l'investiture du P.S.) et M. Maurice Banassay, membre du comité directeur du P.S., candidat dans la 1^{re} circonscription. Accompagné par les deux candidats et quelques rares militants, le président du Mouvement des radicaux de gauche ne troublait pas la vie de cette artère commerciale.

A l'inverse de M. François Mitterrand, qui ne peut effectuer de telles visites sans être escorté par de nombreux photographes et caméraman, M. Robert Fabre passe inaperçu, se fond dans la foule.

Pourtant quand il s'avance, main tendue, entraînant M. Luchaire — « Permettez-moi de vous présenter notre candidat, M. Luchaire. Il est professeur à la Sorbonne... Voter pour lui, c'est voter pour moi » — la réaction est toujours la même : « Ah ! M. Fabre, je vous ai vu à la télévision ». Et la conversation s'engage immédiatement, sans difficulté, d'égal à égal. M. Mitterrand intimidé. Et puis la bousculade qui l'entoure ne favorise pas le contact. M. Fabre semble, à l'inverse, disponible. Il joue avec les chiens. Signe un tract de son candidat comme une vedette appose son paraphe sur le programme.

Dès qu'il a été identifié, Un cafetier, d'origine roumaine, explique qu'il aime bien M. Fabre, mais qu'il ne pourra jamais voter pour un parti qui amène les communistes au pouvoir. M. Fabre explique que si les radicaux de gauche et le P.S. recueillent un maximum de voix dès le premier tour, le problème sera résolu, puisque les candidats du P.C.F. seront dévancés. L'heure n'est plus de plaider, au fond, en faveur de l'attitude d'hier. — T. P.

Souscription nationale

POUR LA VICTOIRE

Aidez-nous à réaliser pour vous et avec vous l'avenir que vous souhaitez. Envoyez vos dons ou apportez-les au siège du Parti Républicain en remplissant ce bon si vous le désirez.

Mme, Mlle, M.
Adresse
Soutient l'action du Parti Républicain.

Chèque bancaire à l'ordre du Parti Républicain - Chèque postal C.C.P. Paris n° 19.989.31 G - Dons en espèces à remettre au siège du Parti Républicain - Un reçu vous sera adressé dès réception de votre souscription.

PARTI REPUBLICAIN

Siège : 41, Rue de la Bienfaisance 75008 Paris. Tél. (1) 522.7720

Actions législatives

ILE-DE-FRANCE

Le ministre de l'Intérieur, M. Raymond Barre, a été reçu par le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Jacques Chirac, à l'occasion de sa tournée électorale en province. Le ministre a été reçu par le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Jacques Chirac, à l'occasion de sa tournée électorale en province.

Ouvert, Epinay-sur-Seine

Le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Jacques Chirac, a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Raymond Barre, à l'occasion de sa tournée électorale en province. Le ministre a été reçu par le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Jacques Chirac, à l'occasion de sa tournée électorale en province.

Denis

Le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Jacques Chirac, a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Raymond Barre, à l'occasion de sa tournée électorale en province. Le ministre a été reçu par le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Jacques Chirac, à l'occasion de sa tournée électorale en province.

Bervilliers, La Courneuve, St-Denis

Le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Jacques Chirac, a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Raymond Barre, à l'occasion de sa tournée électorale en province. Le ministre a été reçu par le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Jacques Chirac, à l'occasion de sa tournée électorale en province.

Bagny, Le Bourget, St-Denis

Le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Jacques Chirac, a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Raymond Barre, à l'occasion de sa tournée électorale en province. Le ministre a été reçu par le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Jacques Chirac, à l'occasion de sa tournée électorale en province.

Andy, Noisy-le-Sec, Puteaux

Le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Jacques Chirac, a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. Raymond Barre, à l'occasion de sa tournée électorale en province. Le ministre a été reçu par le préfet de la Seine-Saint-Denis, M. Jacques Chirac, à l'occasion de sa tournée électorale en province.

La préparation des élections législatives
ite à Neuilly
lectoire

EN ILE-DE-FRANCE

II. — SEINE-SAINT-DENIS : le P.C. souverain

par ALAIN ROLLAT

Nulle part ailleurs l'influence du parti communiste n'est plus profonde qu'en Seine-Saint-Denis. Il en était ainsi avant même que la loi du 10 juillet 1964 ne créât ce département formé par la partie nord-est de l'ancien département de la Seine et par quelques communes de l'ancienne Seine-et-Oise.

Depuis la fin du dix-neuvième siècle, le socialisme puis le communisme trouvent un milieu favorable dans cette banlieue fortement industrialisée, très peuplée, tristement célèbre, naguère, par ses bidonvilles, et malheureusement exemplaire, aujourd'hui, par ses villages-dortoirs. C'est ici que les communistes obtiennent invariablement leurs meilleurs résultats électoraux. Même à son apogée, le mouvement gaulliste n'est jamais parvenu à ébranler leur suprématie. Consolidant presque partout ses positions à chaque scrutin, le P.C. règne sur la Seine-Saint-Denis au souverain absolu, ne laissant à ses adversaires que la portion congrue. Il y compte huit députés, sur neuf et quatre sénateurs sur six (les deux autres étant socialistes). Il possède la majorité

absolue au conseil général avec vingt-sept conseillers sur quarante (contre sept socialistes, trois gaullistes et trois modérés). Il dirige vingt-sept villes — dont les plus importantes — sur quarante, alors que le P.S. en contrôle sept et que la majorité n'en conserve plus que six. À la fin de 1977, la fédération communiste revendiquait 29 256 adhérents.

Lors de l'élection présidentielle de mai 1974, M. François Mitterrand avait recueilli 61,58 % des suffrages exprimés, contre 36,41 % à M. Valéry Giscard d'Estaing.

La principale question que pose le scrutin des 12 et 19 mars est de savoir comment le seul rescapé gaulliste, M. Robert Valen (R.P.R.), député sortant de la 9^e circonscription, peut espérer empêcher le parti communiste de lui ravir le siège qu'il avait conservé d'extrême justesse (134 voix) en 1973.

Bien qu'ils aient été pendant longtemps quelque peu écrasés par la présence hégémonique des communistes, les socialistes (trois mille deux cents adhérents), ne sont pas absents de la compétition. Bien au contraire, ils

ont été stimulés par les progrès sensibles qu'ils ont enregistrés dans plusieurs secteurs, d'abord aux élections cantonales de 1975, ensuite aux municipales de mars 1977, à l'occasion desquelles ils ont enlevé deux villes à la majorité (Villetremblay et Neuilly-sur-Marne), sans l'appui du P.C. L'objectif du P.S. est de recueillir plus de suffrages que les gaullistes, afin de prouver qu'il est devenu la deuxième force politique du département.

L'électorat de gauche est également sollicité par plusieurs autres formations. Participant à tous les scrutins, le P.S.U. soutient un candidat du Front autogestionnaire dans chaque circonscription. Il souhaite canaliser à son profit le courant écologiste afin de mobiliser en moyenne 5 % des suffrages exprimés, ce qui lui permettrait de jouer un rôle important au moment des désistements. Le M.R.G. veut compter ses voix dans quatre circonscriptions en posant des jalons en vue des prochains scrutins. À l'extrême gauche, les principaux mouvements trotskistes (Lutte ouvrière, Ligne communiste révolutionnaire), faute d'être parvenus à

conclure un pacte électoral, se feront concurrence dans la plupart des circonscriptions.

Les chances de succès des formations de la majorité paraissent d'autant plus minces que celles-ci partent à la bataille en ordre dispersé. Sans illusion excessive sur l'issue du scrutin, les candidats de l'Union pour la démocratie française se proposent essentiellement de supplanter les candidats de M. Jacques Chirac. À la suite de contacts en cours, les représentants de la majorité pourraient bénéficier, toutefois, du retrait des quatre candidats qui avaient été annoncés par l'Action républicaine indépendante et libérale (A.R.I.L.).

La puissance du P.C. attire aussi les organisations d'extrême droite, dont les représentants locaux trouvent un certain plaisir à venir défier les militants communistes sur leur propre terrain.

Comme en 1973, tout l'éventail politique sera donc représenté. La dispersion des suffrages qui résultera du nombre des candidats en présence avantagera incontestablement le parti communiste.

Saint-Ouen, Épinay-sur-Seine

Le P.C. présente trois candidats. C'est à l'une d'elles, Mme Paulette Fost, membre du comité central, vice-présidente du conseil général, premier adjoint au maire de Saint-Ouen, qu'échoit la tâche de succéder à M. Etienne Fajon, membre du bureau politique, député sortant de la première circonscription (Saint-Ouen), lequel, âgé de soixante et onze ans, se retire de l'arène après quarante-deux années d'activité parlementaire.

En 1973, M. Etienne Fajon avait recueilli 44,2 % des suffrages exprimés au premier tour et 63,1 % au second. L'élection de sa « dauphine » paraît ne faire aucun doute, mais la compétition sera vraisemblablement plus serrée qu'il y a cinq ans, car l'ancien député du P.S., représenté, comme en 1973, par M. Gilbert Bonnemaison, conseiller général, a progressé dans ce secteur,

notamment à Épinay-sur-Seine. Réélu maire de cette ville en mars dernier, M. Gilbert Bonnemaison, qui avait obtenu 17,7 % des suffrages exprimés il y a cinq ans, ne peut espérer arriver en tête au premier tour.

Les gaullistes sont représentés, comme en 1973, par M. François Terranova (R.P.R.), dont la liste a été nettement battue, aux municipales, par celle de M. Bonnemaison. Il a comme concurrent un employé de banque, M. Bernard Bonilla (P.R.), candidat commun des giscardiens, centristes et radicaux valoisians. Deux candidats conviennent les suffrages des écologistes : Mme Jacqueline Lognon (S.O.S.-Environnement) et Mme Françoise Miret (P.S.U., Front autogestionnaire). Le candidat de Lutte ouvrière est un ouvrier métallurgiste, M. Gilbert Fontanet, et celui de la L.C.R. un enseignant, M. Joël Gourdon.

Saint-Denis

À Saint-Denis (2^e circonscription), la direction du P.C. a demandé à M. Marcelin Berthelot, maire de la ville, député sortant, de laisser son siège au secrétaire général adjoint du Mouvement de la jeunesse communiste, M. Pierre Zarka. Cette décision a été acceptée par le principal intéressé, mais elle a suscité chez les militants d'opposition divers commentaires qui ont conduit la fédération départementale à multiplier les « explications » pour justifier ce « parachutage ». En 1973, M. Marcelin Berthelot avait réélu de la première tour avec 54,1 % des suffrages exprimés. M. Pierre Zarka connaîtra-t-il pareil succès ?

Le P.S. présente le même candidat qu'il y a cinq ans, M. Claude Anoré, adjoint au maire de Saint-Denis, qui avait obtenu en 1973 11,8 % des suffrages exprimés et devrait confirmer la progression de sa formation. Les candidats du P.S.U., M. Jean-Yves Guéhen, jeune psychologue, de Lutte ouvrière, M. Alex Dufail,

jeune ouvrier électromécanicien, de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne (insolite), M. Yves Chevet, et la candidate de la L.C.R., Mme Paule Sarola, maître auxiliaire, en additionnant leurs voix, pourraient provoquer la mise en ballottage de M. Zarka.

Au sein de la majorité, une « primauté » oppose les mêmes concurrents qu'en 1973 : M. Guillaume Basse (R.P.R.), qui avait obtenu à l'époque 21,6 % des suffrages exprimés, et M. Bernard Lévy (rad.), ancien candidat du P.C. à la présidence de la République, dont l'arrivée en 1973 a été une surprise. Ce dernier, fort de l'appui qui lui est apporté par l'Élysée et l'Hôtel Matignon, mène une campagne très active en s'adressant non seulement aux électeurs modérés mais aussi aux abstentionnistes, qui avaient représenté en 1973 20,2 % des inscrits. Il espère ainsi prendre sa revanche sur le candidat gaulliste qui l'avait nettement distancé il y a cinq ans. Le Front national présente M. Marc Fredrikson.

Aubervilliers, La Courneuve, Stains

La 3^e circonscription est aujourd'hui le fief de M. Jack Rallit (P.C.), après avoir été pendant vingt ans celui de M. Waldeck Rochet. Une seule question se pose : le député sortant « passe-t-il » cette fois encore au premier tour ? Il avait obtenu en 1973 61,2 % des suffrages exprimés. Le P.S. lui oppose un ouvrier métallurgiste, M. Bernard Durand, qui entend faire beaucoup mieux que les 13,4 % des suffrages exprimés recueillis en 1973 par son parti. Le représentant du P.S.U. est

le même qu'en 1973 : M. Jacques Salvaire. Celui de Lutte ouvrière aussi : M. Roland Spirkko. La L.C.R. envoie au combat une enseignante auxiliaire, Mme Anne-Marie Pincin.

Côté majorité, c'est également un enseignant, M. Joseph François-Célestine, qui défendra le programme du R.P.R. après avoir été, en 1973, le suppléant du candidat indépendant. Le « courant » giscardien est représenté par un chef d'entreprise, M. Louis Migot (P.R.).

Bobigny, Le Bourget, Drancy, Dugny

C'est dans la 4^e circonscription que le P.C. avait remporté en 1973 sa plus belle victoire, grâce à M. Maurice Miles, réélu au premier tour avec 69,2 % des suffrages exprimés. Le député sortant, maître de Drancy, obtiendra un nouveau succès, mais ses adversaires s'efforceront de lui opposer une résistance plus sérieuse qu'il y a cinq ans. À gauche, son principal rival est le candidat socialiste, M. Jean-Louis Auzan, conseiller municipal de Bobigny, qui essaiera de faire mieux que son prédécesseur, M. Gérard Fuzier, sur lequel s'étaient portés en 1973 9,4 % des suffrages exprimés.

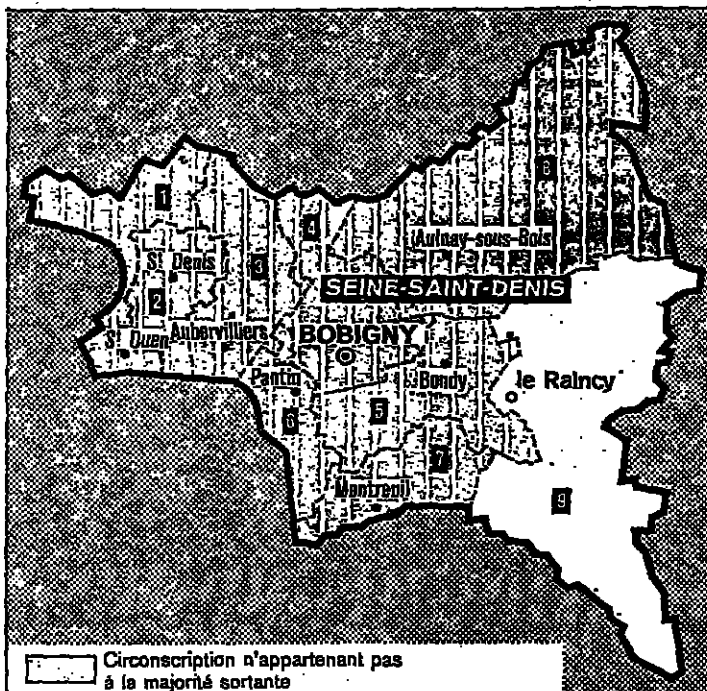
Les gaullistes lancent dans la compétition un nouveau candidat, M. Bernard Charbonnet (R.P.R.), qui escompte bien, lui aussi, obtenir plus que les 9 097 voix (17,7 % des suffrages) recueillies en 1973 par sa formation. Les électeurs centristes et modérés sont également sollicités par M. Daniel Guyot (P.R.), jeune V.R.P., candidat de l'U.D.F. Les autres candidats sont MM. Christian Chardon (P.S.U.), Philippe Gaillard (L.O.), Mme Marie-Christine Quenel (L.C.R.) et Mme Libérateur (Rassemblement des usagers et contribuables, R.U.C.).

Bondy, Noisy-le-Sec, Pavillon-sous-Bois, Romainville, Villemonble

L'issue du scrutin présente beaucoup plus d'incertitude, en revanche, dans la 5^e circonscription, dont le député sortant, M. Roger Gouhier (P.C.), maire de Noisy-le-Sec, n'avait été réélu en 1973 qu'au second tour après avoir été devancé au premier par le candidat gaulliste, M. Robert Calmejane (R.P.R.), alors député sortant. Celui-ci, à nouveau candidat, ne désespère pas de reconquérir son siège. M. Calmejane est affaibli, toutefois, par la défaite qu'il a subie aux municipales en perdant la mairie de Villemonble au profit des socialistes. C'est d'ailleurs son vain-

queur, le nouveau maire de cette ville, M. Jean-Paul Matras, qui est le candidat du P.S. Il prend en l'occurrence la succession de M. Claude Faurier, élu sénateur en septembre dernier, qui avait obtenu en 1973 19,4 % des suffrages exprimés.

La principale particularité de la situation tient au fait que M. Jean-Paul Matras est l'un des deux nouveaux maires socialistes de la Seine-Saint-Denis à avoir devancé les communistes à l'occasion des élections municipales de mars 1977 (l'autre étant celui de Neuilly-sur-Marne).



Bien que cette attitude indépendante puisse lui valoir la sympathie de certains électeurs modérés, il sera difficile au maire de Villemonble de distancer M. Roger Gouhier au premier tour. D'autant que les électeurs centristes sont également sollicités par le candidat des radicaux de gauche, M. Georges Rocher, conseiller municipal de Romainville, dont la présence ferait le député sortant. En revanche, M. Roger Gouhier aura besoin des suffrages socialistes, comme en 1973, pour battre au second

tour le représentant de l'actuelle majorité. Au sein de celle-ci, le concurrent de M. Calmejane est M. Roger Wolf-Decker, président de la fédération du parti communiste à la région investiture de l'U.D.F. Le Front autogestionnaire est représenté par Mme Marie-Dominique Lambert (P.S.U.), employée de bureau, Lutte ouvrière par M. Jean-Louis Gaillard, ouvrier chimiste, la L.C.R. par Mme Marie-Golda Bobrio, enseignante, et le Front national par M. Patrice Chabaille, comptable.

Bagnolef, Les Lilas, Pantin, Pré-Saint-Gervais

Mme Jacqueline Chonavel (P.C.), maire de Bagnolef, député sortant de la 6^e circonscription (Pantin), aura besoin, elle aussi, des voix socialistes pour assurer sa réélection au deuxième tour, comme en 1973 où elle avait rallié à sa candidature 54,3 % des suffrages exprimés, après en avoir obtenu 39,4 % au premier tour. Les deux principales formations de la gauche ayant renversé leurs liens, dans ce secteur, à l'occasion des municipales et des sénatoriales, le désistement ne devrait poser aucun problème. Le leader local du P.S., M. Marcel Debargé,

maire du Pré-Saint-Gervais, ancien concurrent de Mme Chonavel en 1973, s'étant au Sénat depuis le mois de septembre, le P.S. lance dans la course un jeune enseignant, M. Jean-Pierre Bonin. Les électeurs favorables à la majorité ont le choix entre deux candidats : M. Guy Breuval (R.P.R.) et M. Pierre Nicot (C.D.S.), investi par l'U.D.F. M. François Mollier (U.J.F.) s'adresse aux gaullistes d'opposition. Les partisans de l'extrême gauche pourront choisir entre M. Jean-Paul Yvonnet (P.S.U.) et Mme Victoire Lampa (L.O.).

Montreuil, Rosny

Dans la 7^e circonscription, où le P.C. a accueilli très sensiblement son audience aux municipales, M. Louis Odry sera sans aucun doute réélu, comme en 1973, il avait alors obtenu 68,8 % des suffrages exprimés au second tour. L'ancien suppléant de Jacques Duclos a pour instant six concurrents à gauche : Mme Nadine Rochet (P.S.), conseiller municipal de Montreuil, M. René Maillet (M.R.G.), Mme Armonia Bordes (L.O.), M. Georges Fernandez (insolite), M. Pierre Brouse (L.C.R.) et M. Gérard Brèche (P.S.U.). Ce

dernier espère franchir la charnière des 5 % d'adhésions plus facilement que son parti avait réalisé dans cette circonscription son meilleur score départemental en 1973 (4,5 %). La présence des deux candidats d'extrême gauche contrarie néanmoins cette ambition.

M. Louis Odry a également quatre adversaires à droite : M. Jacques Moret (R.P.R.), M. Francis Durand (C.D.S.), candidat de l'U.D.F., M. Michel Dupuyroux (Parti des forces nouvelles) et M. Jacques Giraud (RUC).

Aulnay, Le Blanc-Mesnil, Sevran, Tremblay-les-Gonnesse, Villepinte

Comme M. Louis Odry, M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, député sortant de la 8^e circonscription, paraît hors de portée de tous les autres candidats. Réélu en 1973 avec 43,5 % des suffrages exprimés au premier tour et 59,9 % au second, le maire d'Aulnay-sous-Bois dispose d'une marge de sécurité qui met l'abri d'une mauvaise surprise, bien que le P.S. ait sensiblement progressé dans les différentes communes du nord-est du département à l'occasion des cantonales et des municipales.

La lutte pour le premier des seconds rôles met aux prises, à gauche, deux adjoints au maire communiste de Villepinte, MM. Daniel Pipard (P.S.) et René Magne (M.R.G.), le représentant de Lutte ouvrière, M. Yves Guille-

mot, qui était en 1973 le candidat suppléant des trotskistes, et Mme Thérèse Dion (P.S.U.), conseiller municipal à Aulnay-sous-Bois.

Au sein de la majorité, M. Jean-Claude Abruzzo (R.P.R.), qui avait été il y a cinq ans le suppléant du candidat gaulliste, sera concurrencé par MM. Claude-Auguste Leroy (P.R.), candidat de l'U.D.F., Alain Druet de la Tribanderie (C.N.I.P.) et Jean-Paul Fouillade (Mouvement des démocrates). Le Front national présente lui aussi un candidat : M. Gilbert Cottine, ingénieur.

La dernière candidature en date est celle de Mme Renée Wormser, trente-sept ans, analyste en informatique, qui s'efforcera de rallier les électeurs au « programme commun des femmes » défendu par l'association Choisir.

Gagny, Livry-Gargan, Montfermeil, Neuilly-Plaisance, Noisy-le-Grand, Le Raincy

C'est évidemment dans la 9^e circonscription, la plus peuplée du département (1), dont le député sortant est M. René Valen (R.P.R.), que se déroulera la compétition la plus serrée et la plus intéressante. Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste du Sénat, y a-t-elle victoire ou non, après l'échec qu'elle a subi en 1973 ? Elle est en effet en lice pour le premier des seconds rôles en enlevant cette municipalité à la majorité, elle est en lice pour le suppléant de la majorité pour y parvenir, malgré l'échec qu'elle a essuyé en juin dernier, à l'occasion d'une élection cantonale partielle, face au candidat de la majorité, M. Roger Morel (P.R.), qui brigue maintenant le siège de député au nom de l'U.D.F. Le P.C. avait vivement déploré le mauvais report des voix socialistes. Toute la question est justement de savoir si, le 19 mars, tous les électeurs socialistes accorderont, cette fois, leurs suffrages à Mme Goutmann. En 1973, ils le faisaient fait qu'aujourd'hui. La candidate communiste n'avait obtenu en effet que 49,9 % des suffrages exprimés au second tour, alors que l'ensemble des voix recueillies par la gauche avait totalisé 53,4 % des suffrages au premier tour.

Comme il y a cinq ans, le P.S. est représenté par M. Alfred Vincent, maire de Livry-Gargan, partisan d'un socialisme modéré et contesté à cause de cela au sein de sa propre formation par les militants du C.E.R.E.S. Soutenu personnellement par M. Mitterrand, M. Alfred Vincent mise sur les électeurs modérés pour devancer au premier tour sa rivale du parti communiste, qui avait obtenu en 1973 2 720 voix de plus que lui. Le maire de Livry-Gargan aura, toutefois, beaucoup de mal à atteindre son objectif dans la mesure où il est concurrencé, sur sa gauche, à la fois par le candidat du Front autogestionnaire, M. André Chavignand

(P.S.U.), l'un des adjoints de Mme Goutmann à Noisy-le-Grand, par un candidat du M.R.G., M. Roger Henrion, adjoint au maire d'Aulnay-sous-Bois, et par M. Alain Cordy, membre des comités communistes pour l'autogestion, soutenu par la L.C.R. Lutte ouvrière n'a pas encore désigné son candidat.

M. Raymond Valenot, pour sa part, n'a jamais été en plus mauvaise posture. Il a perdu, en mars dernier, la municipalité de Gagny au profit du suppléant de Mme Goutmann, M. Claude Favretto. La majorité a d'autant moins d'espoir de conserver ce siège qu'elle est divisée depuis que M. Roger Morel (P.R.) a reçu l'investiture de l'U.D.F. Gaullistes et giscardiens se renvoient mutuellement la responsabilité de cette mésaventure. Le député sortant subit aussi la rivalité d'un gaulliste d'opposition, M. Jean-Marie Capton (R.P.R.), adjoint au maire de Noisy-le-Grand. Trois autres candidats seront en lice : un « jobiste », M. Pierre Billard, un écologiste modéré, M. Michel Prémât (S.O.S.-Environnement) et M. Claude Briard (Front national).

Si Mme Marie-Thérèse Goutmann est élue, elle cédera sa place au Sénat à un jeune professeur du lycée d'Aubervilliers, Mme Danièle Bidart.

LES ÉLUS

DE 1958 À 1973

	58	62	67	73
(a) (b)	(a)	(b)	(a)	(b)
Gaullistes (a) ..	3	2	1	2
Socialistes ..	1	1	1	1
Communistes ..	5	7	7	6

(a) U.N.R. en 1958 et 1962, U.D.-V. en 1967, C.D.R. en 1968 et 1973.
(b) Avant la création du département de la Seine-Saint-Denis intervenue en 1964. Les neuf circonscriptions (totalant alors partie des anciens départements de la Seine et de la Seine-et-Oise).

Domaine, la suite de l'annuaire électoral des régions : XVIII. Limousin.

29 boulevard de Port Royal
UN PETIT IMMEUBLE DE STANDING
STUDIOS 2 ET 3 PIECES EQUIPEES
parkings et boxes

Prix fermes et définitifs. Livraison immédiate.
Capturs d'énergie solaire installés.
(Economie d'énergie: charges moins élevées)

Pour tous renseignements:
immovetry
59 rue Desnouettes, 75015 PARIS
tél. : 533.68.91

Appartement témoin
et bureau de vente sur place.
Ouvert: Tous les jours
de 14 h à 19 h
Sauf mardi et mercredi

Je désire recevoir des informations sur votre immeuble.
29 bd de Port Royal
Je suis intéressé par un studio (2 pièces) ou 3 pièces.

Nom _____
Adresse _____
Code _____ Ville _____

Bien à retourner à:
IMMOVETRY 59 rue Desnouettes 75015 PARIS

CENTRALE GERCA

Une sélection de voitures d'occasion garanties par des spécialistes de l'automobile et des concessionnaires de marque.



18 rue Volney 75002 Paris

[illegible]

Le Monde

Société

Les sanctions contre Mlle Guemann

L'arrêt de travail demandé par le Syndicat de la magistrature a été diversement suivi

L'arrêt de travail auquel avait appelé, mercredi 15 février, le Syndicat de la magistrature pour protester contre la mutation d'office, avec abaissement d'échelon, de Mlle Guemann, vice-présidente de ce syndicat, a été diversement suivi. Les effets de cette grève n'ont guère été ressentis au palais de justice de Paris. Des délégations ont été reçues par M. Pierre Bellet, premier président de la cour de cassation, M. Jean Vassogne, premier président de la cour d'appel, et Mme Simone Rozès, président du tribunal de grande instance. Elles ont déposé des motions protestant contre les sanctions qui ont frappé Mlle Guemann. A la 15^e chambre correctionnelle, qui traite les affaires concernant les mineurs, le président, M. Hervé Hamon, a suspendu l'audience pendant quarante-cinq minutes. A la reprise, Mme Chantal Potier, substitut du procureur de la République, a présenté ses excuses et précisé qu'elle ne s'associait pas à la grève. La consigne a été assez largement suivie dans un certain nombre de villes de province, Rennes et Grenoble notamment. Selon le Syndicat de la magistrature, près d'un millier de magistrats, au total, ont suspendu leurs travaux pour manifester leur solidarité avec Mlle Guemann.

« J'ai été étonnée »

De notre correspondant

Draguignan. — C'est en revenant à Draguignan, mercredi, que Mlle Monique Guemann, premier substitut du procureur de la République de Draguignan, a appris la sanction, prononcée à son égard. Mlle Guemann fait la déclaration suivante : « J'ai été étonnée d'apprendre que j'avais fait l'objet hier d'un arrêté me sanctionnant. Il est assez curieux que l'on ne m'ait pas un arrêté à la personne concernée avant de la communiquer à la presse, d'autant que mon avocat était encore chez le garde des sceaux mardi soir, et que celui-ci ne lui a nullement annoncé qu'il allait imman-

diatement prendre un arrêté de sanction. »

Selon Mlle Guemann, cette sanction est « un moyen d'intimidation à l'égard du Syndicat de la magistrature. Il semble que le pouvoir actuel ne tienne pas à ce qu'il y ait certaines expressions divergentes au sein de la magistrature. (...) C'est bien le contenu de mes propos, d'être la violation des droits de la défense qui me paraissait effectuée dans l'affaire Klaus Croissant, qui a été sanctionnée. C'est parce que cela manifeste la volonté d'interdire de parole les magistrats. » — J.-P. G.

Au tribunal d'Évry-Corbeil

« En raison d'une grève de certains magistrats... »

Salle pénale n° 1 au tribunal d'Évry-Corbeil (Essonne), en ce début d'après-midi du mercredi 15 février, le public attend sagement le début de l'audience. Il est 14 heures. Sur les bancs de bois de cette salle moderne, un prévenu tortille sa convocation, tandis que d'autres évoquent à mi-voix leur affaire. Dix minutes plus tard, le président, M. René Suel, accompagné d'un assesseur, pénètre dans la salle. « En raison d'une grève de certains magistrats, l'audience ne pourra débuter qu'à 15 heures, le tribunal, comme vous le voyez, n'étant pas normalement constitué. » Étonnement dans l'assistance, mais rares sont ceux qui s'interrogent sur les raisons de cette grève ou les conséquences de sa mise en œuvre. La salle se tait. Le président, M. René Suel, accompagné d'un assesseur, pénètre dans la salle. « En raison d'une grève de certains magistrats, l'audience ne pourra débuter qu'à 15 heures, le tribunal, comme vous le voyez, n'étant pas normalement constitué. » Étonnement dans l'assistance, mais rares sont ceux qui s'interrogent sur les raisons de cette grève ou les conséquences de sa mise en œuvre. La salle se tait.

Au troisième étage du bâtiment, les dix-sept magistrats grévistes (sur cinquante-sept), auxquels se sont joints deux membres du S.N.P.E.S. (Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée), se sont réunis et discutent de la réclamation d'une motion.

Dans les couloirs du palais, le président du tribunal, M. Robert Diet, et le procureur de la République, M. Guy Cristophe, vont se rendre compte de la situation. « Tout va fonctionner bien », dit le président. Vous savez, les magistrats sont toujours en retard », précise M. Diet, qui regrette qu'on ne l'ait pas informé le matin de ce qui allait être fait.

Plusieurs cabinets de juges n'ont pas ouvert leurs portes. Mais la deuxième audience (al-

ce n'est pas seulement une sanction contre Monique Guemann, mais surtout le fait de la demander qui constitue un signe de la gravité de l'état de notre société : celle-ci cache sa maladie comme les lépreux cachaient leurs visages. Pour voir les choses en face, il faut commencer par le commencement. Les fautes des magistrats, ce sont les actes qui nuisent aux justiciables. Énumérons-en quelques-uns. On a vu des magistrats refuser d'engager des poursuites contre les auteurs d'actes graves sur lesquels la police avait déjà établi un dossier sérieux. Je pense à des escrocs dont il a fallu des années et des campagnes de presse pour obtenir l'inculpation, à des pollueurs importants dont personne n'a jamais entendu prononcer les condamnations, à certains policiers délinquants devant qui la machine judiciaire rendait à sa maître en route et qui, tout au long du déroulement de la procédure, se trouvaient quelquefois plutôt du côté des coupables que du côté des victimes. N'insistons pas et passons à des exemples d'une autre nature. On a vu des magistrats induire en erreur les jurés. On a vu des magistrats du parquet, stupides, que la loi leur faisait, à l'époque, obligation de ne garder les dossiers dont ils avaient demandé communication que quarante-huit heures, les retenir pendant un an, ce qui pouvait permettre l'arrivée d'une loi d'amnistie et parfois l'échec d'une prescription. On a vu des magistrats s'opposer à la mise en liberté de détenus contre lesquels ne subsistait plus aucune charge. On a vu des magistrats exiger la formalité d'une constitution de partie civile et même la consignation d'une certaine somme à l'occasion de délits, alors que leur devoir professionnel aurait dû les inciter

à ouvrir spontanément une enquête. On a vu des magistrats tenter de retirer à des juges d'instruction des dossiers qu'ils voulaient orienter différemment. On a vu des magistrats surseoir à l'incarcération de personnes considérables jusqu'à ce que la presse jette un coup de lumière sur cette situation anormale. On a vu des magistrats désorganiser des juridictions du nord au midi en omettant de pourvoir des postes vacants. On a vu des non-lieu signés soit trop vite, soit sans motivation sérieuse.

On a vu... La liste est longue, mais attention. Ces exemples sont statistiquement très peu nombreux. Au surplus, tous les fonctionnaires commettent des fautes de temps en temps, mais le problème n'est pas là. Le point important c'est que tous les magistrats qui ont été les auteurs de ces actes n'ont pas été sanctionnés, mais, au contraire, ont bénéficié d'un avancement exceptionnel.

Constatons simplement que Monique Guemann n'a ni à aucun justiciable, qu'elle n'a retenu ni de quel document, qu'elle n'a pris parti abusivement dans aucune cause qui lui a été confiée, qu'elle n'a montré ni négligence ni incompréhension, qu'elle n'a pas insulté la misère, ni encouragé le vice, qu'aucun citoyen n'a souffert de son comportement. C'est bien là qu'est le drame. On songe à l'apologie de la paille et de la poutre, on songe à la fable des animaux malades de la peste. Nous ne sommes pas à l'été, l'été est général, qui, finalement, repose non seulement sur la conscience, mais sur la lucidité (et lucidité à leur propre égard) de ceux qui animent les institutions.

Les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des fonctionnaires n'ont jamais été effleurés par l'idée qu'ils agissent mal.

Le résultat en est une certaine idée de la solidarité professionnelle répandue autour d'elle une atmosphère asseptisée, créant un langage, son arsenal de « valeurs », ses propres vertus et ses convictions et s'abritant dans un épais cocon impénétrable, comme une fragile chrysalide. Les membres du Syndicat de la magistrature, accompagnés maintenant par beaucoup de magistrats qui n'en font pas partie, sont plus exigeants que leurs devanciers. Ils ne se contentent pas d'exiger de l'autorité abstraite de préjugés et de tabous rituels. Ils s'efforcent de réintégrer le métier judiciaire dans la société tout entière, d'abattre les cloisons, d'écarter les faux-semblants et de nourrir l'institution de la sève de son véritable milieu, l'opinion publique.

Pour cela, il faut constamment désinfecter le langage et le simplifier. Il faut que le langage des mots et celui des idées soit commun à tous et ne plus fonder un isolement qui n'est qu'une hypocrite, cachant souvent un privilège. Ainsi, peu à

par CASAMAYOR

peu, l'abîme entre l'institution et la nation se comble. Ce travail de terrassement est facilité par un phénomène qui n'est pas nouveau, mais dont l'impact est en train de changer d'entendre qu'il soit entré dans l'histoire pour en profiter. Ce phénomène, c'est ce qu'on pourrait appeler « l'inversion des situations ». Il est de tradition d'admettre, par hypothèse, que c'est le condamné qui est flétri et que c'est le juge qui est honoré. Mais cette hypothèse craque. Au cours des temps, beaucoup de grands

procès ont tourné à la confusion des juges. Les siècles ont apporté leurs révisions.

Les erreurs, les scandales, les incompréhensions, les malentendus sont toujours germes de profondes révolutions. Il faut intervenir, avant qu'ils ne se développent, en montrant le danger.

Les injustices n'abaissent jamais que les faibles. Il est évident que Monique Guemann gardera la tête haute. Personne, même ses ennemis, ne pourra lui reprocher, selon la vieille formule, d'« avoir forcé à l'honneur ».

AU TRIBUNAL DE ROUEN

Touriste ou négrier ?

De notre correspondant

Rouen. — « Faites-vous l'imbécile ou l'es-tu-tout ? » Manifestement excédé, le président, M. Robert Desplan, ne s'embarrasse plus de nuances. Depuis hier, mardi, il essaie avec tenacité d'y voir clair dans cette affaire d'infraction à la législation du travail. Et, depuis quatre semaines, inculpé, M. Gaston Lefèvre, négociant en caravanes, domicilié rue d'Elbeuf, à Rouen, s'ingénie à brouiller les pistes en arguant de sa bonne foi, en répondant à côté des questions qui lui sont posées, en prétendant que des commodités de mémoire.

La tâche du tribunal correctionnel n'est pas facile. M. Gaston Lefèvre est accusé de violation de monopole du recrutement des travailleurs étrangers, dévolu à l'Office national d'immigration, et d'emploi de travailleurs étrangers non possédant pas de carte de travail. Depuis plusieurs années, il utilise les services de travailleurs mauriciens. Mais lorsque, le 17 avril 1976, l'inspection du travail effectue un contrôle dans ses ateliers, elle découvre deux salariés qui ne possèdent pour tout papier que leur passeport touristique. Une lettre anonyme suit, qui fait état de l'existence de cinq autres salariés en infraction, desquels on ne trouve aucune trace sur le registre de main-d'œuvre ou sur le livre de paie. Une enquête est ouverte devant le tribunal le cas de quinze travailleurs.

Simple humanisme...

Ont-ils été effectivement employés par M. Gaston Lefèvre ? L'affaire paraît établie lorsqu'on écoute les nombreux procès-verbaux d'interrogatoires des intéressés, mais rien ne paraît moins sûr lorsque l'on s'exprime sur ce sujet. Lui fait-on remarquer que l'un des travailleurs n'a jamais eu de bulletin de salaire ? « Il travaillait bénévolement pour me rendre service », lui rappelle-t-on. M. Lefèvre n'a pas de carte de travail ? « Je ne l'ai pas employé. Il a fait un essai de quelques jours. » Lui lit-on les

dépositions de tous ces travailleurs ? « Ce sont des gens qui ne savent pas lire. Devant un gendarme, ils racontent n'importe quoi. »

Constatant les chiffres, interrompant le procureur, s'indignant, M. Lefèvre ne manque pas d'aplomb.

Son habileté le conduit à invoquer les faibles. S'il est allé à l'île Maurice, c'est bien sûr, pour un séjour touristique. Et il a écrit au garde des sceaux pour savoir comment « régulariser la situation des travailleurs qu'il avait recrutés directement là-bas », c'est parce que « lorsque l'on donne une lettre on ne fait pas attention aux mots... ».

Représentant l'Office de l'immigration qui s'est porté partie civile, M. Chantemerle, réclame 12 000 francs d'amende et de dommages et intérêts. Pour lui, il faut « mettre les émigrés de l'étranger dans la même situation que les gens comme Lefèvre qui font partie de ces négriers qui exploitent les travailleurs ».

C'est aussi l'avis du procureur de la République qui, disséquant méthodiquement le dossier, annonce ce « mépris des lois sociales qui permettaient à l'inculpé d'utiliser une main-d'œuvre dont la disponibilité dépendait uniquement de son bon vouloir ». Réclame un an de prison dont six mois ferme et 10 000 francs d'amende, tout en regrettant le « laxisme général du gouvernement qui a conduit, les années passées, à l'organisation de ce trafic ».

M. Julia, du barreau rouennais, tente malgré tout d'évoquer pour son client « l'âme humanitaire apportée par un Français à des étrangers ». C'est parce qu'il ne sait pas résister lorsqu'on lui demande un coup de main qu'il a engagé ces travailleurs lorsqu'il s'est rendu dans leur pays, à Saint-Denis, à l'époque où il était un des Mauriciens gagnant 6 francs l'heure et travaillant souvent plus de quarante heures par semaine. Un autre n'a jamais vu ce qu'étaient les congés payés. Comme leurs amis, ils ont toujours ignoré l'existence de la Sécurité sociale.

Jugement le 8 mars. MARC LECARPENTIER.

Chère administration...

(Suite de la première page.)

Donnant du bâton dans l'encre de branchages qui recouvre le tracé de l'ancienne route, Mme Plano soupire : « ... Dire qu'il y a, en tout et pour tout, que 200 mètres à dégrader. » Elle affirme que cela ne demande qu'une ou deux journées de travail : un « coup de bulldozer » pour débarrasser, un « morceau de tague » et quelques mètres cubes de pierres pour réaménager le gré du ruisseau. Elle prétend qu'ensuite le passage régulier des voitures et des tracteurs suffirait à entretenir la voie.

Partie de ping-pong

Les multiples démarches de Mme Plano ont commencé en 1969. Après avoir consulté les services municipaux de Lambesc et de Pellissanne — le maire de Pellissanne est de la même commune — Mme Plano avait appris que l'ancienne route de Salon était classée « chemin départemental ». Elle s'était donc adressée à l'ingénieur subdivisionnaire de l'équipement à Salon-de-Provence. Celui-ci lui avait fait savoir que sa demande était justifiée, mais qu'il ne disposait pas de cette année-là de crédits suffisants pour effectuer les travaux. Mme Plano renouvèle à plusieurs reprises sa demande et en mars 1973 la subdivision de Salon lui répond que finalement seule la subdivision d'Aix-en-Provence est compétente, le maire de Pellissanne, en décidant plus important qu'il n'y paraît — marquant aussi la frontière entre ces deux subdivisions.

S'adressant à Aix, elle apprend que son affaire relève bien de la compétence des services de Salon. C'est-à-dire, une nouvelle fois sollicitée, déclarant alors que le chemin est considéré comme « rural » et qu'en conséquence les travaux incombent aux deux

« On ne peut pas dire que ces travaux coûteront cher, ajoute Mme Plano, puisque j'ai déjà fait à son collègue d'Aix-en-Provence la proposition de lui verser 100 000 francs. Le travail est effectué. Le travail est effectué », remarque en souriant Mme Plano. Depuis lors en dépit de nombreuses interventions, notamment auprès du conseil général et de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône, aucune suite positive n'a été donnée aux réclamations de Mme Plano.

En sortant d'une armoire le volumineux dossier de son affaire, Mme Plano déclare : « Il y a ici des kilos de papiers, et tout cela pour rien. Aux vendanges 1977, le chemin rassemble toujours à une jungle et la partie de ping-pong entre les administrations continue... » Avant de ranger — provisoirement — son dossier, Mme Plano fait encore cette remarque : « Le pire c'est que ces messieurs ne se sont, peut-être, jamais rendus sur place pour constater qu'il y avait en quelques dizaines de mètres à défricher ! »

Le dossier de M. Marcel Mondinier n'est pas moins lourd que celui de Mme Plano. Son cas illustre les surprenantes contradictions de certaines décisions administratives, les lenteurs qu'elles entraînent et finalement le préjudice qu'elles causent à l'administration, notamment lorsqu'il s'agit de règlements pécuniaires et de pensions — comme c'est ici le cas. Même si la procédure de règlement doit durer plusieurs années, on ne tient pas compte de la dévalorisation de la monnaie entre la date d'ouverture du dossier et la date du paiement effectif des sommes qui sont dues. Dans le cas de M. Mondinier, une année est passée entre ces deux dates.

Ancien inspecteur de police, aujourd'hui retraité, M. Mondinier, âgé de soixante-trois ans, est de sainte préface. Il a dû récemment subir une délicate intervention chirurgicale à la tête et

fonctionnaire déclare que dans ces conditions il transmet le dossier à son collègue d'Aix-en-Provence en juin 1964, atteint par plusieurs séjours d'absence aux véritables cervicales. Démobilisé en Angleterre et rapatrié en France, il devait s'engager dans les Forces françaises libres au moment de la libération. Envoyé en Indochine en 1948, il y séjournera jusqu'en 1950 et rentrera en France, malade, après avoir contracté une dysenterie chronique.

En 1964, M. Mondinier constitue, pour cette maladie et ses blessures, un dossier d'invalidité temporaire. En 1967, une pension lui est allouée, au taux de 65 % et valable de 1964 à 1970. Mais, en octobre 1968, une commission consultative médicale annule le premier motif d'invalidité (les blessures de 1940). Le taux de la pension est ramené à 35 %. Puis, en décembre 1969, après des observations présentées par le service de contrôle de la section de la dette publique, la commission médicale annule le second motif (la maladie contractée en

Indochine), estimant qu'aucune des infirmités de l'intéressé n'est imputable au service. Non seulement la pension s'arrête, mais M. Mondinier a cessé d'être versé, mais encore ce dernier a-t-il été obligé de rembourser les sommes qu'il avait reçues jusqu'alors.

L'administration, raconte M. Mondinier, m'a fait savoir avec un certain cynisme que cet argent avait été « finalement » payé. Pour ma situation, je n'ai pas à m'installer à Nice et payer les études de ma fille. J'ai dû, pour ce remboursement, faire appel à mes parents. Je n'avais plus chaque mois que 5 francs pour vivre. Ironie du sort, M. Mondinier devait apprendre quelque temps après, dans la réponse du ministre de l'économie et des finances à une question écrite, que, en règle générale, le remboursement de sommes « trop perçues » ne pouvait être exigé que si l'intéressé était de mauvaise foi. L'argent qu'il avait remboursé lui fut donc restitué.

Lassitude et usure

Cette succession de décisions contradictoires était encourageante pour M. Mondinier à engager de nouvelles démarches. Après d'innombrables déplacements, plusieurs jugements du tribunal des pensions, il allait obtenir, en 1975, définitivement gain de cause : la réalité de ses infirmités était finalement reconnue et une pension lui était accordée au taux de 65 %. « Soit 10 % de plus que la toute première fois », fait remarquer avec sarcasme M. Mondinier, avant d'ajouter : « Les mystères et l'arbitraire de l'administration m'ont fait croire que ! C'est un ancien fonctionnaire dévoué qui vous le dit. »

Soupeant la masse impressionnante de documents qu'il a accumulés pendant onze ans, M. Mondinier déclare : « On ne peut pas deviner tout le temps

trois ans. C'est scandaleux. Et pendant ce temps j'ai vu d'autres personnes dont l'affaire était toujours renvoyée. Alors les gens s'habituent, pleurent ou se révoltent. Plusieurs fois la colère m'a emporté et pourtant mon métier m'avait appris la discipline. »

M. Mondinier estime qu'il a eu de la chance : « Je n'avais pas les moyens de payer un avocat, précise-t-il, mais j'avais l'habitude d'avoir du temps de libre puisque j'avais bénéficié d'une retraite anticipée. Alors j'ai acheté des livres de droit et fait un tas de documents. Puis je me suis mis devant ma machine à écrire. Je me suis acharné. Face à la machine administrative, il faut aller jusqu'au bout ou ne rien faire. D'autre part, M. Mondinier affirme que dans des situations similaires beaucoup d'admissionnaires auraient été amenés à renoncer. Son opinion est une condamnation : « Tout le monde n'est pas en mesure de faire ce que j'ai fait. Je crois que 65 % des gens ne sont pas capables de se défendre contre l'administration. Et je suis sûr maintenant que sur cent cas comparables au mien trente à trente-cinq personnes renonceraient par lassitude, par usure... »

Cet ancien fonctionnaire n'aura finalement pas tout à fait obtenu gain de cause : M. Mondinier demandait que l'on tienne compte de la dépréciation monétaire et que l'on réévalue le montant des arriérés de pension qui lui ont été alloués en fonction du retard apporté au règlement de ce dossier. Mais le principe d'une indexation n'a jamais été admis et un tel calcul n'est prévu par aucun texte.

FRANCIS CORNU.

Prochain article :

LES 4 % DU MINOTIER



L'odyssée de

Michel del Cas et le mal d'Esp...

Michel del Cas et le mal d'Esp...

Michel del Cas et le mal d'Esp...

Le ROG GARAI

Qui dites que je suis

Le Monde DES LIVRES

L'odyssée de Fernand Braudel

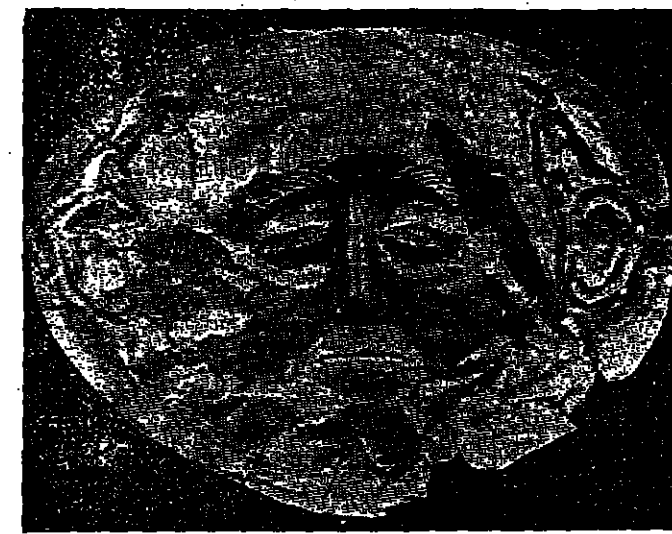
Un splendide survol de l'espace et du temps méditerranéens.

C'est d'abord un admirable album d'images qui séduisent et déconcertent. Tout se mêle : le passé et le présent, la vue d'un champ de fouilles et le plan géométrique d'une cité neuve, une stèle mégalithique et une photographie de la pêche au thon, les plus anciennes peintures grecques découvertes à Paestum, des miniatures persanes, des portraits romains, des enluminures médiévales, des tableaux du Greco, de Goya, de Van Gogh. Même contraste dans les paysages : la mer bleue baigne le pied des montagnes ; des bouquets de palmiers se joignent au creux des sables ; sur un sol de pierre, quelques champs cultivés étendent leur tapis orange ; le long d'un mur plein de soleil, des hommes « désoccupés » attendent du travail.

Les documents convergent de multiples sources pour cerner un creuset de civilisations qui fut jadis le centre du monde : la Méditerranée. Il y a longtemps que Fernand Braudel en a fait son terrain d'exploration pour lui appliquer la nouvelle façon d'écrire l'histoire, au confluent des sciences humaines : depuis sa grande thèse sur la Méditerranée et le monde méditerranéen au temps de Philippe II.

Ce qui est puissamment survolé ici, pour que se dégagent les grandes lignes de force, c'est l'espace et le temps. A l'échelle d'aujourd'hui, l'espace paraît restreint. Cette mer immense où fuyaient des galères est devenue un lac intérieur. Le

temps, en revanche, se compte par millénaires : l'histoire, sinon l'humanité, n'est-elle pas née dans cette partie du monde où pour la première fois s'organisent des échanges ? La route terrestre et surtout maritime est pour Fernand Braudel la marque de toute civilisation. Celle-ci est commandée par le sol, le climat,



la présence de la mer, la vraie richesse, puisqu'elle est la « source des transports », une fois vaincue la peur qu'elle inspire. Mais les esprits de la nature, qui imposent le blé, la vigne et l'olivier comme la triade nourricière de tout le Bassin méditerranéen, ne font pas tout. Place à l'invention et à l'audace de l'homme, à son esprit de conquête aussi. C'est alors que la bigarrure commence.

Partant du présent pour

éclairer la nuit des temps, Fernand Braudel ramène l'histoire de la Méditerranée aux choses des trois civilisations qui déterminent encore aujourd'hui sur ses rives trois façons différentes de croire, de penser, de manger, de boire et de vivre : l'islamique, l'orthodoxe, la romaine. L'islam, qui charrie

telles. Pour peu qu'elles soient originales et structurées, elles courent sous leurs cendres, en dépit d'un empilement qui peut être séculaire. Le Christianisme, qui se coule dans le lit de l'empire romain, ne viendra à bout ni de la civilisation grecque ni de l'islam : l'empire de Constantin se cassera pour que renaissent la première, l'élan des croisades se brisera. Mais les Turcs, à leur tour, seront arrêtés à la bataille de Lépante, en 1571. Après cette dernière bataille, la course descendante de la Méditerranée commence. La découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, le périple du cap de Bonne-Espérance accompli par Vasco de Gama, ne l'empêchent pas tout. Notre historien voit surtout les peuples nordiques ravir aux riverains de la Méditerranée la commande de leurs routes maritimes. Les vaisseaux anglais et hollandais assurent désormais le commerce. L'empire britannique est le principal artisan du déclin. Le périmètre du canal de Suez, flèche du Parthe que la France tenta de planter dans le dos du maître, restera sans effet, ou plutôt il ne profitera qu'aux Anglais.

Ces choses sanglantes entre l'Orient et l'Occident, ces malaises sourdes du Nord sur le Midi, s'apaisent soudain quand on revient au plan de la vie quotidienne. Fernand Braudel abandonne ici la plume à Maurice Aymard, comme il s'est effacé devant Filippo Coarelli quand il s'est agi de suivre la conquête romaine. Une nouvelle unité, qui ne doit rien à une hégémonie, s'étend alors sur le Bassin méditerranéen, où, d'une rive à l'autre, les échos se multiplient : plan des demeures, séparation des genres, culte de l'homme et civilisation urbaine. La Méditerranée est essentiellement un citadin. La ville est le lieu des échanges, de la sociabilité, des loisirs et des fêtes. Et le travail s'accomplit loin d'elle. Certes, quelques grandes cités affairées seront happées dans le courant industriel : Barcelone, Gênes.

Les autres restent encore ce qu'elles furent toujours. D'où la conclusion qui s'impose, une fois reformulé ce beau livre où se croisent tant de malédiction et de dons naturels, tant d'inventions et de passions humaines : si la Méditerranée n'est plus le centre rayonnant du monde, elle demeure le symbole d'un univers aux dimensions de l'homme.

JACQUELINE PIATIER.
* LA MÉDITERRANÉE, sous la direction de Fernand Braudel. Arts et Actions graphiques, 216 pages. Déjà paru : L'Asie mineure. Édition Flammarion, 200 F.

Michel del Castillo et le mal d'Espagne

L'inventaire d'une patrie intérieure.

LA critique française a souvent considéré, à tort, Michel del Castillo comme « un auteur étranger d'expression française », et cela parce que son œuvre renvoie pour l'essentiel à l'Espagne. Cette ambiguïté, l'auteur de *Tanguy et le Manège espagnol* tâche de la dissiper en nous proposant dans son dernier livre une large et dense réflexion sur le *Sortilège espagnol*, ce d'abord l'inventaire d'une patrie intérieure. Français de langue, et de sang pour moitié, fils de parents déchirés, jouissant d'une double appartenance calamiteuse, espagnol de la naissance à l'adolescence, c'est-à-dire, en fait, par les racines. Michel del Castillo est « une enfance de métèque », sur laquelle il nous a déjà fait verser bien des larmes. Français de langue, et de sang pour moitié, fils de parents déchirés, jouissant d'une double appartenance calamiteuse, espagnol de la naissance à l'adolescence, c'est-à-dire, en fait, par les racines. Michel del Castillo est « une enfance de métèque », sur laquelle il nous a déjà fait verser bien des larmes.

retour aux sources et un dialogue ombreux entre deux sources un pays qui jamais ne leur fut donné. Le livre qu'il nous propose reconstruit donc pour lui et pour nous une Espagne dont le premier temps — qui se confondit avec la prime enfance de l'auteur — fut celui du mal, et force l'auteur à « un voyage au bout de (ses) peurs ».

Évoquant ces « joyeux massacres » de la guerre civile, les bombardements franquistes vécus sur la terrasse de sa maison madrilène, en ce pays qui, sous l'enceinte de Bernabeu, a senti la mort et le jureur, Michel del Castillo interroge : « Comment, dès qu'on se met à réfléchir, n'aurait-on pas mal à l'Espagne ? » A l'instar de Juan Goytisolo, mais dans une autre tonalité, son point de départ est la Reconquête, cette mise à mort de la civilisation islamique-ibérique dont le rêve n'en finit pas de hanter tous ceux qui, de près ou de loin, se rattachent au vaste tronçonnage hispanique.

ALBERT BENSOUSSAN.
(Lire la suite page 18.)

Vassilikos, témoin de la diaspora grecque

Depuis quelques années, Vassilikos avait une idée fixe : développer ses secrets en relatant l'itinéraire d'un écrivain imaginaire. Ça et là, dans les récits publiés pendant son exil hors de la Grèce des colonels, il introduit un certain Glafkos Thrassakidis, écrivain politique, œuvre exhumée, chronique sentimentale et politique, cet ouvrage que présente Jacques Lacarrière dans une excellente préface dont nous publions de larges extraits est savamment architecturée.

Nous y détectons, à travers l'histoire d'une errance, masquées et démasquées

« Un poète est mort », qui paraît en traduction française chez Julliard. Il s'agit d'une version abrégée d'une trilogie parue à Athènes de 1974 à 1976, sous le titre global de « Glafkos Thrassakidis. Enquête politique ». L'œuvre exhumée, chronique sentimentale et politique, cet ouvrage que présente Jacques Lacarrière dans une excellente préface dont nous publions de larges extraits est savamment architecturée.

Nous y détectons, à travers l'histoire d'une errance, masquées et démasquées

à la fois, les multiples facettes de l'odyssée personnelle de Vassilikos, et principalement ses préoccupations d'homme, de militant et de poète.

Un livre-clé dont l'auteur nous a dit l'ancien dernier combien il était inspiré du « Flaubert » de Sartre. Un livre-clé, ou l'art de parler de soi à la troisième personne...

* UN POÈTE EST MORT, de Vassilikos. Traduit du grec par Gisèle Jeanneret. Préface de Jacques Lacarrière. Julliard, 230 p.

La préface de Jacques Lacarrière

A un journaliste qui l'interrogeait sur la crise politique, un ministre grec répondait tout récemment : « Vous savez, la Grèce est en crise depuis trois mille ans. Alors, précisez-moi d'abord celle dont vous voulez parler ! »

Boutade, mais aussi leçon d'histoire. La Grèce fut toujours un pays critique, le vœu d'un pays en état de crise permanente, en perpétuelle agitation, cogitation, excitation. Depuis trois mille ans, elle a connu nombre de religions (la dernière en date étant l'orthodoxe), une dizaine (au bas mot) d'occupants étrangers et pratiquement tous les régimes politiques imaginables, indispensables et dispensables, de la tyrannie antique à la monarchie d'après l'indépendance, de la démocratie au despotisme sans lumière, en allant de Pisistrate à Périclès et des Ptolémées à Fallakos (sans oublier Pangelos et Papandréou).

Bref, elle fut — elle est encore — un véritable laboratoire politique, une véritable chaîne de réactions et de révolutions, dont les Grecs furent les microbes et les atomes (mots grecs, ne l'oublions pas) et dont l'Occident, avec sa délectation habituelle (et notamment par l'entremise de ses voyeurs spéculatifs : les hellénistes), observe froidement les essais enthousiastes ou désastreux (1). Exactement comme ceux d'un pays témoin. Conclusion : depuis la Renaissance, la Grèce est avant tout ni plus ni moins le cobaye involontaire et exemplaire de l'Occident.

Mais, hélas, la seule chose qui soit propre à la Grèce n'est ni vraiment observée, c'est la diaspora, l'émigration, l'exil forcé ou volontaire, la dispersion historique et planétaire des Grecs. Cette diaspora, cette dispersion des sports, cette dissémination de la semence des Grecs,

n'est-elle pas depuis, trois mille ans qu'elle dure, une sorte d'organisme historique-culturel par lequel un pays perd sa substance goutte à goutte, c'est-à-dire homme à homme, par lequel ses indigènes perdent leurs gènes ?

Au sens biologique et botanique, la diaspora, c'est l'usage binaire que notre enfance a déchiffré avec le Petit ou le Grand Larousse, celle d'une femme aux cheveux fous et qui sème à tout vent. Mais dans son sens humain et historique, c'est l'hémorragie constante d'un pays, la ponction (et, dans les cas extrêmes, l'excision-ponction) d'un peuple qui doit chercher ailleurs de quoi vivre ou survivre. Or toute culture peut perdre son sang, sa sève, au même titre que les artères ou que les arbres, et ce qui m'étonne le plus, en ce phénomène et en ce livre qui le décrit avec tant d'acuité, c'est que les Grecs existent encore en tant que Grecs. Car on n'en peut

douter : ils sont toujours en Grèce et en même temps ils sont toujours ailleurs, en Australie, aux États-Unis, en Europe, en Afrique.

Notons ce fait étrange : la Grèce est l'un des très rares pays à avoir essaimé ses habitants sur toutes les contrées de la Terre, à avoir occupé, occupé des provinces, des cités et des villes depuis trente siècles, sans jamais pour autant avoir créé des colonies. Voyageurs, errants terrestres, pèlerins planétaires mais jamais conquérants, tels furent, tels sont les Grecs. Tout au plus ont-ils installé des comptoirs, peuplés et animés par cette dualité qui réside en tout Grec : le comptable, le conteur.

(Lire la suite page 19.)

ROGER GARAUDY

Qui dites-vous que je suis ?

122 pages 36 F

SEUIL

société

PARIS 1900

• La Belle Epoque n'était pas jolie.

UNE longue, belle et virtuelle préface d'Hubert Juin ouvre cet album de photographies, *Le Livre de Paris 1900*. La Belle Epoque n'était pas jolie, nous le savons. Hubert Juin nous rappelle ce qu'elle fut vraiment : « Les pauvres sont de plus en plus pauvres. Les riches, de plus en plus riches. Les possédants s'enrichissent de plus en plus. Les autres crévent. »

Aussi bien, l'iconographie choisie et présentée par Michel Carrière et Gilles Costaz donne-t-elle une large place à cet autre Paris 1900, le plus souvent oublié : celui du peuple.

Ici et là, dans ces commentaires, ce que l'on appelait autrefois « le plus mauvais esprit ». Hubert Juin, évoquant « ceux qui ont de l'argent et qui ne travaillent pas », précise : « Ils se promènent dans l'habit de carnam de militaires. » Drôle de pavane et drôle de carnaval, où certains de ceux qui avaient peut-être trop bien vécu surent mourir. Mais la façon dont on les envoya au massacre condamne définitivement cette époque.

En contrepoint des textes violents, l'eau calme des photographies étouffe. Même cruelles, elles

sont paisibles. Dans le présent immobilisé de la photographie, la vie est là, simple et tranquille. Places, avenues, rues, ruelles, cours du Paris d'autrefois et de toujours. Hommes, femmes enfants, promeneurs d'une minute, où vont-ils, que pensent-ils, que disent-ils, et qui sommes-nous nous-mêmes ?

Ce bel album fait rêver. D'un long rêve heureux qui va de la légèreté du bonheur de vivre à de lourdes, à de sourdes angoisses.

CLAUDE MAURIAC.

★ LE LIVRE DE PARIS 1900, d'Hubert Juin, iconographie réunie et commentée par Michel Carrière et Gilles Costaz. Édition Pierre Belfond, 220 F.

L'oreille de Brassai

BRASSAI est sans aucun doute un amoureux infatigable de la vie. Sa curiosité à l'égard du monde apparaît dans chacune de ses photos. Et lorsqu'il écrit, c'est pour témoigner sur les gens qu'il a rencontrés, et inlassablement écoutés. Sa principale vertu, c'est de savoir regarder, savoir prêter l'oreille, et d'être toujours étonné par les autres.

Ethnologue de la vie familiale, selon l'expression de Claude Roy, il a recueilli dans *Paroles* en l'air les propos qu'il a surpris, ou qu'il ont surpris au cours de ses journées, ou de ses nuits. Il a procédé « selon l'esprit de la photographie », marqué par l'« attitude humble de l'artiste devant le monde, fugé plus vaste que le pénétré ». C'est ainsi qu'il a capté les paroles qui s'échangent devant le comptoir d'un café, le discours torrentiel d'un chauffeur de taxi, et le soliloque d'un désespéré,

« vociférant [sa] misère » dans un bistrot, « à l'heure dramatique de la fermeture ».

Dans cette littérature, l'auteur présente une « matière brute ». Son intervention se limite au choix, à l'élagage et à l'éclairage des propos entendus. Intervention délicate, cependant, car l'intérêt de l'œuvre dépend de la faculté de l'écrivain à percevoir la singularité, ou même l'exotisme de la vie quotidienne. Or nul n'est plus attentif que Brassai à ces gestes, à ces paroles, qui se perdent à l'accoutumée dans le flot des jours, mais qui sont autant d'aveux, plus ou moins déguisés. Il réussit admirablement, dans son dernier livre, à faire passer l'émotion de ces discours incertains, qui transpercent la banalité.

FRANÇOIS BOTT.

★ PAROLES EN L'AIR, de Brassai, éd. Jean-Claude Simoes, 175 p., 35 F.

roman

L'amour et rien d'autre

• Quinquagénaires, ne vous méfiez plus des joliettes.

« L'homme n'est ni décent ni indécent, il est rare », Michel Bernard le cultive, l'élève dans le terreau de son œuvre avec les soins d'un botaniste pour une plante exotique. L'amour paré d'érotisme est sa raison d'être et son écriture est amour du verbe. Il lie les plaisirs des sens à la sensualité de son vocabulaire. Cet amoureux calligraphe, partagé entre une peinture du baroque qui relève de couleurs vénitennes les marais d'Aunis, et l'écoute complaisante de la fauve rumeur des alcôves, poursuit, à travers ce seizième livre, une chronique du bonheur éternellement recommencé, avec la ferveur du scribe Casanova. Autant dire que les bruits du siècle le troublent peu. Il accepte son époque et la fait dans comme une marquise de cour.

D'où son goût pour les faussaires. L'homme de son récit « a brouillé de fausses images pieuses, texte et dessin, qu'il expédie par boîtes de cent à Conques, Saint-Sever, La Chaise-Dieu ». Les diables rôdent près des bûchers. Voici que le regard de cet adulte de trente ans croise celui d'une fillette de cinq ans et que naît, de la fulgurance de cet échange au débotté, la certitude d'un avenir commun. Durant neuf années, il observe « la petite » grandir, se muer en une adolescente aux seins lourds et à la croupe tendue, tandis que croît un amour sans parole. Et puis, de connivence, ils s'embrassent, fuient les temps ordinaires et conquièrent le jardin des délices.

A dame juriste qui sifflerait qu'il s'agit d'un enlèvement de mineure, Michel Bernard répond net en tranchant toute ambiguïté : « L'incompréhension des autres tient au fait qu'ils jugent déviant des comportements qu'ils n'ont pas eux-mêmes. » Et d'effeuiller la petite Marie, « belle comme un dictionnaire ». Baste ! famille et justiciers ne s'opposent guère en recherches : les romanciers connaissent de ces aubaines. La petite, « scandaleuse concurrente » des grandes, partage les mots d'amour et l'amour des mots de son Pygmalion, et les suppose avec des mines gourmandes. Lui l'arabe de mots qui ne sont pas toujours légers. L'érotisme à des aigreurs.

A la fin du récit, les deux amants ont quarante ans et la dernière page découvre l'apologie : le couple au diapason fusionne l'espace-temps et s'offre une mémoire unique. Fallait-il s'ébattre sur autant de feuilles pour dire si peu tant il est vrai que les gens heureux n'ont pas d'histoires ?

BERNARD ALLIOT.

★ LA PETITE, de Michel Bernard, chez Régis Desroses, 150 p., 35 F.

FEMMES ET CHATS

LE vrai plaisir de la lecture nous vient de plus en plus souvent de quelques livres écrits librement, pour le plaisir d'écrire, par une plume en récréation. C'est la grâce de l'improvisation qui triomphe. On entend la voix de l'auteur, comme elle est quand il se parle à lui-même. On est pris à témoin d'un monologue sans contrainte, au plus près de la vérité intime.

Le dernier livre de Renée Massip, *Le Chat de Brienne*, est une sorte de manifeste, une profession de foi, la fibre et grave, et charmante évocation du vif plaisir qu'il y a à vivre avec un chat, ou plusieurs chats, dans une maison qu'ils alimentent et qu'on aime. Deux portraits dominent ce petit livre très pur : la tendre Agate, si douce et « amoureuse » dont le destin sera si dur qu'elle en parle d'elle en disant : « La pauvre Agate », « Petit Agaton », « Morneau de chat », et Aïrolo, « Prince clochard des chats », superbe pil-



Illustration tirée de la bibliothèque Dacht.

lard abandonné, qui vit seul, à ses risques et périls, plus chasseur encore que chassé.

Renée Massip se reproche de n'avoir pas su protéger la « pauvre Agate », qui avait tant besoin d'appui. Son livre est né peut-être de son regret, de ses remords. Les amoureux des chats ont beaucoup de ces deuils dans le cœur.

Moins intime, plus ambitieux, le vaste monument que Juliette Raabe élève à tous les chats dans la *Bibliothèque illustrée du chat*, ou comment les philosophes, les écrivains et les artistes se sont représentés le chat depuis cinq mille ans. A travers tous les arts et toutes les lit-

tératures, une foule de documents rassemble les fantasmes, les hommes provoqués par le mystère du chat. Son étrange façon de vivre avec nous, par nous et le plus souvent loin de nous a inspiré tant de peintures et tant de fables que cette profusion ajoute encore au secret qu'il ne livre jamais. Le livre de Juliette Raabe est un magnifique répertoire de réveries autour d'un être qui appartient tout entier à la magie.

JOSANE DURANTEAU.

★ LE CHAT DE BRIENNES, par Renée Massip. Gallimard, 128 p., 20 F.

★ BIBLIOTHEQUE ILLUSTRÉE DU CHAT, par Juliette Raabe. Ed. de la Courtille, 370 p., 330 F.

Gabriel Garcia Marquez

« C'est entendu : Gabriel Garcia Marquez est un géant. » Jacques Meunier, Les Nouvelles Littéraires.

Les funérailles de la Grande Mère.

Gabriel Garcia Marquez

Traduit par Claude Courton

EN LIBRAIRIE AUJOURD'HUI

le nouveau livre du professeur

Jean Bernard

de l'Académie française

l'Espérance

ou le nouvel état de la médecine

Le sang, le cœur, le cancer, le rêve, par un grand savant qui s'adresse au public le plus vaste

Buchet/chastel

Éditions G.-P. Maisonneuve et Larose

Tél. 033 32-70

Nos collections spécialisées et nos publications recouvrent principalement les domaines suivants :

Agriculture et agronomie méditerranéenne et tropicale - Bibliographie - Botanique - Economie - Ethnologie - Folklore - Géographie - Histoire - Islamologie - Linguistique - Orientalisme - Pédologie - Religions - Sociologie et psychosociologie - Zoologie et zoologie appliquée.

RÉCENTES PUBLICATIONS :

ABDELAMIR, Fêtes et chiffons du désert. — BLACHÈRE, Introduction au Coran (nouveau tirage). — BRUNSCHWIG, Études d'islamologie (2 vol.). — BRUNSCHWIG, Classicisme et déclin culturel dans l'histoire de l'islam (nouveau tirage). — CARRÉ, La Sphinx, les évangélistes et les vitraux de Chartres. — Contes de Turquie, par BORATAV, présentés par A. FLAMAIN et M. NICOLAS. — CORNEVIN, Contes potouais. — COURSAULT, Les Traditions populaires en Touraine. — CROSNIER et FOREST, Les Crevettes profondes de l'Atlantique oriental tropical. — DELARUE et TENÈZE, Le Conte populaire français, tome 3 : les Contes d'animaux. — DICTIONNAIRE ARABE-FRANÇAIS-ANGLAIS (langue classique et moderne), tome III, relié. — ENCYCLOPÉDIE DE L'ISLAM, fasc. 73-4 et 75-6. — GÉRIE, Un genre littéraire arabe : Al-Mahasin wa-L-Masawi. — GOICHON, Jérusalem, fin de la ville universelle ? — GOURSAUD, La Société rurale traditionnelle en Limousin, tome 2. — HENIN, Cours de physique du sol, tome 2. — LEMIEUX, Les Vieux n'ont tant, tome 7 à 9. — LOUSSET et BROUSSE, l'Olivier (premier vol. d'une collection nouvelle Techniques agricoles et Productions méditerranéennes, dirigée par René COSTE). — PELLAT, Ibn Al Maqfifi « conseiller » du Calif. — PELLAT, Textes arabes relatifs à la doctologie. — RAVIGNAN et BARBÉDETTE, Découvrir une agriculture vivrière. — REIG, Manuel d'arabe moderne. — SCHMIDT, Vocabulaire français-arabe de l'ingénieur et du technicien, tome 2 : le Pétrole. — SEIGNOLLE, Le Folklore du Languedoc (nouveau tirage). — SEIGNOLLE, En Sologne, mœurs et coutumes (nouveau tirage). — STUDIA ISLAMICA, tome 44 et 45. — TABARI, Chronique, éd. de luxe en 4 volumes. — TIEROU, Le Nom africain ou langage des traditions. — ZOUER, Ahmed Baba de Tombouctou, sa vie et son œuvre.

Vient de paraître :

ÉCRITS SUR LES CINQ ROUES

(Gorin-no-sho) Arts de combat

par **Musashi MIYAMOTO**

Introduction, traduction et notes par M. et M. SHIBATA

C'est le troisième volet de la spiritualité japonaise formant une excellente méthode de culture psychique utilisable non seulement par ceux qui pratiquent les ARTS MARTIAUX, mais également par tous ceux qui veulent faire de leur vie un combat et en sortir vainqueurs.

Prix 24 F

LINGUISTIQUE :

En sus des ouvrages de notre fonds propre, nous sommes à même de fournir, sur place et par correspondance, des éléments d'étude pour la plupart des langues orientales, africaines et océaniques.

Nous distribuons les ouvrages publiés par :

L'OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

Haut niveau scientifique. Notre catalogue énumère les titres en vente et donne le détail des différentes collections.

CATALOGUE 1978 (112 pages) en distribution

DEMANDE D'ENVOI GRATUIT

NOM

ADRESSE

Éditions

G.-P. MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin - 75005 PARIS

Sabatier le ravi

(Suite de la page 15.)

Au passage, l'auteur n'oublie pas sa seconde passion après celle de l'enfance — à moins qu'elle ne fasse qu'une avec la première : cette poésie française, dont il a retracé l'histoire en sept volumes, qui seront un jour d'ici, Hugo, Marot, Villon, tiennent concubinaire. Régner et Apollinaire se joignent à eux et se font écho dans l'au-delà d'un musée imaginaire de la poésie, d'un panthéon intime, chaleureux.

COMMENCÉ dans l'anchoïade et la pagnolade, poursuivi dans la science-fiction à la Wells et le conte pour enfants où défilent les allusions joyeuses à Grimm, Perrault, Swift, Kipling et Lewis Carroll, le livre se présente de bout en bout comme un écho de toute poésie, dans l'art de vivre comme dans l'art d'écrire.

Si les lilles et les abricotiers conversent ensemble, c'est qu'une musique mystérieuse les unit effectivement et demande à être perçue. « Seuls les choses belles et les sentiments simples pourront encore sauver l'homme », est-il dit quelque

part. Sabatier ne fait pas gronder les grandes orgues du verbe, il préfère la flûte de l'observation courante, de la tradition orale. Il fait sien le proverbe africain selon lequel « un vieillard qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle ». Il recueille, en paysan.

par Bertrand Poirot-Delpech

De tous les écrivains fantastiques français — Marcel Brion, Schneider, Charrière, Cayrol, Faraggi, Pons — il se révèle le plus confiant dans l'extravagance du quotidien. L'étrangeté commence pour lui avec la familiarité, celle des dictees naïves où l'on s'émerveille de ses travaux et des jours, des saisons et des champs.

L'INNOCEENCE radieuse des Enfants de l'été n'en étouffe pas la malice. Le livre s'interroge plus subtilement qu'il n'y paraît sur l'essence et la définition de la poésie.

Le personnage de l'« écrivain » se montre trop modeste quand il assure que, dans ce paradis du Luberon, la nature, tant elle est belle, « devient écriture », et qu'il suffit « de la raconter ». Le santonnier approche davantage la vérité lorsqu'il lui réplique : « C'est presque plus beau quand vous le dites ! » Tout est dans le « presque ».

Ce sont les poètes eux-mêmes qui ont le mot de la fin et le fin mot, lors de leur colloque imaginaire. « On n'en parle pas, mais la poésie est là », dit Apollinaire. Pour Malherbe, elle est dans la tête ; pour Lamartine, dans le cœur ; dans la bedaine, pour Rabelais ; au bout du poing pour Rimbaud. « Partout où l'homme sait dominer l'immensité », profère Hugo, égal à son sens du grandiose.

Et pour Sabatier ? Dans une omelette de quinze œufs aux herbes de la garrigue, arrosée d'un châteaufort, je ne vous dis que ça...

★ LES ENFANTS DE L'ÉTÉ, de Robert Sabatier. Albin Michel, 224 pages, 29 F.

FERNAND NATHAN

DICTIONNAIRE DES TYPES ET CARACTÈRES LITTÉRAIRES

par G. AZIZA, G. OLIVIERI, R. SCTRICK

Un dictionnaire original pour tous ceux qui veulent mieux comprendre les mécanismes littéraires.

Plus de 1.000 œuvres recensées

208 pages 45 F

en vente chez votre libraire

GAGNER DE L'ARGENT AVEC SA PLUME... EST-CE POSSIBLE ?

Vous le saurez en lisant la brochure n° 411 « le plaisir d'écrire », envoyée contre 2 F par l'ÉCOLE FRANÇAISE DE RÉDACTION. Établissement privé soumis au contrôle pédagogique de l'État, 10, r. de la Verrillerie, 75001 Paris. Tél. : 286-25-14.

LA PLANÈTE DES VACHES. Pour transmettre aux très petits l'amour et la connaissance de la Montagne et de la Nature. Un très joli album de Brigitte QUINQUET.

BIAS chez votre libraire. 15 F.

ANNE PHILIPPE



Un été près de la mer

"Avec Un été près de la mer, Anne Philippe nous donne cette année le plus mûr, le plus beau de ses livres, le plus chargé de poésie profonde, le plus dévoué aussi, peut-être, simple comme son titre fait de petits mots quotidiens".

Josiane Duranteau - Le Monde

GALLIMARD

SEGHERS

un grand événement poétique :

"Le Temps des Merveilles"

de PIERRE SEGHERS (œuvres poétiques 1938-1978)

L'œuvre, enfin rassemblée, d'un grand poète méconnu pour avoir bien servi la poésie au détriment de son œuvre.



polémique

Jean-Marie Benoist dans l'arène

● Les bonnes têtes de Turcs ne suffisent pas.

NORMALMENT, agrégé de philosophie, ancien conseiller culturel auprès de l'ambassade de France à Londres, compagnon de route des nouveaux philosophes, auteur de quelques ouvrages favorables accueillis contre Marx et pour l'Europe, M. Jean-Marie Benoist affrontera, en mars prochain, M. Georges Marchais dans la première circonscription du Val-de-Marne, où il se présente avec l'investiture du parti républicain.

Un candidat sans espérances ne prend jamais trop de précautions. Avant de brader les couleuvres giscardiennes parmi les « infidèles » de la grande banlieue rouge, celui-ci écrase d'abord le programme commun sous un réquisitoire en cent seize pages, mince d'épaisseur, mais lourd d'ambitions. Un singulier programme. Puis, d'une plume qu'il voudrait vengeresse, il malmène sans ménagement ceux qu'il qualifie non sans exaltation de « nouveaux primaires », « ces légions d'hommes tous parents et pareillement mécontents » en train de croquer de multiplier d'Est en Ouest, depuis Moscou jusqu'à Washington. Indifférem-

ment produits par le matérialisme dialectique et le mercantilisme bourgeois, ils engendrent à leur tour un « univers de ressemblance sans relief et d'uniformité sans faille », où les élites se dissolvent « dans l'anonymat plombé d'une masse serrée ».

Avec pareilles et si vulnérables têtes de Turcs, il ne restait plus qu'à cogner, pourfendre, rompre sans relâche et à tour de bras, puisque l'auteur a choisi le genre polémique. En précautionneux et bon élève de la rue d'Ulm, il préfère mêler une cohorte de noms célèbres à sa double charge, invoque tour à tour Hobbes, Bentham, Marcuse, sainte Thérèse, Freud, Bernanos, Platon, Dostoevski et quelques autres, sans oublier naturellement Heidegger, Hölderlin et le cher Héraclite.

Des citations inexactes

Pourquoi s'arrêter là et ne pas citer aussi davantage la *Baghda Gita*, saint Jean Chrysostome Zoroastre ou Andronio de Rhodé, si connus au Kremlin-Bicêtre ?

Après de brefs et bons débuts, les deux livres s'effiloient, se perdent l'un et l'autre en digressions et la démonstration manque d'éclat.

Avec les Nouveaux Primaires, l'auteur tenait un excellent sujet. L'émergence de technocrates grisâtres, obtus, insensibles, lui offrait l'occasion d'esquisser une fresque sociale, des anticipations prémonitoires, une analyse rigoureuse, et voilà qu'il gâche cette belle tâche par de longs discours sur d'autres questions, un commentaire interminable des Possédés et l'apparente conviction qu'il apporte à quelque chose de neuf. Or, voici quarante ans, des prospectus de la III^e Internationale réfugiés à Moscou déconvenaient dans l'angoisse comment la liberté illimitée des prophètes révolutionnaires aboutissait sous leurs yeux au despotisme illimité de Joseph Staline. Leur horreur laissa quelques traces dans la littérature socialiste. Sa puissance passa plus tard comme un trait de feu dans l'homme républicain, d'Albert Camus, œuvre majeure, qu'il est grand temps de remettre à sa juste place.

Nul ne reproche à Jean-Marie Benoist ni à quelques jeunes gens de son âge d'arriver après la bataille, ni de faire comme si aucune voix n'avait dénoncé l'imposture totalitaire avant eux et Soljenitsyne. Mais il y a trop de citations inexactes et de références fausses. Passe encore d'attribuer à Marat la phrase célèbre

« pas de liberté pour les ennemis de la liberté », universellement reconnue à Saint-Just. Un ancien conseiller culturel ne devrait pas classer parmi les œuvres d'Erckmann-Chatelain la *Dernière Classe*, d'Alphonse Daudet. Contrairement à ce qu'il imagine, Staline n'est pas mort en 1952, mais l'année suivante, et le jeune gouvernement révolutionnaire ne guillotina personne pendant les massacres de septembre 1932. Enfin, von Ribbentrop n'était pas maréchal, mais ministre des affaires étrangères du III^e Reich, et vendait du champagne jusqu'à ce qu'il s'occupe de politique, pour notre malheur et le sien.

Vite écrits, trop évidemment improvisés, ces deux ouvrages ne serviront guère Jean-Marie Benoist. Sa *Poésie pour une Europe défunte* promettait beaucoup mieux. La violence littéraire se prépare de loin. Avec beaucoup de soin, de patience, elle s'ajoute comme une balle d'or placée entre les deux yeux.

GILBERT COMTE

★ UN SINGULIER PROGRAMME, par Jean-Marie Benoist. PUF, 128 p., 24 F.

★ LES NOUVEAUX PRIMAIRES, par Jean-Marie Benoist. Ed. livres Halier-Albin Michel, 248 p., 29 F.

poésie

L'IMAGERIE DE JOYCE MANSOUR

● De merveilleux « égarements ».

UNE bonne dizaine d'ouvrages ont situé définitivement Joyce Mansour dans la lignée surréaliste. L'amour, la liberté, le rêve, la poésie : depuis *Cris*, en 1963, elle se tient au carrefour de ces quatre chemins qui n'en font qu'un, en ce lieu précis où André Breton a convoqué, durant près d'un demi-siècle, celles et ceux qui ne pouvaient donner à leur présence ici bas d'autre objectif que de changer la vie, de transformer le monde, d'écarter au merveilleux — à l'importation quel merveilleux — toutes ses chances, d'en finir avec l'infinité sergent de la femme, de faire en sorte que la vie ait enfin cette rumeur d'agresseur aux tempes.

Déshabillés, les *Gisants satisfaits*, *Rapaces*, le *Corré blanc*, *Histoires nocturnes*, etc., autant de recueils qui ont, au fil du temps, imposé cette « femme nocturne » aux plaisirs inconnus d'elle-même.

On a tant évoqué à son propos l'imagerie érotico-macabre et cauchemardesque qu'on hésiterait à marcher une fois de plus sur ce sentier-là si l'on trouvait quelque formule plus authentique. Mais il faut rendre les armes. Grâce à Joyce Mansour — sorte d'Égyptienne « noire » —

Eros chevauche imperturbablement Thanatos.

Je cultive le pavot bistre
J'ai fait de la chair
La lymphée et la fissure
Les Ton seze ne moutonne que
dans la harpe...

Tel poème, « Litane pour un rêve prolongé », ouvre brutalement les portes du morbide :
Les rues d'El Kantara sont
Inconnaissables au crépuscule
Les peuples de la mort ont trente-
neuf doigts d'ordure...

Mais l'ultime vers annonce l'obscurité : L'hiver est prince d'olive.

Joyce Mansour est naturellement surréaliste. Elle parle d'or, d'ombre avec une admirable aisance. Elle parle pythie comme elle respire. La mémoire et le fantasme, la réalité tour à tour chaude ou hurlante et la surréalité la plus sangrante s'épousent ici très harmonieusement.

Le peintre Jorge Camacho, avec six dessins arrachés aux bûchers du désir et de la terreur, l'a accompagnée, en seigneur, tout au long de ces merveilleux « égarements » où l'humour fait la nique à la raison lugubre, où le verbe enlaid ne bannit pas l'aveu nu, bouleversant.

ANDRÉ LAUDE

★ FAIRE SIGNÉ AU MACHINISTE, par Joyce Mansour. Six dessins de Jorge Camacho. Editions du Soleil noir, 160 p., 35 F.

Et si Malraux n'avait pas existé...

L'A démythification est à la mode. Une collection de Régine Deforges nous y invite. Elle a commencé par M. Jacques Chirac et M. Georges Marchais : Poi Vandromme a écrit ses griffes pour parler — gentiment, me toi ! — de François Segue. Un groupe de confrères — un « collectif » — qui signe Jacques Bonhomme, exerce les siennes sur un cadavre tout chaud : celui de Malraux.

Un écrivain, l'auteur de la *Condition humaine* ? Vous n'y êtes pas ! Mais alors pas du tout ! C'est un dandy — « cape noire doublée de blanc, cannes extravagantes, rose éternelle à la boutonnière » — qui n'a vu des écrivains que lorsqu'il a pu « s'habiller selon ses goûts ». Un « commerçant », un « homme d'affaires », qui l'est resté toute sa vie. Un « riche amateur », qui déteste la bagarre, s'en approche juste assez pour ne pas « mouiller ses escarpins » ! L'éditeur de textes érotiques. En art, un aveugle, passé à côté des « grands » de sa génération, préférant Maurras aux surréalistes et Galanis à Marx Ernst.

En Indochine, cet esthète « bénéficiaire » d'une condamnation (pour vol de statues) qui fait de lui, à sa propre surprise, un « grand aventurier, grand écrivain, homme de gauche et révolutionnaire ». Il n'aura plus qu'à continuer dans cette voie, à « visiter la Chine en sleeping » pour écrire la *Condition humaine*. Faux homme de gauche, en fait homme d'ordre et véritable arriviste, il ne cessera plus de prendre les trains en marche. Et le réquisitoire continue sur ce ton, pendant cent pages...

Certes, pour édifier sa légende, Malraux n'a pas montré grand scrupule. Mais on peut être fabulateur et grand écrivain, de même qu'on peut être, comme Dali, un mythomane et un grand peintre. Une chose est vraie, dans le réquisitoire de Jacques Bonhomme : Malraux n'est pas notre Shakespeare. Ses dernières œuvres sont décevantes et — parfois — pitoyables. (Mais les *Chênes* qu'on abat, est-ce que cela n'a vraiment aucun intérêt ?)

N'aurait-il écrit que *L'Espoir*, cent pages de la *Condition humaine*, un ou deux dialogues des *Noyers de l'Altenburg*... et la préface au *Temps du mépris*, Malraux vaudrait bien les romanciers qui font les choux gras de M. Jacques Bonhomme, d'André Salmon à Mme Simone de Beauvoir. Et puis, tout de même, il a mis sa vie en jeu. Tous les intellectuels n'en font pas autant.

PIERRE DE BOISDEFRE

★ ANDRÉ MALRAUX, par Jacques Bonhomme, 128 pages, coll. « Nos grands hommes », Régine Deforges, 18 F.

Un bon dictionnaire qui ne t'ultra fait la force du G française. Il lui doit sa richesse. Sa parmes nements de la vie littéraire.

Mais il restait noms propres pour le Grand Robert de la France et son équipe ont tracé ce nouveau dictionnaire. La méthode et le Grand Robert.

Aujourd'hui, le vrai grand dictionnaire, le vrai grand dictionnaire, présentés ensemble.

La langue : 7 volumes. En 6.000 pages.

un bilan complet de la langue et contemporaine. Chacune des nombreuses citations empruntées aux meilleures œuvres françaises, depuis Butoir ou Le Cézio.

Dictionnaire

le numéro 2 de la mensuelle

des femmes en mouvements ♀
est paru.

en vente dans tous les kiosques et les librairies 6F

صكذانت الاصل

Le grand Robert analogique en 11 volumes.

Noms communs:
orthographe, syntaxe,
synonymes, contraires,
définitions, citations.

Noms propres:
histoire, géographie,
arts, lettres, sciences.



Un bon dictionnaire de langue est un dictionnaire qui ne traite que de langue. Ce postulat fait la force du Grand Robert de la langue française. Il lui doit sa précision, sa rigueur, sa richesse. Sa parution fut d'ailleurs un des événements de la vie littéraire des dernières années.

Mais il restait à traiter la question des noms propres pour compléter les 7 volumes du Grand Robert de la langue française. Paul Robert et son équipe ont travaillé plusieurs années sur ce nouveau dictionnaire, en y apportant l'expérience, la méthode et l'intelligence acquises avec le Grand Robert.

Aujourd'hui, pour la première fois, un vrai grand dictionnaire de langue française et un vrai grand dictionnaire de noms propres sont présentés ensemble. Découvrez-les.

La langue : 7 volumes

En 6.000 pages, le Grand Robert dresse un bilan complet de la langue française classique et contemporaine. Chaque mot est illustré de très nombreuses citations (200.000 en tout) empruntées aux meilleurs auteurs de la littérature française, depuis Villon jusqu'à Queneau, Butor ou Le Clézio...

Le Robert

en 7 volumes est le seul dictionnaire à la

analogique et

mot est présenté avec la liste complète de ses synonymes et des contraires (exemple: à "doux", vous trouvez 130 synonymes et 50 contraires). La méthode analogique permet d'enrichir constamment son vocabulaire en retrouvant des mots oubliés et en découvrant des mots inconnus.

Le savoir : 4 volumes

3.200 pages, 40.000 noms propres, des illustrations en couleurs presque à chaque page: le Grand Robert des noms propres est un extraordinaire trésor d'informations sur l'histoire, la géographie, les arts, les lettres et les sciences. Non seulement il répond complètement à toutes les questions, mais sa richesse et sa beauté invitent constamment à le questionner et à lui demander plus.

Le Grand Robert des noms propres est un dictionnaire d'aujourd'hui. Tout ce qui compte dans la vie culturelle quotidienne y a sa place: aussi bien Astérix que Mai 1968, Jacques

fois

alphabétique: chaque

mot est présenté avec la liste complète de ses

synonymes et des contraires (exemple: à "doux",

vous trouvez 130 synonymes et 50 contraires).

La méthode analogique permet d'enrichir constamment son vocabulaire en retrouvant des

mots oubliés et en découvrant des mots inconnus.

Chirac que Charlie Hebdo...

En plus, le Grand Robert des noms propres bénéficie aussi de la méthode analogique: chaque nom propre renvoie aux événements, aux lieux ou aux hommes qui lui sont associés.

Le Grand Robert de la langue française et des noms propres en 11 volumes permet une véritable maîtrise du langage et de la culture d'aujourd'hui.

Pour découvrir tous les avantages que vous rendra le Grand Robert analogique de la langue française et des noms propres en 11 volumes, recevez chez vous, sans aucun engagement, notre documentation détaillée.

Adeline Ziehl, Sympa/CE

LE ROBERT
Dictionnaire analogique de la langue française
et des noms propres.

GRATUIT

BON DE DOCUMENTATION

Envoyez-moi gratuitement et sans aucun engagement de ma part une documentation complète sur le Robert en 11 volumes.

M., Mme, Mlle _____

Adresse _____

A retourner sans affranchir à S.N.L. Le Robert
107, avenue Parmentier - 75011 Paris.

lettres étrangères

(Suite de la page 15.)

Mais dis-je, direz-vous, quel est ce livre ? Quel lien avec Vassilios Vassilikos, dont le nom signifie modestement Roy Royal ? Quel rapport avec l'auteur de Z, des Photographies, du Pust-Harpon, de Lunk II et de la Belle du Rhin ?

Quel rapport ? Un rapport vital, total, un rapport substantiel, essentiel et existentiel, génétique, générique et phylogénétique. Depuis qu'il écrit — et même depuis qu'il n'écrit pas, c'est-à-dire depuis sa dure et tendre enfance — Vassilikos est le creuset de ces deux Grecs, l'endogène et l'exogène, l'autochtone et l'exilé, le comptable de son temps et le conteur de son époque, et toute son œuvre est politiquement, lyriquement, mystiquement la chronique de ce double et éternel voyage : être né tel et être inné ailleurs, être l'homme d'un sol précis et l'homme d'une terre imprécise.

Son œuvre est très exactement le catalogue de ses racines et le manuel de ses exils, et cette œuvre culmine en ce livre, diatribe, c'est-à-dire testament de ce qu'il juge à son présent et au futur : la richesse d'un homme et d'une errance fébrilement creusée, impitoyablement recommandée.

Donc, et pour introduire au triple sens de ce livre, de quoi nous parle-t-il au juste ? On plonge, de qui ? D'un certain Glafkos Thrassakis, pseudonyme imaginaire d'un personnage imaginaire — Lasarus Lazaridis — lui-même pseudo-pseudonyme d'un écrivain réel du nom de Vassilios Vassilikos. En cette œuvre, nous touchons cette zone sensible de la langue grecque où patronyme et substantif, non propre et non commun s'équivalent ou se superposent. Cœur qui commença de battre il y a trente siècles quand un certain Odyssée (Ulysse) décrivit son Odyssée, son Ulysse, fustigeait-il dire. Depuis bientôt trente ans, Vassilikos n'écrit rien moins, à travers une trentaine d'ouvrages dont les titres ne diffèrent que pour mieux nous tromper, n'écrit rien moins que sa Vassilikée, son incessant et difficile retour dans son Ithaque à lui, qui est l'île de Thassos. (...) L'exil politique est devenu une des réalités amères et quotiden-

nes de notre temps. Curieusement, il se déroule selon un axe unique, qui est un axe est-ouest pour l'Europe, un axe ouest-est pour les pays d'Amérique latine. Exilés des sociétés socialistes, rescapés des goulags soviétiques, ou des prisons tchécoslovaques, qui se réfugient dans l'Europe de l'Ouest. Exilés du Chili, de l'Argentine et du Brésil, qui se réfugient eux aussi vers l'Europe. De ce double et constant mouvement, les Français ne semblent pas avoir conscience et n'en perçoivent que des aspects infimes, anecdotiques. On ne connaît plus guère de nos jours d'exilés français en Europe, et nous avons du mal à comprendre, à ressentir les quotidiennes tragédies qui se cachent derrière le mot de réfugié politique.

Une force encluse dans les siècles

Depuis 1949, fin de la guerre civile en Grèce, des milliers de Grecs ont quitté leur pays pour les pays de l'Est ou pour l'Europe. Leurs enfants y ont grandi au point d'oublier quelquefois jusqu'à leur langue maternelle. Là encore, dans les nouvelles écritures au cours de sept années de dictature, et alors qu'il était lui-même un Grec errant d'Italie en Allemagne et d'Allemagne en France, Vassilikos s'est fait le témoin, le chroniqueur de cette nouvelle diaspora.

Mais il est une autre forme d'exil qui est le sujet même de ce livre, une forme moins connue parce qu'une apparence moins dramatique et plus secrète, et que je nommerai l'exil involontaire. Devoir quitter sa terre natale — la Grèce — non parce qu'elle vous y contraignait, parce qu'on y craint la prison ou la déportation, mais parce qu'il est vital de trouver sur la terre une autre subsistance et substance de vie et parce que le vent, soudainement, impérieusement, une force encluse dans les siècles. C'est aussi à cet appel que répond Glafkos Thrassakis quand il décide de partir pour l'Amérique et pour l'Europe.

De nos jours encore, qu'il soit marin, artisan, ouvrier ou intellectuel, n'importe quel Grec sait que tôt ou tard il sera appelé

à partir. C'est en ce sens que Glafkos Thrassakis est à la Grèce d'aujourd'hui ce que d'autres errants furent à celle d'autrefois : une banale — et donc exemplaire — incarnation du destin grec, un être déchiré en qui se lit, s'écrit le millénaire dialogue entre la terre natale et celles lointaines qui vous font naître une seconde fois. Il choisit de partir, mais choisit-il vraiment ? Le vagabond, l'ambulant, choisit-il les chemins ?

Où qu'elle Thrassakis, à Spolète, à Venise, aux U.S.A., à Amsterdam, à Berlin, à Paris, il rencontre la Grèce et les Grecs, et chaque rencontre est, comme



* Vassilikos, dessin de Julien.

en raccourci, en réduction, un retour manqué. Le grand retour, celui qui mène vers la terre natale, apparaît, à mesure qu'il erre et qu'il rêve, comme un mirage inaccessible, un canche-mir où l'on avance sur des chemins qui sans cesse se dérobent. Et l'on trouve là le thème, la hantise de toute gréce. (...) Entre ces départs, ces retours, ces départs à la fois espérés et contrainsts, ces retours à la fois voulus et redoutés, réside le troisième degré de l'exil, le plus

amer et le plus grec, l'exil en son propre pays. (...)

Être un Grec errant aujourd'hui ne signifie plus rencontrer uniquement des Lotophages, des Lestrygones et des Cyclopes. Non que ces créatures mythiques aient vraiment disparu. Elles ont, pris simplement d'autres formes, insidieuses et donc d'autant plus effaçables.

Les Lotophages, ce peuple du Sud où les compagnons d'Ulysse subirent les dangereuses délices de la consommation du lotus, la fleur qui faisait oublier la Grèce, ce sont bien aujourd'hui les peuples d'Occident, des sociétés de consommation où l'ancien paysan d'Égypte devenu ouvrier chez Philips ou Grundig, où l'ancien ouvrier de Salonique devenu mineur en Belgique, où l'ancien enfant des Cyclades devenu marchand de marrons, succombent tôt ou tard aux délices des supermarchés. Là résident les nouveaux Lotophages, et c'est là que l'on rencontre les nouveaux compagnons d'Ulysse et ceux de Glafkos Thrassakis, déjà oubliés du retour. C'est là qu'ils risquent le plus de succomber, de rencontrer de dangereuses délices à quelque CARREFOUR, les amorceusement de victuilles de quelque MAMAMOUTE croyant innover en leurs nouveaux FRISANT UNIQUEMENT les fleurs du pays des Lotophages. Oui, c'est là désormais que s'écrivent les nouvelles Odyssées et c'est ce monde-là notre monde, qui hante tout entier ce livre. C'est ainsi, sans nul doute que naissent les nouveaux mythes, ceux que Vassilikos collectionne inlassablement depuis tant d'années.

Antigone et Pénélope

Dans les Photographies, il remarque tout incidemment que le mot HERAKLES ne désigne plus, pour la plupart des Grecs, qu'une marque de cimentier. De même, MINOS dit avant tout une marque de vin crétois et ANTIGONE (où les néo-mythes vont-ils se nicher, c'est le cas de le dire) des sous-rétements féminins. Ces nouveaux mythes, ces néo-mythes, on les retrouve tout

au long de cette œuvre, et ils sont justement le signe le plus évident, le plus indiscutable que les errances modernes ont inversé leur signification.

Jamais la dérision — mais aussi le bonheur — d'être Grec en ce monde ne furent si bien décrits. À l'inverse de tel héros moderne, le Grec errant n'est jamais un voyageur sans bagage, et surtout sans bagage culturel. Mais voilà bien longtemps qu'il a dû échanger ses mythes à la consigne des mille gares du monde, au transit des aéroports et dans les entrepôts de tous les ports. En échange de quoi (et c'est tout un symbole) ? En échange d'une carte de résident temporaire.

Aujourd'hui, si Ulysse revenait à Ithaque (ou Glafkos Thrassakis-Vassilikos à Thassos) il retrouverait Pénélope gérante de quelque xénona, de quelque hôtel pour touristes. Il faudrait bien un jour dire cette Grèce-là, surtout celle-là, celle qui, pour la première fois de son histoire, n'exporte plus ses mythes dans le reste du monde mais importe le reste du monde venu chercher chez elle les mythes qui l'ont à jamais désertée.

Vassilikos est au cœur de ce

double voyage, entre les mythes anciens qu'il retrouve aux antipodes de la Grèce et les mythes néo-grecs qu'aucun étranger n'a encore aperçus ni perçus. Vassilikos, comme Glafkos Thrassakis, comme tous les Grecs dont il a décrit et partagé la diaspora, est le président de fait des résidents temporaires du monde. Il vit, il écrit, il décrit la Grèce quelque part en Europe, et donc il décrit l'Europe telle qu'aucun des Européens n'est susceptible de la voir. Et il nous renvoie son image ambiguë, car elle est là, indiscutablement, cette véritable Europe, non celle que nous préparons les « Sages » de Strasbourg — nouveaux Solons ou Dracons de notre avenir — mais dans ce mirage vide et scintillant, empli de toutes les lueurs des nouveaux Lotophages et dont il est lui, Lazaridis, lui, Thrassakis, et lui, Vassilikos, le nouveau découvreur et le seul peut-être à n'y pas succomber.

JACQUES LACARRIÈRE

Lentilles de contact souples

On les met et on les oublie...

Fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau, spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles...

Essayez YSOPTIC

80, Bd Malesherbes 75008 PARIS Tél. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

VIET DE PARAITRE

Reich / 1978 2

sexpol

SEXOLOGIE POLITIQUE

EDUCATION



Le « Spécial Reich » est encore en vente contre 20 F à Sexpol, 44, rue du Ruisseau, 75018 Paris.



L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA FRANCE

des origines à nos jours

plus qu'une encyclopédie : un véritable panorama des arts et des idées

Cette collection a comme ambition de traiter de la littérature comme d'une partie de toute l'histoire de notre nation, de faire, en somme, le portrait de chaque époque afin de rendre plus intelligible le portrait de nos écrivains. Ainsi l'histoire de la langue française, l'histoire des idées, des sciences et des arts, l'histoire politique, sociale ou économique, ont ici, et pour la première fois dans un ouvrage de ce genre, toute leur place.

C'est une œuvre collective

Histoire littéraire absolument nouvelle, à laquelle 200 spécialistes, universitaires, écrivains, linguistes, historiens, sociologues, musicologues, critiques ont travaillé en commun plusieurs années, cette collection dirigée par Pierre ABRAHAM et Roland DESNE, offre toutes les garanties de sérieux et d'objectivité dans la recherche.

Directeur des tomes

Tome I - Des origines à 1492 : Jean-Charles PAYEN (faculté de Caen). Tome II - 1492 à 1600 : Henri WEBER (faculté de Montpellier). Tomes III et IV - 1600 à 1715 : Anne UBERSFELD (Sorbonne). Roland DESNE (Université de Reims). Tomes V et VI - 1715 à 1789 : Michèle DUCHET (Ecole normale supérieure de Fontenay) et Jean-Marie GOULEMOT (faculté de Tours). Tomes VII et VIII - 1789 à 1848 : Pierre BARBERIS (Ecole normale supérieure de St-Cloud) et Claude DUCHET (Université de Vincennes). Tomes IX et X - 1848 à 1914 : Claude DUCHET. Tomes XI et XII - 1914 à nos jours : Michel DECAUDIN (Sorbonne) et André DASPRE (Université de Nice).

Tous les genres littéraires

Des classiques au roman policier, des œuvres en langue d'oïl à la bande dessinée, tous les genres littéraires sont traités. Sans préjugés politiques ou d'idéologie, ce n'est une étude ouverte à tous les auteurs des plus connus aux moins connus. L'éclairage nouveau sous lequel ils sont présentés les restitue dans leur époque avec une parfaite authenticité. Ainsi, par l'étude critique des auteurs de tous les genres littéraires, comme de toutes les périodes, cette collection constitue de la manière la plus vivante le meilleur guide pour une compréhension globale de notre patrimoine culturel.

L'iconographie

L'illustration a la double originalité de réunir un nombre d'images encore jamais rassemblées pour accompagner l'étude des écrivains, et de renouveler l'iconographie tant par la manière de la présenter que par le choix des documents peu connus.

Présentation

- 12 volumes élégamment reliés, gravés à l'or fin d'après des fers originaux ;
- Des milliers d'illustrations en noir et couleur, très souvent inédites ;
- Typographie en Times corps 10, impression en deux couleurs avec notes intrapaginales ;
- EN ANNEXE de chaque volume : bibliographie, index des auteurs et des œuvres et de précieux tableaux chronologiques et synoptiques.

Une critique unanime

- "L'Histoire Littéraire de la France" sera de ces très rares réussites totales qui marquent l'histoire de l'édition". Jacques CELLARD - Le Monde
- "Enfin une histoire littéraire comme les socialistes en rêvaient". La Nouvelle Revue Socialiste
- "Ces livres se lisent avec autant de plaisir que de profit". Roger FAYOLLE - SNESUP
- "Une réussite. C'est beau. C'est savoureux. C'est substantiel aussi". Marie-Louise COUDERT - Humanité
- "Cette entreprise réhabilite un genre, une science dont ne peut se passer qui veut comprendre la littérature". Yannick PELLETIER - Humanisme
- "Des cours d'amour aux pieds nickelés... une entreprise stupéfiante, gigantesque... Un effort collectif et individuel immense". Jean PRASTEAT - Le Figaro
- "Pour la première fois, la littérature française est considérée comme un héritage inaliénable de la nation entière". Jean-Marie BORZEIX - Le Quotidien de Paris

le meilleur guide pour une compréhension globale de notre patrimoine culturel

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE à retourner à
CULTURE ARTS ET LETTRES
24 rue de Rocroy, 75010 PARIS

NOM _____
PROFESSION _____
ADRESSE _____

enquête Crise de l'édition ou de l'érudition ?

Sept Presses d'université à la recherche d'un remède

Édition d'érudition, de recherche, savante, scientifique ou universitaire... Les mots recouvrent un domaine difficile à cerner, mal connu, mal diffusé, d'ouvrages plus ou moins spécialisés, très en général à un faible nombre d'exemplaires — exceptionnellement à quelques milliers lorsque le titre est « au programme » d'un grand concours; ces livres-là, on ne les trouve que très rarement chez les libraires, les mass media n'en parlent ordinairement pas, et il leur faut, le plus souvent, une bonne dizaine d'années pour épuiser leurs maigres tirages...

CES livres-là étaient, traditionnellement, en Europe, le rief de maisons familiales, les spécialisées, centennaires, parfois artisanales et qui perpétuaient, avec amour et dévouement, les méthodes d'édition du siècle passé : Vrin, Nizet, Klincksieck, Champion, Picard, Maisonneuve, Mouton, les Belles-Lettres, Droz à Genève, de Gruyter à Berlin, etc. Aujourd'hui, ces dignes et sérieuses maisons traversent une passe difficile, avec des livres dont les tirages s'annulent à cinq mille exemplaires; mon père à deux mille; en 1960, nous en étions à mille et, aujourd'hui, j'en suis à quatre cents...

Un fait est là: l'édition est en crise. Ou plutôt l'édition d'érudition. Et ce marasme survient, paradoxalement, en un moment où la multiplicité de la production universitaire et para-universitaire produit une masse de travaux de plus en plus érudites, et où la maxime américaine « Publish or perish » (« Publier ou périr »), ayant franchi l'Atlantique, oblige chacun à être imprimé pour justifier sa fonction dans l'université. Cette production énorme, comment la sélectionner, comment l'amortir, comment la diffuser ?

La moitié de la production vendue à l'étranger

M. Michel Minard, qui a créé, il y a près de vingt-cinq ans, avec ses propres deniers, une maison qui publie essentiellement des travaux savants de critique et d'histoire littéraires, se montre inquiet pour l'avenir : « L'érudition en péril ? Je ne sais pas. Ce n'est pas seulement la France qu'il y a des difficultés : on constate partout une évolution de la culture, en même temps qu'un abaissement du niveau des étudiants qui fait que le livre d'érudition est peut-être ses dernières années... Les livres sont de plus en plus chers à faire, à vendre, et les débouchés sont de plus en plus restreints pour une littérature ultra-spécialisée qui n'intéresse que les spécialistes. »

Je ne considère pas les éditeurs d'université comme des concurrents qui vont m'enlever le pain de la bouche, et je ne cherche pas à les contester, trop souvent, de n'être qu'une boîte à lettres entre l'imprimeur et l'éditeur et de n'avoir aucune politique éditoriale. De ma génération, je suis le seul qui ait créé une maison d'érudition et je me sens très seul... Il conclut : « Ce n'est pas un travail glorieux. Les best-sellers ne sont pas pour nous. Moi, je n'ai que des invendables. On des peu vendables... »

Des invendables consacrés à l'œuvre d'Apollinaire, de Gide, de Céline, de Claudel, de Camus, de Valéry... Et qui, même ardu ou parcellaire, constituent le fonds irremplaçable grâce auquel s'élaborent les œuvres complètes d'un auteur...

Dans ce domaine, tout a changé depuis 1968. Avant, un éditeur sérieux pouvait compter sur une vente sûre d'environ six cents exemplaires aux bibliothèques françaises et étrangères; la crise des universités américaines, l'assèchement, l'ont qu'on arrive aujourd'hui à deux cents ! Un seul pays constitue un marché en expansion, notamment dans le domaine de la critique littéraire : le Japon ! Or, plus de la moitié de la production savante est vendue à l'étranger.

De leur côté, les étudiants achètent moins et les éditeurs incriminent les « éditions-pirates » par photocopie. Pour y remédier, on a voulu taxer fortement les appareils à photocopier; on invente des encres spéciales « imphotocopiables ». Mais le problème demeure.

Dans les milieux universitaires, sur la lancée du mouvement de régénération de l'université consensuel à mai 68, on a voulu réagir contre les difficultés rencontrées par le livre de recherche en tentant de plus en plus à éditer SOI-MÊME les travaux universitaires afin de créer un lien plus vivant entre l'université et le public. On souhaite s'inspirer de l'exemple des États-Unis, où la moitié de l'édition scientifique est éditée dans les universités; à cette époque, M. Louis Bodin, devenu depuis directeur des Presses de la Fondation des sciences politiques, fit un voyage d'étude aux États-Unis et revint persuadé qu'il fallait transformer la situation : le Cahiers de la Fondation qui existait depuis 1947 chez Armand Colin.

Les « profiteurs »

Jusqu'à là, la plupart des travaux universitaires étaient publiés par une maison d'édition classique liée par contrat avec l'université ou le service de recherche concerné; certains de ces accords subsistent encore : la collection des Annales chez Colin; Dijon aux Belles-Lettres; Rennes, Strasbourg, Orléans, Nanterre, Metz chez Klincksieck; d'autres encore aux Presses universitaires de France (1) ou chez Mouton (dont les bureaux parisiens ont fermé l'an dernier et qui ne subsiste à La Haye comme une division de l'éditeur allemand de Gruyter).

La loi d'orientation prévoit qu'une des missions de l'université est de publier; après 1970, se créa un peu partout un nouveau type d'organismes universitaires, les « services des publications », qui prenaient en charge, du début à la fin, la publication des livres.

A partir de 1972, sur l'initiative des Presses de l'université de Grenoble (PUG) — qui s'étaient constituées alors en société coopérative comprenant environ quatre cents actionnaires, enseignants ou chercheurs — s'est

dessiné un mouvement de création de Presses d'universités — sociétés à responsabilité limitée ou sociétés anonymes — disposant en principe d'une autonomie de décision et de gestion et, dans certains cas, de leur propre circuit de commercialisation. Cela a abouti, il y a à peine un an, à la création de l'Association française des presses d'université (AFPU) qui regroupe pour l'instant sept presses d'universités : les Presses universitaires de Grenoble, les Publications orientalistes de France, les Publications de l'université de Lille-III, les Presses de la Fondation des sciences politiques, les Presses universitaires de Lyon, les Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, les Publications de l'université de Saint-Étienne.

L'AFPU est affiliée à l'Association internationale des presses universitaires en langue française (AIPULF), ce qui permet des contacts et des coopérations avec les universités de Belgique, du Canada, du Liban ou d'Afrique francophone, et notamment l'élaboration d'un catalogue commun.

Cependant, les nouveaux éditeurs, les « profiteurs », ont rencontré un peu partout la méfiance des maisons traditionnelles d'érudition qui ont souvent vu d'un mauvais œil ces chercheurs ou ces enseignants, déjà salariés, soutenus par l'université, et qui ne prennent pas de risque commercial. « Nous voulons nous imposer comme des éditeurs et non comme des distributeurs de livres », explique M. Dominique Roselle, directeur des Publications de Lille-III, président de l'AFPU. Nous voulons publier des ouvrages de qualité internationale qui permettent à la recherche scientifique française de s'affirmer et de maintenir son rayonnement face à l'envahissement des travaux en langue anglaise. Nous passons trop souvent pour des « pirates », des concurrents déloyaux, prétendant privilégier. Nous voulons que les éditeurs se rendent compte que nous avons les mêmes problèmes qu'eux. C'est pour cela que nous sommes entrés au Syndicat national de l'édition.

L'AFPU tentera d'atteindre certains objectifs communs : définir une politique commune face aux libraires en augmentant leurs remises; diversifier la production en éditant à la fois des ouvrages hautement spécialisés sur lesquels on perd de l'argent; et des ouvrages de vulgarisation; mettre sur pied des conditions; organiser des promotions communes, catalogues collectifs; être présents dans les grandes manifestations et foires internationales; améliorer la diffusion en prenant un diffuseur commun, mais ce point reste le plus difficile à réaliser.

Vers un plus large public

Une petite exposition, qui se tient encore à la Maison des sciences de l'homme (2), tente de donner, en cent vingt titres, un aperçu de la personnalité et de la spécificité de chacun. On remarquera notamment la qualité et le soin, le luxe même, des ouvrages de la Fondation des sciences politiques, qui ne veut plus s'en tenir à des études électorales ou d'opinion, et qui met résolument l'accent sur l'histoire et la sociologie et qui s'est attachée à faire un inventaire des ouvrages de la société française de la Belle Époque (enseignement des jeunes filles, entrée en guerre, anciens combattants, etc.), de l'Algérie, du mouvement communiste; des projets de coédition avec les Éditions sociales sont en cours.

Il sera également intéressant de suivre la carrière commerciale du très sérieux ouvrage d'Antoine Prost : les Anciens Combattants et la Société française, 1914-1939, trois forts volumes (au prix de 330 F) parus presque en même temps que le petit volume du même auteur chez « Archives ». Des couvertures plus criardes attireront l'attention sur une option radicalement différente prise par les Publications de Grenoble, par exemple, qui, pour essayer de rompre le cercle du public universitaire, tentent de faire passer une information universitaire vers un plus large public et présentent des études sur Creys-Mailville, sur l'écologie ou sur « le ski en crise », et qui annoncent, par ailleurs, les Œuvres complètes de l'abbé Prévost (huit volumes) et poursuivent la publication de deux collections en coédition avec François Maspéro : « Intervention en économie politique » et « Critique du droit ».

Plus loin, nous retiennent encore les productions des Publications orientalistes de France, avec les « Poèmes d'étranges pays » ainsi que les « Œuvres capitales de la littérature japonaise » au milieu desquelles trône le Ditt de Genji, un événement de l'année littéraire, qui lance un pont entre l'édition savante et le public des lecteurs.

Mais l'érudition a-t-elle pour fin d'être commercialisable ? Le débat n'est pas près d'être clos.

NICOLE ZAND.



* Dessin de PLANTIC.

histoire

Autour d'une momie de Lille

● Un nouveau fragment de la légende d'Œdipe met en cause la malédiction tragique.

UNE découverte d'un grand intérêt pour l'histoire de la littérature antique, faite en 1974 à l'Institut de papyrologie et d'égyptologie de l'université de Lille-III, que dirige Jean Vercoeur, vient d'être portée à la connaissance du public. Dans le cartonnage d'une tête de momie en papier de réimpression, rapportée d'Égypte au début du siècle par Pierre Jouquet, professeur à Lille jusqu'en 1919, se sont trouvés des lambeaux de papyrus sur lesquels on a lu, entre autres, les restes d'un poème lyrique grec, avec un fragment de trente-quatre lignes presque intactes.

Cinquante ans ont passé avant que l'on s'avisât d'examiner l'objet déposé dans une réserve et de dérouter les feuilles. Ce qu'on déchiffra, c'est un texte d'allure archaïque, qui raconte, sous une forme nouvelle, un épisode célèbre de la légende thébaine : la querelle des fils d'Œdipe. Dans le passage le mieux conservé, Jocaste s'adresse au divin Tirésias, père à ses fils. Pour éviter que la malédiction qui pèse sur la descendance d'Œdipe s'accomplisse, elle songe à un accord.

L'édition de ce manuscrit donnée par l'Institut d'égyptologie de Lille (1) contient l'examen papyrologique, la description des fragments du poème et une synthèse des observations communiquées par une trentaine de spécialistes de plusieurs pays, à qui la transcription du papyrus avait été soumise. Au terme de cette consultation, un large consensus s'est dégagé en faveur de l'attribution de ces vers au poète archaïque Stésichore, qui

a vécu autour des années 800 en Sicile, donc plus d'un siècle avant Sophocle. Mais il est évident que, malgré le caractère démocratique de la consultation, il ne s'agit là que d'une hypothèse. L'œuvre de Stésichore est par ailleurs très mal connue. Pour soutenir cette cause, les éditeurs ont eu recours avant tout à des arguments métriques et linguistiques. Une analyse interne du récit fait au contraire ressortir que le fragment fait partie d'une œuvre qui occupait, par rapport aux tragédies connues de la légende des fils d'Œdipe, une position particulière. Le règlement esquissé par Jocaste, dans ce texte nouveau, pour arrêter le conflit qui oppose ses fils, Étéocle et Polyce, — sujet de la pièce d'Eschyle, les Sept contre Thèbes, — correspond à une conception délibérément anti-tragique. En rejetant la vision tragique du destin conçu comme une succession de l'amour et de la haine, qu'on trouve chez Empédocle, la reine construit une position essentiellement politique. Elle invoque la tradition ancienne d'Homère, où le cours des choses est livré à l'arbitraire et à l'inconstance des dieux, pour refuser la loi implacable de la tragédie.

Nous avons présenté cette analyse, qui situe ce texte dans le champ des productions littéraires en Grèce, dans un des Cahiers du centre de recherche philologique de l'université de Lille (2). L'originalité de la science, qui nous est rendue par le hasard, réside à nos yeux dans sa portée critique.

JEAN BOLLACK.

(1) Par les soins de G.-P. Ancher et G. Mettler, dans les Cahiers de recherche de l'Institut de papyrologie et d'égyptologie de Lille, IV, Lille (F.U.), 1977.
(2) Jean Bollack, P. Jodet de la Combe, H. Wismann, La République de Jocaste, Cahiers de philologie, 2, Lille (F.U.) et Paris (Maison des sciences de l'homme), 1977, 25 F.

La Fondation Simone et Cino del Duca
organise, en son hôtel particulier, une série de dialogues sur
"LES PROBLÈMES ACTUELS DE L'HOMME"
1^{er} dialogue : Jeudi 23 Février 1978 à 21 h.
entre
LE PROFESSEUR JEAN HAMBURGER
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES
et
M. MAURICE SCHUMANN
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE - ANCIEN MINISTRE
10, rue Alfred de Vigny 75008 Paris - Tél: 766.01.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE
Important Editeur Parisien
recherche pour création et lancement de nouvelles collections
manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.
Adressez manuscrits et C.V.
3 bis Quai aux Fleurs 75004 PARIS
Tél. 325.85.44
Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

ROBERT LAFFONT
Le premier témoignage direct sur la misère sexuelle dans les prisons.
LA GUILLOTINE DU SEXE
par **JACQUES LESAGE DE LA HAYE**
Collection "VIOLENCE ET SOCIÉTÉ"

L'AN
ministre est satisfait de l'...

CORRIGER LE TH

le refuge formation
proposent une FORMATION MARKETING dans votre Entreprise par système multi média Bédoux S

COTE VARD
RECHERCHES
LOIN DE LA FOULE DANS UN LIVRABLE IMMÉDIAT
PINEDE ST GEORGES

سكينة المصطفى

سكنا من الاموال

ÉDUCATION

L'AIDE A L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ ET LE SCRUTIN DU 12 MARS

Le ministre est satisfait de l'application de sa réforme

M. René Haby, ministre de l'éducation, a passé, le mercredi 15 février, au cours du conseil des ministres, puis lors d'une conférence de presse, le bilan et les perspectives de l'éducation sans attendre la fin de l'année scolaire et la traditionnelle distribution des prix.

Le ministre a commencé par un témoignage de satisfaction en évoquant les conditions dans lesquelles s'applique la réforme dite du « collège unique », « malgré les pronostics et certains mots d'ordre syndicaux ». « Le système des filières », a-t-il dit, est définitivement abandonné. (14 000 élèves sur 150 000 sont dans des classes aménagées) et « le soutien est entré dans les faits dans les trois quarts des classes ». Certes, a reconnu le ministre, l'hétérogénéité des classes de sixième implique que les élèves « mûrissent le contenu normal de la formation primaire ». Pour que cette exigence soit respectée, des instructions seront données à la rentrée prochaine.

Autre motif de satisfaction, selon M. Haby : le peu d'écho rencontré, selon lui, par l'opposition syndicale. Il n'en a pas moins menacé de considérer « comme un service non fait » le renvoi des élèves pendant les réunions des conseils d'école, en

application des dernières consignes du Syndicat national des instituteurs.

Un chapitre des perspectives, M. Haby a surtout insisté sur la situation et la formation des maîtres. Les emplois des 7 500 auxiliaires du second degré (sur 39 000) pris cette année « en sur-nombre » seront maintenus à la rentrée prochaine ; près de 8 000 auxiliaires de l'enseignement professionnel seront titularisés et « les surnuméraires utilisés en remplacement des maîtres absents pourraient devenir un volant permanent de couverture des besoins de remplacement ». M. Haby a précisé, d'autre part, comment, dans l'état actuel de son étude, il envisageait la formation des maîtres conformément aux objectifs présentés à Blois par le premier ministre : dans le second degré, les concours du CAPES et de l'agrégation seraient maintenus, mais « une année supplémentaire de préparation serait organisée en vue de réaliser no-

De bonne guerre scolaire

Le ministre de l'éducation a convoqué, pour le vendredi 17 février, le Conseil supérieur de l'éducation nationale afin de lui soumettre plusieurs projets de décrets d'application de la loi Guemour sur l'aide à l'enseignement privé. Auparavant, il aura tenté, pour la troisième fois, la guerre de communication. Depuis un an et demi — c'est-à-dire depuis la publication du premier état du plan socialiste — les partisans de l'enseignement privé ont multiplié les alarmes. Ils ont aussi marqué des points : les socialistes ont dû mettre beaucoup d'eau dans le vin de la laïcité combattante et, surtout, la majorité sortante a adopté, avec la loi Guemour, votée à la fin de la session de printemps, un dispositif de protection sur lequel la gauche au pouvoir aurait du mal à revenir d'emblée.

en dix jours, de réunir le Conseil de l'enseignement général et technique (C.E.G.T.), mais en vain, car les syndicats d'enseignants et les parents d'élèves Cornec refusent encore de s'y associer. (« Le Monde » des 10 et 15 février.)

Une mobilisation des appareils de l'enseignement

L'approche des élections a provoqué une mobilisation des « appareils » de l'enseignement privé : des gestionnaires — bénévoles — de centres d'enseignement aux anciens élèves, qui viennent de déclarer que chacun devrait avoir « présent à l'esprit, au moment où il choisira son candidat, le danger qui pèse sur l'enseignement privé », en passant par le président des parents d'élèves, chacun y va de sa mise en garde. M. Henri Lefebvre, président de l'UNAPEL, écrit dans l'éditorial de la Famille éducatrice de février, intitulé « L'heure du choix » : « Demain, la liberté d'enseignement peut disparaître (...). Parents, quelles que soient vos divergences politiques, sociales

ou religieuses, choisissez la liberté. »

A la base, les rumeurs pessimistes, encouragées par l'attitude du sommet, vont bon train. L'organisation de gestion d'une école catholique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a fait diffuser auprès des parents d'élèves une circulaire où on lit notamment : « En attendant la nationalisation, qui ferait disparaître le caractère propre de nos écoles que vous avez choisies, nous serions dans l'obligation de multiplier par dix le montant des scolarités (...). Ce serait une décision qui nous semblait importante de souligner à quelques semaines des élections législatives. Que chacune, que chacun fasse son devoir et vote en son âme et conscience. »

« Le sérieux des études »

Ce conflit d'appareils correspond-il profondément à l'état de l'opinion française ? Quel sera le poids de ce débat dans l'issue des élections du 12 et du 19 mars ? Un sondage publié par la Vie et réalisé par l'IFOP a montré qu'un électeur sur cinq seulement tiendrait compte et que plus des deux tiers des Français ne se mobiliseraient pas contre une nationalisation. Le même sondage indique que, pour les Français, l'éducation nationale n'est pas la raison principale qui conduit des parents à inscrire leurs enfants dans l'enseignement privé : c'est le « sérieux des études » qui vient en tête, suivi à égalité par « la discipline et l'encadrement des élèves » et « l'éducation religieuse ». Selon la loi, c'est son « caractère propre » qui justifie l'aide de l'Etat à l'enseignement privé. Le sondage de la Vie l'atteste : chacun met ce qu'il veut derrière cette expression vague.

BRUNO FRAPPAT.

« CORRIGER LE TIR »

M. Haby n'aime pas paraître moine de manquer d'enthousiasme, comme ce fut le cas il y a une semaine devant l'Association des journalistes universitaires (le Monde du 10 février). C'est pourquoi il a éprouvé, selon sa propre expression, le besoin de « corriger le tir », en réalisant un bilan très équilibré de son action ministérielle. A ce bilan, pourtant, il n'a pas manqué — époque oblige — d'ajouter une distribution de promesses à l'égard des enseignants et d'attaques contre les opposants syndicaux et politiques. Il n'a pas manqué, notamment, le Syndicat national des instituteurs parlant à son égard d'« obstruction politico-syndicale ». Il a voulu ne plus voir derrière le Syndicat national des instituteurs (SNI) et le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) que les

deux « principaux partis du programme commun ».

Il a accusé le SNI, la Fédération Cornec — et à travers eux le parti socialiste — d'« attitude antidémocratique » et d'« attaques contre la personne du ministre de l'éducation ». Il est vrai que les syndicats ne lui ménagent pas actuellement les critiques. « Je regrette, a-t-il dit, cette surenchère entre leaders syndicaux qui se disputent en vue des honneurs futurs ».

L'une des principales corrections de tir faites par M. Haby a consisté à affirmer qu'il était très préoccupé par la réforme de la formation des maîtres : d'« obstruction politico-syndicale », il a voulu ne plus voir derrière le Syndicat national des instituteurs (SNI) et le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) que les

Le gouvernement reprend à son compte la proposition Guemour sur les établissements agricoles

Le conseil des ministres du 15 février a approuvé un projet de loi sur l'aide à l'enseignement agricole, dit loi Guemour, par le Conseil constitutionnel le 19 janvier. Selon ce texte, l'Etat pourra reconnaître les établissements agricoles privés qui en feront la demande. L'aide financière dont ils bénéficieront comprendra la couverture des dépenses de personnel d'enseignement et des frais de fonctionnement. Son montant, précis le communiqué du conseil des ministres, sera égal au coût moyen pour l'Etat, par élève, des formations de même objet et de même qualité que dans l'enseignement agricole public.

Dans un message adressé à l'Assemblée générale du conseil national de l'enseignement agricole privé, M. Giscard d'Estaing explique que cette loi, approuvée par le Parlement à la session d'automne 1977, « avait fait l'unanimité de tous les hommes de bonne volonté » et qu'une initiative « dont les auteurs portent devant les familles et l'opinion la responsabilité n'a pas permis de la promouvoir ».

Commentant la décision du conseil des ministres, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, a estimé que ce projet répondait à « une exigence de justice vis-à-vis de soixante-dix mille familles auxquelles il ne peut être demandé une contribution plus importante », et à l'égard des enseignants.

Déposée par M. Guy Guemour, député R.P.R. du Finistère, la proposition de loi avait, après son adoption, fait l'objet d'un recours au Conseil d'Etat. Mais le Conseil d'Etat a rejeté le recours le 15 février. Le gouvernement cherchait à faire oublier (...) la situation de crise grave dans laquelle se trouve l'enseignement agricole dans son ensemble. Les socialistes soulignent que « les crédits destinés à l'enseignement agricole public ont diminué en valeur réelle chaque année ». M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, a précisé que le nouveau projet de loi sera d'abord déposé sur le bureau du Sénat.

Des élèves de plusieurs lycées techniques, des Hauts-de-Seine, notamment de Cligny, Courbevoie et Colombes, ont manifesté, le 14 février, pour protester contre le projet de suppression de postes d'agents au lycée technique de Cligny. De nombreuses absences d'élèves sont encore signalées ce jeudi 16 février, notamment dans les lycées de Cligny et de Courbevoie. Les cours ont cependant lieu normalement partout.

le refuge formation
institut de formation professionnelle continue

propose une
FORMATION MARKETING
dans votre Entreprise
par système multi média Bedaux SMM

5 films 1 livre
1 manuel de T.P. 1 série de diapos.

Formation adaptée aux besoins réels des cadres de l'Entreprise sous la direction d'un amateur

LE REFUGE FORMATION - 30, rue de Chabrol, 75010 Paris
Téléphone 246.92.51

Je désire recevoir gratuitement une documentation concernant la Formation Marketing SMM.

Entreprise : _____
Adresse : _____
Nom du destinataire : _____ Tél : _____

POINT DE VUE

Le président de la République a donc demandé au gouvernement de préparer un projet de loi sur l'enseignement agricole privé, reprenant celui que le Conseil constitutionnel vient d'annuler. Plus rien ne surprend plus personne de la part du gouvernement et du lobby de l'enseignement privé, aux intérêts confondus sans pitié. Ni la précipitation ni l'absence de scrupules qui en disent long sur leurs intentions.

Ainsi, pour satisfaire l'impatience de ce lobby, a-t-on vu le ministre de l'éducation décider ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait jamais osé : bousculer les calendriers, les procédures, pour que le Conseil d'enseignement, le Conseil supérieur de l'éducation nationale donnent avant les élections un avis sur des décrets qui installent la division scolaire et les écoles d'endorsement.

Toutes affaires cessantes, comme tous les maîtres coupés au coin du bois, — comme si notre pays n'avait d'autre souci, son gouvernement et le lobby de l'enseignement

Les termites

par GUY GEORGES (*)

privé font feu de tout bois comme ces gens cupides qui, profitant de l'inattention de leurs hôtes, font razzia sur tout ce qu'ils peuvent emporter. Et ce sont ces bonnes âmes qui orientent au chat écorché : ce sont toujours les termites qui accablent les charpentiers.

En réalité, il leur faut détruire l'école publique, l'école de la République, qui les gêne.

Le nouvel épisode de cette opération concerne l'enseignement agricole. Il est éditant et mérité, certainement, qu'on en raconte ici l'histoire. On pourrait trouver chez La Fontaine la fable qui lui ressemble et commencer, comme M. Giscard d'Estaing, par : « Il était une fois... » mais sans parabole inutile. Il y a un peu plus d'une dizaine d'années, existaient des cours post-scolaires agricoles publics, bien implantés sur tout le territoire, souvent bien équipés, efficaces, animés par des instituteurs titulaires qui apportaient une bonne formation aux adolescents de plus de quatorze ans du milieu rural, surtout agricole. Il y avait en face de ces cours des maisons familiales qui supportaient mal la comparaison.

En 1967, était appliquée la loi prolongeant la scolarité jusqu'à seize ans : les cours post-scolaires agricoles publics devaient se soumettre à la loi ; l'accueil des adolescents de plus de quatorze ans leur était ainsi refusé. Curieusement les maisons familiales étaient dispensées de cette obligation et se sont empressées d'en profiter.

Dernier temps de l'opération. Des lois relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle, ont été promulguées le 16 juillet 1977. Les pouvoirs publics en ont déduit que les cours post-scolaires agricoles — devenus entre-temps, pour subsister

ÉCOLE ET SOCIALISME
Revue trimestrielle

Numéro spécial :
COMPARAISON DES PROJETS ÉDUCATIFS DE LA GAUCHE
Parti socialiste
Parti communiste
Programme commun

★
Abonnement d'un an : 40 F.
« ÉCOLE ET SOCIALISME »,
41, rue de Chabrol, 75010 PARIS

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

- ★ Hôtel confortable et école dans le même bâtiment
- ★ 5 heures de cours par jour pas de limite d'âge
- ★ Petits groupes (maximum 8 étudiants)
- ★ Enseignement des toutes les matières
- ★ Laboratoire de langues modernes
- ★ École reconnue par le ministre de l'Éducation anglaise
- ★ Piscine intérieure chauffée, sauna, etc. Situation tranquille bord de mer

Écrivez à :
RESIDENCY RAMSBATE
EXT. 14
Tél. : 01-274-12-12
4, rue de la Penitence
95 - GAMBONNE
Tél. : 959-26-33 en soirée

COTE VAROISE FACE A LA MER
RECHERCHONS APPARTEMENT

LOIN DE LA FOULE DANS UN GRAND PARC FLEURI - stop
LIVRABLE IMMEDIATEMENT - stop - POSSIBILITE DE LOCATION - stop
PINEDÉ ST GEORGES A ST MANDRIER NOUS INTERESSE - stop

Bon à retourner à la Pinède Saint-Georges,
B.P. 9 - 83430 SAINT-MANDRIER
pour recevoir une documentation en couleur

la Pinède
Saint-Georges

Nom : _____ M7
Adresse : _____
on peut apprécier le site sur place 7 jours sur 7 (face au port de Saint-Mandrier). Tél. : (04) 94 97 03

STAGES LINGUISTIQUES EN ANGLETERRE

OISE Oxford Intensive School of English

Pour un séjour vraiment profitable :
Programme de cours individualisés, familles choisies, niveaux scolaires, universitaires, adultes : programme loisirs.

O.I.S.E. (Information) 16, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris Tél. 224.42.22

LA PENSÉE UNIVERSITAIRE

LA GUILLOTIN DU SEXE
par JACQUES LÉVY DE LA HAYE
Collection VIOLENCE ET SOCIÉTÉ

Le premier témoignage sur la misère sexuelle des prisonniers

Sur une illusion d'acoustique

Pour l'archéologie industrielle

Un « plan minimum d'urgence »

SPORTS

— **RIEAULT-MENESTIERE, LENORMAND, 12, rue Hippolyte-Lesbats**
(75009), 578-13-52.

L'ESPOIR GRAVE

68 78
d'après le roman
d'HELENE BLASKINE
adapté par
SANDRA MONTAIGU
et
CHRISTIAN BOUTHRON

THÉÂTRE D'EDGAR
322-11-02

théâtre de 793.63.12

maximilien
noblesse
bernard chartreux
jean jourdeuil

direction du travail : bernard sobel

THÉÂTRE FONTAINE
LE ROI DES CONS
DE WOLINSKI
MISE EN SCÈNE ET ADAPTATION
SÉRIEUSE DE CLAUDE CONFORTE
SPECIAL
JE VOTE
POUR MOI
AVEC
BERNARD MENET
JACQUES GRIPPEL
MICHEL MULLER
SOPHIE AGACINSKI
LOCATION ABBES ET THÉÂTRE : 894 74 40

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLE PLEYEL, dimanche 19 février, 14 h 30, mardi 21 février, 18 h 30 et 21 h.
VISA HONG KONG
UNE CHINE MILLENAIRE FACE À L'OCCIDENT
Réal et film
GUY SAINT-CLAIR
Aberdeen - Macao - Fêtes des lanternes - Fêtes Bonshéou - Montage
Marionnettes - Vie du port - Danse du Dragon - Drogué - Kung Fu

GEORGE-V - U.G.C. BIARRITZ - GAUMONT RICHELIEU - BRETAGNE
GAUMONT CONVENTION FAUVETTE - U.G.C. DANTON - VICTOR - HUGO PATHÉ
BELLE-ÉPINE PATHÉ Thois - MULTICINÉ Champigny - TRICYCLE Asnières
FRANÇAIS Enghien - FLANADES Sarcelles - PARLY 2



MIMSY FARMER
PASCAL SELLIER

L'AMANT DE POCHE

UN FILM DE
BERNARD QUEYSANNE

Interdit aux moins de 13 ans.

CE SOIR - A 21 h.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Régital de
JEAN-BERNARD
POMMIER
Haydn, Beethoven, Schumann,
Chopin
Au profit de l'œuvre sociale
de l'O.S.T.

LE PIERROT LUNAIRE

par le Groupe
« CONTRASTES »
Jeudi 16 février à 21 heures
LES GÉMEAUX
Centre d'Action Culturelle
49, avenue G.-Clemenceau
92220 SOAUX
TEL. 698-05-64

cie morin-timmerman

barouffe
à chioggia
goldoni

Des hommes et des femmes vrais
comme la rue et dans comme le théâtre.
(La Croix) Tout est intelligent, chaleureux, miraculeusement
capable... (Quot. de Paris) Un
des meilleurs spectacles de Paris.
(Valeurs Actuelles)

théâtre 13
du 18 janvier au 28 février
24 rue David Paris 13e - 599.05.99

l'Avant-Scène

février
théâtre l'Esplanade 10 F
Mise en scène et adaptation
Régital de
JEAN-BERNARD
POMMIER
Haydn, Beethoven, Schumann,
Chopin
Au profit de l'œuvre sociale
de l'O.S.T.

Maisons Pressa, Bureaux ou, par
correspondance, 27 rue Saint-André
des Arts 75006, CDP Paris 75003 00 V.

THÉÂTRE MONTPARNASSE



PEINES DE COEUR
CHASSE
ANGLAISE
PAR LE GROUPE TSE
LOCATION ABBES ET THÉÂTRE : 894 74 40

IRCAM

le temps musical

EIC dir. P. Boulez

du 17 au 22 février - 20 h 30
séances de travail
publiques
ven. 17 - Ligeti
sam. 18 - Messiaen
dim. 19 - Stockhausen
lun. 20 - Boulez
mer. 22 - Carter
Grande Salle
CENTRE G. POMPIDOU
loc. 278.79.95

Jeudi 23 février - 18 h
séance de synthèse
avec
R. Barthes, G. Deleuze,
M. Foucault
Grande Salle
CENTRE G. POMPIDOU

Jeudi 23 février - 20 h 30
concert final
avec
Deborah Cook, soprano
Pierre-Laurent Almadar piano
THEATRE DE LA VILLE
loc. 274.11.24

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h 30 : Giselle.
Comédie-Française, 20 h 30 : Soirée
littéraire Paul Valéry.
Chaillet, grande salle, 20 h 30 :
Meurtre dans la cathédrale -
Gémier, 20 h 30 : Candide.
Petit-Odeon, 18 h 30 : Les Inqui-
études de M. Deimont.
T.S.F., 20 h 30 : Ensemble à vent
M. Bourgue, sol. C. Kling (Mozart).
Gymnase, 20 h 30 : Gémier.
Petit T.S.F., 20 h 30 : Théâtre de
chambre
Centre Pompidou, 18 h 30 : Ecriture
sur écriture (débats) 20 h 30 :
Fantasio Miss Madona.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 22 h 30 : Le Dérail-
lé.
Théâtre de la Ville, 18 h 30 : Pascal
Auberson, 20 h 30 : Jacky Farady.

Les autres salles

Aire Libre, 18 h 30 : La Maison de
l'Instituteur.
Antoine, 20 h 30 : Raymond Devos.
Arts-Études, 20 h 30 : Si l'on veut,
l'es cou.
Atelier, 21 h : La Mouette.
Athènes, 21 h : Les Deux Femmes.
Bouffes-du-Nord, 20 h 30 : Ubu.
Bouffes-Parisiens, 20 h 30 : Le Petit-
Fils du chapeau.
Centre culturel du Marais, 20 h 30 :
Quel ?
Centre culturel du 13, 20 h 30 :
Fantasio, 22 h : L'Étalon net.
Centre culturel suédois, 20 h 30 :
Amour maternel; Charlie McDeath.
Centre Mandapa, 21 h : Trois petites
vieilles et puis s'en vont.
Cité internationale, La Galerie,
20 h 30 : Britannicus.
Grande salle, 21 h : Les Fugues à
New-York.
Comédie des Champs-Élysées,
20 h 30 : Le Dérailé pour Lippa.
Espace Cardin, 20 h 30 : Cripule.
Fontaine, 21 h : Le Roi des coqs.
Gymnase, 21 h : Coluche.
Hichette, 20 h 30 : Les Cantatrices
chauffe; la Lapon.
H. Tardieu, 20 h 30 : Louise la
Péruvienne.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h 30 :
Les Bains et les Forêts; 20 h 30 :
Les Bains et les Forêts.
Lucernaire, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Midi, 20 h 30 : L'Inde la fête.
Michodière, 20 h 30 : Les Rustres.
Montparnasse, 21 h : Trois lits pour
deux.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h 30 : F. Brunold;
22 h : Les Femmes rompus; 23 h :
Dupeyron.
Les Blancs-Manteaux, 20 h 30 :
Bouffes-du-Nord, 20 h 30 : Ubu.
La Bretonnerie, 21 h : C'est pour
de rire.
Café d'Edgar, 19 h 30 : Un petit
bruit qui court; 22 h 30 : Les
Autruches - 22 h 30 : La Vie
de jeunesse.
Café de la Gare, 22 h : Plantons
sous la suite.
Le Comptable, 20 h 30 : Le Petit
Bouffon; 22 h : La Cruche
enchante.
Au Coupe-Chou, 22 h : Les Frères
ennemis; 23 h 30 : Les Mystères
du confessionnal.
Cour des Miracles, 20 h 30 : A. Sachs;
21 h : Promesse ou dessert;
22 h 30 : Des Croquantes.
Le Fanal, 18 h 30 : B. Amas.
Lucernaire, 20 h 30 : J.-P. Sentier.
La Miroiterie de bannanes, 20 h 30 :
France Léa; 22 h 30 : J.-N. Dupré.
Petit Bain - Novotel, 21 h : En atten-
dant la troisième lune; 22 h 30 :
D. Wetterwald.
Petit Casino, 21 h : Du duc au duc;
22 h 30 : J.-C. Montali.
Petit T.S.F., 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts; 22 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Petit T.S.F., 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts; 22 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Petit T.S.F., 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts; 22 h 30 : Les Bains et les
Forêts.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30 : A. Brendel, piano (Schu-
bert).
Salle Pleyel, 21 h : J.-B. Pommer.
Régital de
JEAN-BERNARD
POMMIER
Haydn, Beethoven, Schumann,
Chopin
Au profit de l'œuvre sociale
de l'O.S.T.

Les autres salles

Aire Libre, 18 h 30 : La Maison de
l'Instituteur.
Antoine, 20 h 30 : Raymond Devos.
Arts-Études, 20 h 30 : Si l'on veut,
l'es cou.
Atelier, 21 h : La Mouette.
Athènes, 21 h : Les Deux Femmes.
Bouffes-du-Nord, 20 h 30 : Ubu.
Bouffes-Parisiens, 20 h 30 : Le Petit-
Fils du chapeau.
Centre culturel du Marais, 20 h 30 :
Quel ?
Centre culturel du 13, 20 h 30 :
Fantasio, 22 h : L'Étalon net.
Centre culturel suédois, 20 h 30 :
Amour maternel; Charlie McDeath.
Centre Mandapa, 21 h : Trois petites
vieilles et puis s'en vont.
Cité internationale, La Galerie,
20 h 30 : Britannicus.
Grande salle, 21 h : Les Fugues à
New-York.
Comédie des Champs-Élysées,
20 h 30 : Le Dérailé pour Lippa.
Espace Cardin, 20 h 30 : Cripule.
Fontaine, 21 h : Le Roi des coqs.
Gymnase, 21 h : Coluche.
Hichette, 20 h 30 : Les Cantatrices
chauffe; la Lapon.
H. Tardieu, 20 h 30 : Louise la
Péruvienne.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h 30 :
Les Bains et les Forêts; 20 h 30 :
Les Bains et les Forêts.
Lucernaire, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Midi, 20 h 30 : L'Inde la fête.
Michodière, 20 h 30 : Les Rustres.
Montparnasse, 21 h : Trois lits pour
deux.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h 30 : F. Brunold;
22 h : Les Femmes rompus; 23 h :
Dupeyron.
Les Blancs-Manteaux, 20 h 30 :
Bouffes-du-Nord, 20 h 30 : Ubu.
La Bretonnerie, 21 h : C'est pour
de rire.
Café d'Edgar, 19 h 30 : Un petit
bruit qui court; 22 h 30 : Les
Autruches - 22 h 30 : La Vie
de jeunesse.
Café de la Gare, 22 h : Plantons
sous la suite.
Le Comptable, 20 h 30 : Le Petit
Bouffon; 22 h : La Cruche
enchante.
Au Coupe-Chou, 22 h : Les Frères
ennemis; 23 h 30 : Les Mystères
du confessionnal.
Cour des Miracles, 20 h 30 : A. Sachs;
21 h : Promesse ou dessert;
22 h 30 : Des Croquantes.
Le Fanal, 18 h 30 : B. Amas.
Lucernaire, 20 h 30 : J.-P. Sentier.
La Miroiterie de bannanes, 20 h 30 :
France Léa; 22 h 30 : J.-N. Dupré.
Petit Bain - Novotel, 21 h : En atten-
dant la troisième lune; 22 h 30 :
D. Wetterwald.
Petit Casino, 21 h : Du duc au duc;
22 h 30 : J.-C. Montali.
Petit T.S.F., 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts; 22 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Petit T.S.F., 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts; 22 h 30 : Les Bains et les
Forêts.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30 : A. Brendel, piano (Schu-
bert).
Salle Pleyel, 21 h : J.-B. Pommer.
Régital de
JEAN-BERNARD
POMMIER
Haydn, Beethoven, Schumann,
Chopin
Au profit de l'œuvre sociale
de l'O.S.T.

Les autres salles

Aire Libre, 18 h 30 : La Maison de
l'Instituteur.
Antoine, 20 h 30 : Raymond Devos.
Arts-Études, 20 h 30 : Si l'on veut,
l'es cou.
Atelier, 21 h : La Mouette.
Athènes, 21 h : Les Deux Femmes.
Bouffes-du-Nord, 20 h 30 : Ubu.
Bouffes-Parisiens, 20 h 30 : Le Petit-
Fils du chapeau.
Centre culturel du Marais, 20 h 30 :
Quel ?
Centre culturel du 13, 20 h 30 :
Fantasio, 22 h : L'Étalon net.
Centre culturel suédois, 20 h 30 :
Amour maternel; Charlie McDeath.
Centre Mandapa, 21 h : Trois petites
vieilles et puis s'en vont.
Cité internationale, La Galerie,
20 h 30 : Britannicus.
Grande salle, 21 h : Les Fugues à
New-York.
Comédie des Champs-Élysées,
20 h 30 : Le Dérailé pour Lippa.
Espace Cardin, 20 h 30 : Cripule.
Fontaine, 21 h : Le Roi des coqs.
Gymnase, 21 h : Coluche.
Hichette, 20 h 30 : Les Cantatrices
chauffe; la Lapon.
H. Tardieu, 20 h 30 : Louise la
Péruvienne.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h 30 :
Les Bains et les Forêts; 20 h 30 :
Les Bains et les Forêts.
Lucernaire, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Midi, 20 h 30 : L'Inde la fête.
Michodière, 20 h 30 : Les Rustres.
Montparnasse, 21 h : Trois lits pour
deux.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h 30 : F. Brunold;
22 h : Les Femmes rompus; 23 h :
Dupeyron.
Les Blancs-Manteaux, 20 h 30 :
Bouffes-du-Nord, 20 h 30 : Ubu.
La Bretonnerie, 21 h : C'est pour
de rire.
Café d'Edgar, 19 h 30 : Un petit
bruit qui court; 22 h 30 : Les
Autruches - 22 h 30 : La Vie
de jeunesse.
Café de la Gare, 22 h : Plantons
sous la suite.
Le Comptable, 20 h 30 : Le Petit
Bouffon; 22 h : La Cruche
enchante.
Au Coupe-Chou, 22 h : Les Frères
ennemis; 23 h 30 : Les Mystères
du confessionnal.
Cour des Miracles, 20 h 30 : A. Sachs;
21 h : Promesse ou dessert;
22 h 30 : Des Croquantes.
Le Fanal, 18 h 30 : B. Amas.
Lucernaire, 20 h 30 : J.-P. Sentier.
La Miroiterie de bannanes, 20 h 30 :
France Léa; 22 h 30 : J.-N. Dupré.
Petit Bain - Novotel, 21 h : En atten-
dant la troisième lune; 22 h 30 :
D. Wetterwald.
Petit Casino, 21 h : Du duc au duc;
22 h 30 : J.-C. Montali.
Petit T.S.F., 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts; 22 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Petit T.S.F., 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts; 22 h 30 : Les Bains et les
Forêts.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30 : A. Brendel, piano (Schu-
bert).
Salle Pleyel, 21 h : J.-B. Pommer.
Régital de
JEAN-BERNARD
POMMIER
Haydn, Beethoven, Schumann,
Chopin
Au profit de l'œuvre sociale
de l'O.S.T.

Les autres salles

Aire Libre, 18 h 30 : La Maison de
l'Instituteur.
Antoine, 20 h 30 : Raymond Devos.
Arts-Études, 20 h 30 : Si l'on veut,
l'es cou.
Atelier, 21 h : La Mouette.
Athènes, 21 h : Les Deux Femmes.
Bouffes-du-Nord, 20 h 30 : Ubu.
Bouffes-Parisiens, 20 h 30 : Le Petit-
Fils du chapeau.
Centre culturel du Marais, 20 h 30 :
Quel ?
Centre culturel du 13, 20 h 30 :
Fantasio, 22 h : L'Étalon net.
Centre culturel suédois, 20 h 30 :
Amour maternel; Charlie McDeath.
Centre Mandapa, 21 h : Trois petites
vieilles et puis s'en vont.
Cité internationale, La Galerie,
20 h 30 : Britannicus.
Grande salle, 21 h : Les Fugues à
New-York.
Comédie des Champs-Élysées,
20 h 30 : Le Dérailé pour Lippa.
Espace Cardin, 20 h 30 : Cripule.
Fontaine, 21 h : Le Roi des coqs.
Gymnase, 21 h : Coluche.
Hichette, 20 h 30 : Les Cantatrices
chauffe; la Lapon.
H. Tardieu, 20 h 30 : Louise la
Péruvienne.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h 30 :
Les Bains et les Forêts; 20 h 30 :
Les Bains et les Forêts.
Lucernaire, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Midi, 20 h 30 : L'Inde la fête.
Michodière, 20 h 30 : Les Rustres.
Montparnasse, 21 h : Trois lits pour
deux.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h 30 : F. Brunold;
22 h : Les Femmes rompus; 23 h :
Dupeyron.
Les Blancs-Manteaux, 20 h 30 :
Bouffes-du-Nord, 20 h 30 : Ubu.
La Bretonnerie, 21 h : C'est pour
de rire.
Café d'Edgar, 19 h 30 : Un petit
bruit qui court; 22 h 30 : Les
Autruches - 22 h 30 : La Vie
de jeunesse.
Café de la Gare, 22 h : Plantons
sous la suite.
Le Comptable, 20 h 30 : Le Petit
Bouffon; 22 h : La Cruche
enchante.
Au Coupe-Chou, 22 h : Les Frères
ennemis; 23 h 30 : Les Mystères
du confessionnal.
Cour des Miracles, 20 h 30 : A. Sachs;
21 h : Promesse ou dessert;
22 h 30 : Des Croquantes.
Le Fanal, 18 h 30 : B. Amas.
Lucernaire, 20 h 30 : J.-P. Sentier.
La Miroiterie de bannanes, 20 h 30 :
France Léa; 22 h 30 : J.-N. Dupré.
Petit Bain - Novotel, 21 h : En atten-
dant la troisième lune; 22 h 30 :
D. Wetterwald.
Petit Casino, 21 h : Du duc au duc;
22 h 30 : J.-C. Montali.
Petit T.S.F., 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts; 22 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Petit T.S.F., 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts; 22 h 30 : Les Bains et les
Forêts.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30 : A. Brendel, piano (Schu-
bert).
Salle Pleyel, 21 h : J.-B. Pommer.
Régital de
JEAN-BERNARD
POMMIER
Haydn, Beethoven, Schumann,
Chopin
Au profit de l'œuvre sociale
de l'O.S.T.

Les autres salles

Aire Libre, 18 h 30 : La Maison de
l'Instituteur.
Antoine, 20 h 30 : Raymond Devos.
Arts-Études, 20 h 30 : Si l'on veut,
l'es cou.
Atelier, 21 h : La Mouette.
Athènes, 21 h : Les Deux Femmes.
Bouffes-du-Nord, 20 h 30 : Ubu.
Bouffes-Parisiens, 20 h 30 : Le Petit-
Fils du chapeau.
Centre culturel du Marais, 20 h 30 :
Quel ?
Centre culturel du 13, 20 h 30 :
Fantasio, 22 h : L'Étalon net.
Centre culturel suédois, 20 h 30 :
Amour maternel; Charlie McDeath.
Centre Mandapa, 21 h : Trois petites
vieilles et puis s'en vont.
Cité internationale, La Galerie,
20 h 30 : Britannicus.
Grande salle, 21 h : Les Fugues à
New-York.
Comédie des Champs-Élysées,
20 h 30 : Le Dérailé pour Lippa.
Espace Cardin, 20 h 30 : Cripule.
Fontaine, 21 h : Le Roi des coqs.
Gymnase, 21 h : Coluche.
Hichette, 20 h 30 : Les Cantatrices
chauffe; la Lapon.
H. Tardieu, 20 h 30 : Louise la
Péruvienne.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h 30 :
Les Bains et les Forêts; 20 h 30 :
Les Bains et les Forêts.
Lucernaire, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Midi, 20 h 30 : L'Inde la fête.
Michodière, 20 h 30 : Les Rustres.
Montparnasse, 21 h : Trois lits pour
deux.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h 30 : F. Brunold;
22 h : Les Femmes rompus; 23 h :
Dupeyron.
Les Blancs-Manteaux, 20 h 30 :
Bouffes-du-Nord, 20 h 30 : Ubu.
La Bretonnerie, 21 h : C'est pour
de rire.
Café d'Edgar, 19 h 30 : Un petit
bruit qui court; 22 h 30 : Les
Autruches - 22 h 30 : La Vie
de jeunesse.
Café de la Gare, 22 h : Plantons
sous la suite.
Le Comptable, 20 h 30 : Le Petit
Bouffon; 22 h : La Cruche
enchante.
Au Coupe-Chou, 22 h : Les Frères
ennemis; 23 h 30 : Les Mystères
du confessionnal.
Cour des Miracles, 20 h 30 : A. Sachs;
21 h : Promesse ou dessert;
22 h 30 : Des Croquantes.
Le Fanal, 18 h 30 : B. Amas.
Lucernaire, 20 h 30 : J.-P. Sentier.
La Miroiterie de bannanes, 20 h 30 :
France Léa; 22 h 30 : J.-N. Dupré.
Petit Bain - Novotel, 21 h : En atten-
dant la troisième lune; 22 h 30 :
D. Wetterwald.
Petit Casino, 21 h : Du duc au duc;
22 h 30 : J.-C. Montali.
Petit T.S.F., 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts; 22 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Petit T.S.F., 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts; 22 h 30 : Les Bains et les
Forêts.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 16 février

Théâtre Oblique, 18 h 30 : L'ignorant
et le Fou; 22 h 30 : Les Lèvres.
Théâtre Paris-Nord, 20 h 30 : Sarah
Bernhardt.
Théâtre la Pléiade, 20 h 30 : Le
Psychopompe.
Théâtre de la Plaine, 20 h 30 :
Théâtre Présent, 20 h 30 : La Tour
de Nesle.
Théâtre Ratajevic, 20 h 30 : L'Écon-
neur perdu de Katharina Blum.
Théâtre de la Rue d'Ulm, 20 h 30 :
Marchands d'avenir.
Théâtre Saint-Médard, 20 h 30 : Cen-
trillon.
Théâtre 13, 20 h 30 : Barouffe à
chioggia.
Théâtre 21, 20 h 30 : La Ménagerie
de vers.
Théâtre le 23-Rue-Dumais, 20 h 30 :
Demandons l'impossible.
Tristan-Bernard, 21 h : Oï Peppina.
Variétés, 21 h : L'Amour, la mort
et le diable.
Variétés, 21 h : Fête de Broadway.

Les autres salles
Aire Libre, 18 h 30 : La Maison de
l'Instituteur.
Antoine, 20 h 30 : Raymond Devos.
Arts-Études, 20 h 30 : Si l'on veut,
l'es cou.
Atelier, 21 h : La Mouette.
Athènes, 21 h : Les Deux Femmes.
Bouffes-du-Nord, 20 h 30 : Ubu.
Bouffes-Parisiens, 20 h 30 : Le Petit-
Fils du chapeau.
Centre culturel du Marais, 20 h 30 :
Quel ?
Centre culturel du 13, 20 h 30 :
Fantasio, 22 h : L'Étalon net.
Centre culturel suédois, 20 h 30 :
Amour maternel; Charlie McDeath.
Centre Mandapa, 21 h : Trois petites
vieilles et puis s'en vont.
Cité internationale, La Galerie,
20 h 30 : Britannicus.
Grande salle, 21 h : Les Fugues à
New-York.
Comédie des Champs-Élysées,
20 h 30 : Le Dérailé pour Lippa.
Espace Cardin, 20 h 30 : Cripule.
Fontaine, 21 h : Le Roi des coqs.
Gymnase, 21 h : Coluche.
Hichette, 20 h 30 : Les Cantatrices
chauffe; la Lapon.
H. Tardieu, 20 h 30 : Louise la
Péruvienne.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h 30 :
Les Bains et les Forêts; 20 h 30 :
Les Bains et les Forêts.
Lucernaire, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Midi, 20 h 30 : L'Inde la fête.
Michodière, 20 h 30 : Les Rustres.
Montparnasse, 21 h : Trois lits pour
deux.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.
Moulin, 20 h 30 : Les Bains et les
Forêts.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h 30 : F. Brunold;
22 h : Les Femmes rompus; 23 h :
Dupeyron.
Les Blancs-Manteaux, 20 h 30 :
Bouffes-du-Nord, 20 h 30 : Ubu.
La Bretonnerie, 21 h : C'est pour
de rire.
Café d'Edgar, 19 h 30 : Un petit
bruit qui court; 22 h 30 : Les
Autruches - 22 h 30 : La Vie
de jeunesse.
Café de la Gare, 22 h : Plantons
sous la suite.
Le Comptable, 20 h 30 : Le Petit
Bouffon; 22 h : La Cruche
enchante.
Au Coupe-Chou, 22 h : Les Frères
ennemis; 23 h 30 : Les Mystères
du confessionnal.
Cour des Miracles, 20 h 30 : A. Sachs;
21 h : Promesse ou dessert;
22 h 30 : Des Croquantes.
Le Fanal, 18 h 30 : B. Amas.
Lucernaire, 20 h 30 : J.-P. Sentier.
La Miroiterie de bannanes, 20 h 30 :
France Léa; 22 h 30 : J.-N. Dupré.
Petit Bain - Novotel, 21 h : En atten-
dant la troisième lune; 2

Le Monde

régions

ENVIRONNEMENT

Les décisions du comité interministériel

- M. Jean-François Saglio est nommé délégué à la qualité de la vie
- Une « agence de l'air » est installée à Metz

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a annoncé, mercredi 15 février, la création de la délégation à la qualité de la vie. Ce nouvel organisme résulte, en réalité, du regroupement de la mission de l'environnement rural et urbain (MERU), de la cellule d'aménagement du temps et du service des études du tourisme.

Disposant d'environ cent quarante fonctionnaires il aura pour mission de lutter contre le bruit, de faciliter l'accès aux loisirs, d'aménager le temps et de développer la vie associative. Ce sera donc le troisième « grand » service de l'environnement avec celui de la protection de la nature et celui de la prévention des nuisances.

Le délégué à la qualité de la vie est M. Jean-François Saglio — jusqu'ici directeur de la prévention des nuisances — qui, provisoirement, cumulera les deux fonctions.

Cette mini-réforme interne est donc plus une clarification qu'une réelle extension des compétences du ministère de la culture et de l'environnement. Elle ne s'accompagne en effet d'aucun accroissement des moyens, ni en personnel ni en crédits. Cependant, selon M. d'Ornano, le nouveau délégué aura plus de poids qu'un simple chef de service pour coordonner l'action des divers ministères qui concourent à la qualité de la vie.

Le ministre a, d'autre part, présenté les décisions du comité interministériel d'action pour la

nature et l'environnement (CIANE) qui s'est réuni le mardi 14 février. Le comité a réparti entre soixante-huit opérations la première tranche 1978 des crédits du Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (FIANE), soit 81 millions de francs. On y relève notamment les mesures suivantes :

• **Pollution atmosphérique** : une agence de l'air dotée d'un crédit de démarrage de 5 millions de francs sera installée à Metz dans le courant de cette année. Elle aidera les industriels à s'équiper, surveillera la pollution de l'air et informera le public. Avec quels moyens ? M. d'Ornano a indiqué que l'agence disposerait en 1978 d'une ligne budgétaire dotée de 30 à 50 millions de francs. Abandonnerait-on le principe « qui pollue paie » ? En fait, il n'est pas impossible que plus tard, malgré les réserves des sociétés concernées, on recoure finalement à une taxe sur les combustibles.

• **Pollution des eaux** : le comité a approuvé les grandes lignes d'un plan de quinze ans pour la reconquête de la qualité des eaux de rivière et des eaux continentales. Il y a affecté, pour 1978, 16 millions de francs.

• **Lutte contre le bruit** : différentes actions bénéficieront d'une dotation de 4 millions de francs, dont l'établissement avec trois villes de plans d'action communaux de lutte contre le bruit.

• **Aménagement du temps** : douze localités seront encoura-

gées à lancer des expériences d'aménagement du temps.

• **Protection de la faune** : un contrat va être signé avec les scientifiques du Muséum d'histoire naturelle pour qu'ils dressent l'inventaire des espèces menacées et qu'ils organisent un système de surveillance continue. La galerie des rapaces du Jardin des plantes de Paris sera rénovée, première étape d'un réaménagement complet de la ménagerie.

• **Milieu rural** : plusieurs expériences d'aménagement écologique de rivières vont être financées dans le Gers, les Vosges et les Landes. Vingt départements seront encouragés à se doter d'un réseau de chemins ruraux ouverts aux randonneurs.

• **Espaces verts** : l'ouverture au public de jardins privés, la signature de contrats verts d'agglomérations, l'aide aux jardins familiaux bénéficieront de 11 millions de francs.

• **Vie associative** : la formation des responsables d'association, l'information du public et l'aide aux chantiers de jeunes reçoivent 11 millions de francs.

Enfin, M. d'Ornano a présenté le premier rapport français sur l'état de l'environnement (1). Ce rapport annuel, qui avait été demandé par le président de la République à l'instar de ce qui

(1) L'état de l'environnement, rapport annuel 1976-1977, 2 tomes. La documentation française, 29, quai Voltaire, 75346 Paris Cedex 07.

se fait aux Etats-Unis et en Allemagne, se présente sous la forme d'un gros ouvrage en deux tomes de cinq cents pages au total.

Il s'agit non pas d'une description scientifique de l'écosystème France — tâche pour l'instant impossible à mener — ou même d'une évaluation du patrimoine « nature » de l'Hexagone, mais d'un bilan des actions menées par les pouvoirs publics en faveur de l'environnement. Le document, illustré de graphiques, de tableaux et de cartes, a été rédigé par les agents de l'administration. Sa première livraison n'évite pas le piège de l'autosatisfaction. Cependant, il est amélioré et publié chaque année, comme on l'a promis, il peut devenir un utile instrument de contrôle du public sur les actions du pouvoir en faveur de la qualité de la vie.

MARC AMBROISE-RENDU.

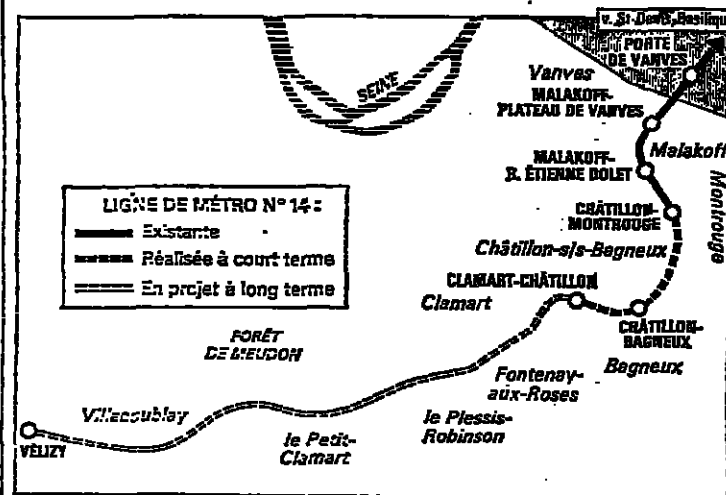
(M. Jean-François Saglio, quarante et un ans, ancien élève de Polytechnique et de l'Ecole des mines, a été directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse pendant deux ans, avant de devenir, de 1968 à 1973, chargé de mission auprès du président Pompidou. En 1973, il fut nommé directeur de la prévention des nuisances au ministère de l'environnement.)

Compétent, méthodique, persévérant, disposant d'appuis politiques non négligeables (il est le suppléant de M. Maurice Lemaire, député R.P.R. des Vosges), M. Saglio est devenu un « Monsieur anticipation » particulièrement efficace. C'est à son service — et à l'action des six agences de l'eau dont il a la tutelle — que l'on doit, entre autres, l'amélioration de la qualité des rivières, ainsi que la multiplication des contrats et programmes de branches passés avec les industriels.]

Ile-de-France

LE PROLONGEMENT DE LA LIGNE DE MÉTRO N° 13

La station Châtillon est déplacée



La R.A.T.P. vient de modifier le projet de prolongement de la ligne n° 13 (Saint-Denis-Basilique - Châtillon-Montrouge) dans les Hauts-de-Seine, en direction de Villetaube.

La nouvelle ligne n° 13 a été créée en novembre 1976 par la jonction des anciennes lignes n° 13 et 14; elle doit être prolongée au nord vers Stains, au sud vers Villetaube. Or, si ces deux projets ne sont pas encore programmés, le prolongement jusqu'à Châtillon avec deux stations nouvelles (Bagnex-Voie des Suisses et Châtillon) était considéré comme « engagé » par la Régie.

La décision de commencer les travaux était néanmoins suspendue à la « définition des projets d'urbanisme de Châtillon ».

La station qui portait ce nom devait desservir un grand centre intercommunal où l'on devait

trouver 100 000 mètres carrés de bureaux, 5 000 logements et 20 000 mètres carrés de commerces. Ce projet, trop ambitieux, a finalement dû être abandonné, et la R.A.T.P. a modifié ses projets en conséquence. La ligne sera plus longue d'un kilomètre environ; la station Bagnex-Voie des Suisses sera déplacée afin de mieux desservir les centres de Bagnex et de Châtillon et prenant le nom de ces deux communes sera construite au-dessus du carrefour de Chartres, à Châtillon.

La ligne sera ensuite prolongée d'un kilomètre en direction de Clamart et se terminera par une seconde station : Clamart-Châtillon, située au-dessus de la RN 306.

Le coût total du projet est estimé à 215 millions de francs, dont 60 ont déjà été affectés par la Régie. En 1978, la R.A.T.P. devra mener une enquête d'utilité publique et une étude d'impact. Les travaux qui seront financés à 40 % par la Régie, à 30 % par l'Etat et à 30 % par la région ne pourront commencer qu'en 1980. Ils devraient être terminés en 1982.

Reste à savoir si le conseil régional d'Ile de France inscrira — et à quelles conditions — sa participation dans ses prochains budgets.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

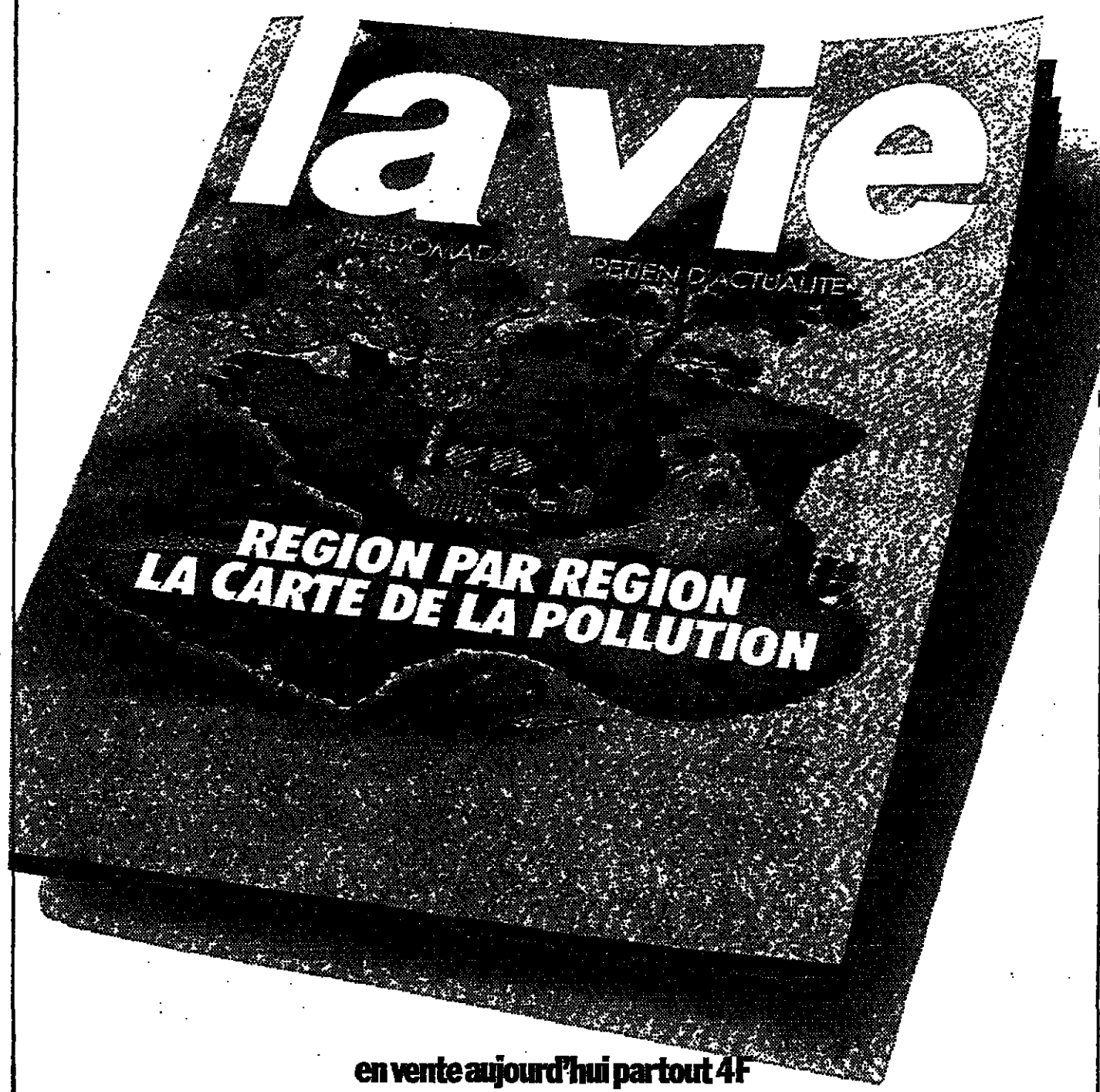
Languedoc-Roussillon

UNE CHARTE CULTURELLE POUR L'AVEYRON

La charte culturelle du département de l'Aveyron a été signée le mercredi 15 février dans les locaux du ministère de la culture et de l'environnement. Selon ce document, l'Etat versera dès cette année une somme de 100 000 francs destinée à la restauration de l'ancienne maison d'arrêt d'Espalion et de la filature de Salles-la-Sourde; ces bâtiments abriteront des expositions d'art traditionnel. Les travaux prévus pour d'autres monuments historiques du département seront financés à 50 % par des subventions nationales. Enfin, une semaine culturelle de l'Aveyron sera organisée au mois de juillet 1978.

• **Paris au secours des oiseaux**. — Le service des parcs et jardins de la Ville de Paris et la Ligue de protection des oiseaux viennent de mettre en place deux cent cinquante mangeoires dans les squares de la capitale. Mieux : les passereaux sont particulièrement affectés par les rigueurs de l'hiver. On estime qu'il leur faudra jusqu'à 1 600 kg de graines pour tenir jusqu'au printemps. La Ligue lance un appel pour aider à financer cette opération. S'adresser : L.P.O., 29, rue du Mont-Valérien, 92210 Saint-Cloud.)

Français, qui pollue votre région?



en vente aujourd'hui partout 4F

Le commerce franco-chinois

apparences et la réalité

Le commerce franco-chinois, tel qu'il apparaît dans les statistiques officielles, est en fait très complexe. Les chiffres ne reflètent pas toujours la réalité. Les échanges commerciaux entre la France et la Chine ont connu une croissance importante ces dernières années. Cependant, il est difficile d'évaluer précisément l'impact de ces échanges sur l'économie française. Les apparences peuvent être trompeuses, et il est essentiel de regarder de plus près la réalité du commerce franco-chinois.

Le commerce franco-chinois est en pleine expansion. Les échanges commerciaux entre la France et la Chine ont connu une croissance importante ces dernières années. Cependant, il est difficile d'évaluer précisément l'impact de ces échanges sur l'économie française. Les apparences peuvent être trompeuses, et il est essentiel de regarder de plus près la réalité du commerce franco-chinois.

Le commerce franco-chinois est en pleine expansion. Les échanges commerciaux entre la France et la Chine ont connu une croissance importante ces dernières années. Cependant, il est difficile d'évaluer précisément l'impact de ces échanges sur l'économie française. Les apparences peuvent être trompeuses, et il est essentiel de regarder de plus près la réalité du commerce franco-chinois.

Le commerce franco-chinois est en pleine expansion. Les échanges commerciaux entre la France et la Chine ont connu une croissance importante ces dernières années. Cependant, il est difficile d'évaluer précisément l'impact de ces échanges sur l'économie française. Les apparences peuvent être trompeuses, et il est essentiel de regarder de plus près la réalité du commerce franco-chinois.

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEV

Dev	15/02	16/02	17/02
Argentine	110	110	110
Australie	110	110	110
Belgique	110	110	110
Bretagne	110	110	110
Bulgarie	110	110	110
Canada	110	110	110
Chili	110	110	110
Colombie	110	110	110
Congo	110	110	110
Costa Rica	110	110	110
Cuba	110	110	110
Dominique	110	110	110
Egypte	110	110	110
El Salvador	110	110	110
Equateur	110	110	110
Espagne	110	110	110
Etats-Unis	110	110	110
France	110	110	110
Grèce	110	110	110
Inde	110	110	110
Indonésie	110	110	110
Irak	110	110	110
Iran	110	110	110
Israël	110	110	110
Italie	110	110	110
Japon	110	110	110
Liban	110	110	110
Libéria	110	110	110
Libye	110	110	110
Malaisie	110	110	110
Maldives	110	110	110
Mali	110	110	110
Mexique	110	110	110
Mozambique	110	110	110
Népal	110	110	110
Niger	110	110	110
Nigeria	110	110	110
Oman	110	110	110
Pakistan	110	110	110
Panama	110	110	110
Paraguay	110	110	110
Pérou	110	110	110
Portugal	110	110	110
Roumanie	110	110	110
Royaume-Uni	110	110	110
Saoud Arabie	110	110	110
Senegal	110	110	110
Singapour	110	110	110
Soudan	110	110	110
Soudan du Sud	110	110	110
Sri Lanka	110	110	110
Suisse	110	110	110
Syrie	110	110	110
Taiwan	110	110	110
Tanzanie	110	110	110
Tchad	110	110	110
Togo	110	110	110
Tonkin	110	110	110
Tunisie	110	110	110
Turquie	110	110	110
Uruguay	110	110	110
Venezuela	110	110	110
Zaire	110	110	110

TAUX DES EURO-MONNAIES

Dev	15/02	16/02	17/02
Argentine	110	110	110
Australie	110	110	110
Belgique	110	110	110
Bretagne	110	110	110
Bulgarie	110	110	110
Canada	110	110	110
Chili	110	110	110
Colombie	110	110	110
Congo	110	110	110
Costa Rica	110	110	110
Cuba	110	110	110
Dominique	110	110	110
Egypte	110	110	110
El Salvador	110	110	110
Equateur	110	110	110
Espagne	110	110	110
Etats-Unis	110	110	110
France	110	110	110
Grèce	110	110	110
Inde	110	110	110
Indonésie	110	110	110
Irak	110	110	110
Iran	110	110	110
Israël	110	110	110
Italie	110	110	110
Japon	110	110	110
Liban	110	110	110
Libéria	110	110	110
Libye	110	110	110
Malaisie	110	110	110
Maldives	110	110	110
Mali	110	110	110
Mexique	110	110	110
Mozambique	110	110	110
Népal	110	110	110
Niger	110	110	110
Nigeria	110	110	110
Oman	110	110	110
Pakistan	110	110	110
Panama	110	110	110
Paraguay	110	110	110
Pérou	110	110	110
Portugal	110	110	110
Roumanie	110	110	110
Royaume-Uni	110	110	110
Saoud Arabie	110	110	110
Senegal	110	110	110
Singapour	110	110	110
Soudan	110	110	110
Soudan du Sud	110	110	110
Sri Lanka	110	110	110
Suisse	110	110	110
Syrie	110	110	110
Taiwan	110	110	110
Tanzanie	110	110	110
Tchad	110	110	110
Togo	110	110	110
Tonkin	110	110	110
Tunisie	110	110	110
Turquie	110	110	110
Uruguay	110	110	110
Venezuela	110	110	110
Zaire	110	110	110

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

Le conseil de Monnaie de Monnaie, a décidé de maintenir le taux de l'euro-monnaie à 110. Cette décision a été prise après une série de consultations avec les autorités compétentes. Le conseil a estimé que ce taux était le plus approprié pour assurer la stabilité du marché monétaire.

économie

ÉTRANGER

APRÈS LA DÉGRADATION DE LA BALANCE ANGLAISE EN JANVIER

«Achetez britannique», conseille le gouvernement aux milieux d'affaires

De notre correspondant

Londres. — Les milieux officiels britanniques sont préoccupés par la brusque dégradation de la balance des paiements courants qui a accusé en janvier — après cinq mois d'excédents — un déficit de 179 millions de livres, soit environ 1,7 milliard de francs (voir nos éditions d'hier).

Ce revirement de tendance crée beaucoup de perplexité dans la mesure où les facteurs « passagers » (pétrole de la mer du Nord, fret aérien et naval, commerce des pierres précieuses) devaient affecter cette fois favorablement

la balance des paiements. L'ajustement saisonnier tenant compte des vacances de fin d'année, des mauvaises conditions générales du commerce mondial, l'accroissement exceptionnel (17 %) des importations alimentaires — en anticipation de la dévaluation de la livre — l'augmentation de 27 % des importations de produits chimiques, ne peuvent entièrement expliquer la mauvaise performance commerciale de janvier. « Le pire est peut-être encore à venir », estime-t-on dans les milieux officiels où l'on note que les effets de l'appréhension de la livre (1) ne se feront sentir que plus tard dans l'année.

préoccupent encore davantage, dans la mesure où elle est intervenue avant l'accroissement prévu des dépenses de consommation des ménages. La reconstitution des stocks, l'achat de matières premières (en hausse de 7 %) et de produits semi-finis, l'achat de biens d'équipement, auxquels l'industrie a procédé en anticipant l'augmentation de la demande, ne peuvent faire oublier la tendance de fond qui est à la croissance de volume des produits manufacturés (+ 13 % entre 1976 et 1977) et des biens de consommation achetés à l'étranger.

En définitive, on craint à Whitehall que l'augmentation des dépenses de consommation conduise à une hausse rapide des importations, alors que le volume des exportations s'accroît moins rapidement que prévu. Dans ce contexte, M. Callaghan a jugé nécessaire de demander aux exportateurs de faire de nouveaux efforts et aux importateurs d'« acheter britannique » dans toute la mesure du possible.

Malgré tout, les milieux officiels gardent un optimisme pour le long terme, estimant que la balance des paiements sera excédentaire de 1,5 milliard de livres à l'automne 1978. A court terme, les dernières statistiques ne peuvent que renforcer M. Healey, chancelier de l'Échiquier, dans sa détermination de résister aux pressions des syndicats. Ceux-ci demandent une augmentation sensible du pouvoir d'achat,

recommandant une « injection » de 4 milliards de livres dans l'économie, alors que M. Healey envisage pas d'aller au-delà d'un maximum de 2 milliards.

HENRI PIERRE.

LA DETTE EXTÉRIÈRE DU PORTUGAL REPRÉSENTE PRÈS DE 28 % DU PRODUIT NATIONAL

« Le gouvernement portugais cherche à maintenir l'équilibre politique de dépréciation graduelle de l'escudo en tenant compte des différences de taux d'inflation au Portugal et chez nos principaux partenaires commerciaux aussi bien que de réévaluation dans le temps de la situation des réserves d'or et de devises », a déclaré à la fin de la semaine dernière M. Vítor Constâncio. Le nouveau ministre de l'économie et des finances paraît aussi écarter une brutale dépréciation de la monnaie portugaise dont la valeur — flottante mais contrôlée par les autorités monétaires — continuera à perdre 0,5 % à 1 % chaque mois.

La dette extérieure du Portugal atteint 4,5 milliards de dollars, a précisé M. Constâncio, ce qui représente 27,1 % du produit national. La réduction du déficit de la balance des paiements (1,3 milliard de dollars) « devra s'accompagner de sacrifices », a conclu le ministre.

France

Le Monde

l'attribution de la médaille de Mérite
l'attribution Châtillon est dépla

Le commerce franco-chinois

Les apparences et la réalité

1977 a été une année catastrophique pour les échanges franco-chinois. Du quatrième rang fin 1976, la France a régressé au quinzième. Cette phrase est revenue sans cesse dans la presse tant pendant le voyage de Li Chiang, ministre du Commerce extérieur, en France, en décembre 1977, comme pendant celui de Raymond Barre en Chine, en janvier.

Cela est vrai statistiquement, mais non sur le terrain des contacts. Il y a toujours un décalage entre les prises de commandes et les livraisons. La durée varie suivant le bien concerné, le décalage étant évidemment plus grand en ce qui concerne les biens d'équipement que les biens de consommation. Ce premier poste représente 95 % des exportations françaises vers la Chine. Il y a, en l'occurrence, un ou deux ans d'écart.

Si l'année 1977 est mauvaise statistiquement, cela signifie qu'en 1975 et en 1976 les contacts en vue d'éventuelles négociations se sont espacés. La balance des échanges, disent les Chinois, est due à la « bande des quatre ». Ce groupe préconise un développement plus lent, mais chinois, un recours moins grand à la technologie étrangère.

Depuis juillet 1977, avec la conférence sur le commerce extérieur à Pékin et le retour de M. Teng Hsiao-ping, la position chinoise a changé sur la base des principes suivants : il faut accélérer le développement économique ; il existe un patrimoine de connaissance technique de l'humanité, il n'y a pas de raison que la Chine n'y accède pas.

Depuis 1977, les contacts et les missions dans les deux sens se sont développés. Des contrats ont été signés (électronique, machine-outil...). Ceux qui vont régulièrement en Chine et qui suivent les affaires au jour le jour notent une reprise, bien

qu'elle ne soit pas encore perceptible dans les chiffres. Elle se manifeste en 1978.

Ce qui pourrait reprendre cette année — mais ne serait comptabilisé qu'en 1979 ou en 1980, — ce sont les achats d'usines complètes. La France a présenté plusieurs offres. Certaines ont été discutées ou vont l'être. Les premières datent de 1974 (notamment pendant la grande exposition française à Pékin). On les croyait enterrées. Elles pourraient relancer sur place. Elles concernent principalement l'énergie (centrales de différents types) et la pétrochimie (produits chimiques de base, engrais, fibres synthétiques). D'autres demandes sont nouvelles ou plutôt concernent les mêmes secteurs en s'appuyant sur des techniques plus nouvelles. Plusieurs explications peuvent être données aux retards constatés.

Le plan quinquennal qui couvre la période 1976-1980 a dû être revu. Ce sera un plan intérimaire 1979-1980 dont les grands objectifs devraient être mis au point fin 1977 (les plans chinois sont toujours confidentiels). D'autre part, la première série d'usines achetées en 1973-1974 commence à peine à fonctionner. Il paraît logique d'attendre leur entrée en service définitive avant de se lancer dans une deuxième série d'achats massifs.

Enfin, le paiement des usines achetées pendant que M. Teng Hsiao-ping était pour la première fois vice-premier ministre, avait entamé les réserves de la Banque de Chine. Celle-ci semble maintenant reconstruite et se situe aux environs de 3 milliards de dollars.

On peut supposer que ces différents problèmes étant résolus, on verra en 1978 se poursuivre la reprise des échanges franco-chinois de 1977.

MARTINE FRANCE,
chargée de cours à Paris-TVI.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
U. S. ...	4,8250 4,8300	+ 110 + 100	+ 230 + 220	+ 730 + 720
D. ...	4,8240 4,8261	+ 50 + 150	+ 210 + 200	+ 630 + 720
(100) ...	2,0095 2,0105	+ 90 + 140	+ 230 + 250	+ 630 + 750
... ..	2,2225 2,2235	+ 110 + 100	+ 250 + 230	+ 850 + 800
... ..	2,1605 2,1615	+ 110 + 100	+ 170 + 230	+ 690 + 700
(100) ...	14,9200 14,9250	+ 350 + 600	+ 750 + 1050	+ 1350 + 2350
... ..	2,5265 2,5285	+ 170 + 230	+ 400 + 470	+ 1220 + 1350
(100) ...	2,5265 2,5335	+ 110 + 50	+ 170 + 150	+ 840 + 690
... ..	9,2355 9,2405	+ 180 + 320	+ 420 + 550	+ 1150 + 1410

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16
	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
U. S. ...	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
D. ...	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
(100) ...	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
... ..	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
... ..	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
(100) ...	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
... ..	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16
... ..	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16	1/16

Vous donnez ci-dessus les notes pratiquées sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de cotation par une grande banque de la place.

Manufrance. — Le conseil d'administration de Manufrance, doit désigner le nouveau G. de l'entreprise après la mission de M. Henri Font-le se réunira le 17 février et le 18 comme il était initialement prévu.

Cent dix-sept licenciements dans les établissements Caillard à Havre. — Un projet de

cent dix-sept licenciements (sur cinq cent quatre-vingts salariés) a été annoncé le mardi 14 février aux représentants du personnel des établissements Caillard, une entreprise du Havre spécialisée dans la réparation navale. Pour protester contre ce projet, les ouvriers de Caillard ont symboliquement occupé les locaux de leur entreprise durant la réunion du comité d'établissement.

la Sécurité Routière vous informe

20 000 VIES SAUVEES EN CINQ ANS

De 1972 à 1977, le nombre annuel des tués sur les routes françaises a été ramené de 17 000 à 13 000 environ. De nombreuses vies ont donc été épargnées.

Si les pouvoirs publics n'avaient pas engagé une politique vigoureuse de sécurité routière, l'accident aurait sans doute continué. En cinq ans, 20 000 vies humaines ont été sauvées et 30 milliards de francs économisés pour le pays.

Ces résultats sont largement dus à deux mesures qui ont demandé la coopération des usagers de la route et qui ont fait la preuve de leur efficacité :

- les limitations de vitesse
- l'attestation de la ceinture de sécurité.

UN PETIT CLIC VAUT MIEUX QU'UN GRAND CHOC

La France a été le premier pays d'Europe à rendre obligatoire l'utilisation de la ceinture de sécurité : depuis juillet 1973 pour la circulation sur route ; depuis janvier 1975 pour la circulation en agglomération — de 22 h à 6 h du matin — et sur les voies rapides en ville.

Les ceintures sont de plus en plus pratiques. Aujourd'hui les ceintures à enrouleur équipent la plupart des voitures neuves.

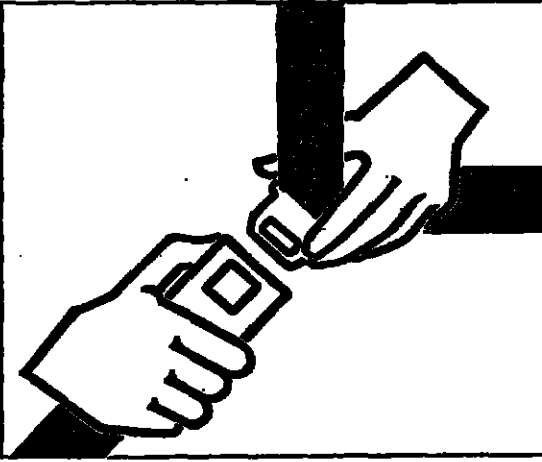
POURQUOI LA CEINTURE DE SECURITE ?

Sur plus de 120 000 accidents analysés, il est apparu que le risque d'accident mortel était divisé par plus de deux pour ceux qui utilisaient la ceinture de sécurité. Pourquoi ?

- parce qu'à 80 km/h en cas de choc brutal, les occupants d'une voiture, non ceinturés, sont projetés en avant par une force de 40 à 50 fois supérieure à leur poids. Seule la ceinture de sécurité peut absorber cette énergie ;
- parce qu'à moins de 90 km/h, l'accident est très rarement mortel avec une ceinture de sécurité.

20 000 VIES SAUVEES EN 5 ANS. CONTINUONS

Notre prochain communiqué : les limitations de vitesse



Le cair d'est Hens
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.

PRIME

Le savoir c'est Gilet
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.

PRIME

Le savoir c'est Saitou
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.

PRIME

ABU DHABI
BAHREIN DUBAI
DOHA MUSCAT

الخطوط الجوية العربية
GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

SOCIAL

La grève à la Sécurité sociale est surtout suivie à Paris, à Lyon et à Toulouse

A l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C., une grève de trois jours — du 15 au 17 février inclus — est partiellement et inégalement observée dans les caisses de sécurité sociale pour appuyer les revendications des techniciens (150 000 sur 160 000 employés). L'ordre de grève concerne les seuls techniciens, qui réclament une qualification et une rémunération supérieures, bien que la C.F.D.T., seule, ait appelé tous les employés à cesser le travail.

Selon l'Union nationale des caisses de sécurité sociale (UNANSS), organisme paritaire chargé de la gestion du personnel, 15 % seulement des employés étaient en grève, mercredi 15 février ; mais le taux des grévistes, chez les seuls techniciens, variait de 0 à 3 % dans l'Est et en Normandie jusqu'à 30 % à Paris et

80 % à Lyon et à Toulouse. Pour ces dernières régions, la C.G.T. parle d'un « mouvement de grande ampleur » avec des taux de participation de 80 % à 100 %.

Séquestration d'un président F.O.

Ce conflit a éclaté à la caisse d'allocation familiale de la région parisienne où depuis deux semaines les techniciens occupent le centre informatique. Des incidents de son côté, mardi dernier, des cadres ainsi que le président, M. Jean Brissot (F.O.), et le vice-président, M. Maurice Paris (C.N.F.P.), ont été bloqués, cinq heures, dans leurs bureaux. Le C.N.F.P., dans un communiqué, dénonce cette « séquestration » et ces « procédés intolérables ».

Une nouvelle dénonciation par la C.G.T. des milices patronales

Dans la nuit du 5 juin 1977, à Reims, un commando armé de quatre ouvriers en grève aux Verrières mécaniques champenoises. M. Pierre Malin, un syndicaliste de la C.G.T., est mortellement blessé d'un coup de carabine. Son meurtrier, Léonotte appartenant à la C.F.T.C., est autour de ce crime qu'il a été déposé lundi 13 février entre les mains de M. Michel Jeannot, à Reims.

JEAN BENOIT.

★ L'assassin était chez Citroën, par Marcel Caille. Editions sociales, 255 pages, 36 F.

Après les *Triumphs du patronat* et *Henri Reims*, militant chez *Simca-Chrysler*, voici donc, tout aussi explosif et bourré de noms, d'accusations précises, le troisième volet de cette trilogie qui entend dénoncer les milices patronales « en révélation », a déclaré M. Marcel Caille, secrétaire de la C.G.T.

un Expert vous dit : Votez utile
BRILLANT 1 carat
Blanc Extra Pur 10^x certifié
16-2-78, 45.000 F net i.t.c.
JEAN TOUR depuis 100 ans
12 av. Victor-Hugo 92015 553 8671

Royaume Hachémite de Jordanie SOCIÉTÉ DES EAUX Projet d'approvisionnement en eau de la région d'Akaba Préqualification des entrepreneurs

La Société des Eaux invite les entrepreneurs de Génie Civil expérimentés à demander les formulaires d'inscription pour la pré-qualification des soumissionnaires en vue d'un contrat de travaux faisant partie du Projet sus-mentionné.

Ce contrat de travaux comportera les rubriques de travaux suivantes :

1. Bâtiment d'une centrale électrique de 2 MW, bâtiment administratif, logement, vées de puits et routes ;
2. Réservoirs en ciment ;
3. Canalisation principale d'environ 92 km de long et de 450 à 800 mm de diamètre ;
4. Canalisation de collecte sur les champs de puits représentant une longueur totale de 23 km, de 250 à 700 mm de diamètre ;
5. Lignes aériennes de transport d'électricité de 11 KV d'une longueur totale de 23 km.

Les soumissions seront appelées à la fin mai 1978 et le contrat devra être entièrement réalisé en juin 1980.

Le gouvernement de Jordanie négocie un emprunt auprès du Fonds Arabe pour le Développement Social et Economique ; seuls seront retenus les soumissionnaires acceptables par les dirigeants de ce Fonds.

Les entrepreneurs doivent réclamer les formulaires d'inscription aux adresses suivantes :

soit : The Director General
The Water Supply Corporation
P.O. Box 5912,
Amman,
Jordanie

soit : The Consulting Engineers,
Howard Humphreys Ltd.,
Rivers Road,
Reading, RG1 1BT,
Angleterre

et les imprimés remplis doivent être retournés aux ingénieurs-Conseils le 1er avril 1978 au plus tard.

Le Directeur Général
Société des Eaux (Water Supply Corporation)
Jordanie.

AFFAIRES

En 1977

Le groupe Rhône-Poulenc a obtenu de meilleurs résultats

Malgré un environnement défavorable et de multiples difficultés, le groupe Rhône-Poulenc est parvenu en 1977 à dégager des résultats moins mauvais que ceux de l'année précédente.

D'après les premières estimations fournies par son vice-président directeur général, M. Jean Gandolfi, le 15 février, son chiffre d'affaires consolidé sera de 23,5 milliards de francs en 1977, marquant ainsi à structures comparables, une progression de 10 % d'une année sur l'autre, dont 4 % en volume, alors que la plupart des grands groupes allemands ont enregistré une croissance à peu près nulle.

Fait plus remarquable : 1977 pourrait être marqué par un retour à l'équilibre des comptes. Selon M. Gandolfi, en effet, le résultat consolidé, avant déduction des impôts évalués à une centaine de millions de francs, devrait se situer entre 100 et 120 millions de francs (contre une perte de 364 millions en 1976).

Le dauphin du président Gillet ne pavait pas pour autant, jugeant ce résultat encore très insuffisant dans le secteur où il a été obtenu en grande partie grâce aux plus-values de cession réalisées l'an passé par la vente de la participation dans l'IVS-Laboratoires (280 millions de francs en 1976).

En outre, deux points noirs subsistent : les textiles et les polymères, deux divisions très déficitaires, surtout la première (780 millions de francs en 1976). Les progrès sont néanmoins manifestes puisque le résultat net d'exploitation avant frais financiers passe de 1 963 à 1 200 millions de francs, cette amélioration étant largement imputable aux économies d'énergie et aux gains

de productivité. A moyen terme, le groupe entend poursuivre ses efforts dans trois directions : élargissement des activités « hémorragiques » (il s'agit essentiellement des textiles chimiques dont le plan de restructuration a été annoncé avant Noël) ; consolidation des points forts de la grande chimie (malgré les risques, M. Gandolfi parle sur les engrais et table sur une « coordination » entre les grands producteurs européens R.A.S.F., I.C.I. et « pourquillat » (U.S.F.), développement des secteurs à forte valeur ajoutée, principalement celui de la santé. Son budget recherche va être porté, en 1978, de moins de 300 millions de francs à plus de 350 millions (dont 300 millions pour la France). L'institut de biopharmaceutique sera créé, qui co-ordonnera les efforts de l'Institut des chercheurs (1 530 actuellement) vont être étoffés. Enfin, une nouvelle usine sera construite pour remplacer celle vieillissante de Saint-Pons. Elle sera opérationnelle fin 1980. L'investissement prévu sera supérieur à 100 millions de francs.

M. Gandolfi a, d'autre part, indiqué que Rhône-Poulenc avait décidé de « réajuster » son marché pharmaceutique américain. Pour ce faire, il vient de renforcer de 4,8 % sa participation dans la firme chimique Morton-Norwich en acquérant huit cent mille actions émises à son intention au prix unitaire de 31 dollars. Rhône-Poulenc détient ainsi 10,5 % du capital de Morton-Norwich et compte, dans un proche avenir, porter cette participation à 20 %.

Cette opération devrait permettre au groupe français de commercialiser ses médicaments aux Etats-Unis, à l'échelle de l'ensemble des Etats de la fédération américaine. Rhône-Poulenc avait déjà tenté, en 1964, de lancer ses produits pharmaceutiques aux Etats-Unis. Dans ce but, le groupe avait acquis 10 % de l'IVS Laboratories et s'était associé avec American Home Products (51 %). Si sur un plan financier, cette tentative de percée avait donné de bons résultats, elle s'était révélée complètement négative pour la commercialisation des produits Rhône-Poulenc outre-Atlantique.

L'an dernier, Morton-Norwich a réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 600 millions de dollars dont un peu plus de 20 % se rapportent à son activité pharmaceutique.

La Commission de Bruxelles a reçu les dirigeants des firmes automobiles européennes.

Le Comité des constructeurs du Marché commun (C.C.M.C.), qui regroupe les représentants des firmes automobiles européennes, a réuni mardi 14 février M. Etienne Davignon, commissaire européen chargé des affaires industrielles. Les constructeurs ont remis à la commission un document qui, dans la perspective des négociations menées au sein du GATT, résume les perspectives de concurrence internationale (notamment japonaise et américaine) dans le secteur automobile.

Il propose, certes, un nombre d'actions communes en matière technique, de politique économique et de recherche visant à renforcer la coopération entre les constructeurs européens pour lutter contre cette concurrence.

Les dirigeants des groupes automobiles ont également souhaité que les constructeurs de véhicules légers admis par le GATT deviennent sélectifs.

BRITISH LEYLAND VA FERMER UNE DE SES USINES

La direction de British Leyland, premier constructeur automobile britannique nationalisée, a annoncé la fermeture prochaine de son usine de Speke, près de Liverpool, et la suppression de trois mille emplois. L'usine qui construisait les modèles TR-7, est paralysée depuis seize semaines par une grève.

La fermeture de cette usine, qui ne fonctionnait qu'à 50 % de ses capacités, était envisagée de longue date, a précisé la direction du groupe, la grève n'a fait qu'accroître la décision. La production des TR-7 sera transférée dans les Midlands.

TRANSPORTS

● Transports routiers : mauvaise volonté britannique. — La Commission européenne envisage des poursuites contre la Grande-Bretagne et l'Irlande, si elles n'introduisent pas de tachygraphes sur leurs camions. Les ministres des transports des Neuf avaient décidé, en 1974, l'installation d'un appareil de contrôle (tachygraphe) mesurant les heures de travail des conducteurs de camions, dans le but de limiter le temps de travail.

La Commission a décidé d'accorder un délai de deux mois au Royaume-Uni avant de le traduire devant les tribunaux. Le Cour de justice européenne de Luxembourg.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le chiffre d'affaires des sociétés contrôlées (1), du groupe de la Compagnie générale d'électricité s'élève en 1977, après élimination des ventes internes, à 18 300 millions de francs hors taxes (20 838 millions de francs T.T.C.), en augmentation de 15 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (15 909 millions de francs).

	1976	1977	Variation 1977/76 en %
Entreprise électrique	2 433	2 777	+ 14
Entreprises et ingénierie	3 286	4 128	+ 26
Télécommunications et électronique	4 293	5 039	+ 17
Câbles	1 425	1 850	+ 30
Accumulateurs et piles	1 265	1 200	- 5
Nacelles	673	772	+ 15
Grand public	544	621	+ 14
Autres activités	1 260	1 257	- 0,2
Total	15 909	18 300	+ 15

Le chiffre d'affaires des sociétés affiliées au groupe de la C.G.E. (principalement Alstom-Atlantique, C.T. Henschel-Bell et leurs filiales) s'élève à 14 574 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,5 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (12 745 millions de francs).

Pour l'ensemble du groupe, le chiffre d'affaires s'élève à 32 874 millions de francs hors taxes, en augmentation de 14,8 % par rapport au montant comparé de l'exercice précédent (28 645 millions de francs).

(1) Sociétés à 50 % ou plus du capital.

FRANCE ÉPARGNE (Sicav)

	30-09-77	31-12-77
ACTIF NET	M.F.	M.F.
Répartition :		
— Act. françaises	18,8	18
— Act. étrangères	29,1	31,8
— Obligations françaises	2,7	2,9
— Convertibles	31,6	32,9
— Oblig. étrang.	9,3	5,4
— Liquidités	11,9	9
Nombre d'actions en circulation	208 196	214 538
Val. de l'action (F)	145,82	154,94

FRANCE CROISSANCE (Sicav)

	30-09-77	31-12-77
ACTIF NET	M.F.	M.F.
Répartition :		
— Act. françaises	18,8	18
— Act. étrangères	29,1	31,8
— Oblig. françaises	2,7	2,9
— Convertibles	31,6	32,9
— Oblig. étrang.	9,3	5,4
— Liquidités	11,9	9
Nombre d'actions en circulation	194 995	194 089
Val. de l'action (F)	153,85	162,45

SÉLECTION CROISSANCE (Sicav)

	30-09-77	31-12-77
ACTIF NET	M.F.	M.F.
Répartition :		
— Act. françaises	23,8	22,1
— Act. étrangères	39,7	39,7
— Oblig. françaises	6,7	8,6
— Convertibles	24,7	25,1
— Oblig. étrang.	1,7	2,4
— Liquidités	1,4	2,1
Nombre d'actions en circulation	100 975	99 899
Val. de l'action (F)	152,82	151,71

SIMCO

Le montant des loyers émis par la société au cours des quatre trimestres de l'année 1977 s'élève à 88 250 144 F contre 84 002 493 F pour les quatre trimestres de l'année 1976. Ce montant ne tient pas compte des sommes à recevoir au titre de la garantie en raison du blocage des loyers pour les quatre trimestres estimée à 2 820 000 F environ.

BURROUGHS

Pour le quatrième trimestre 1977 le chiffre d'affaires s'est élevé à 679 134 000 F, soit une progression de 15 % par rapport au quatrième trimestre 1976.

Pour l'année 1977, le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 128 882 000 F, soit une augmentation de 12 % par rapport à l'année 1976 (1 901 849 000 F).

Le bénéfice de l'année 1977 est passé à 218 180 000 F, soit une progression de 10 % par rapport à l'année 1976.

PIERREFITTE - AUBY

Lors de sa séance du 13 février 1978, le conseil d'administration de la société Pierrefitte-Auby a procédé, à son premier examen des résultats comptables de l'exercice clos le 31 décembre 1977.

Etant que les chiffres démontrent n'ont pas encore été arrêtés, le bénéfice net de l'exercice sera de l'ordre de 20,5 MF.

Le conseil a décidé de proposer à la prochaine assemblée des actionnaires qui se tiendra le 21 juin 1978 de fixer à 6 F par action le dividende au titre de l'exercice 1977 formant l'unique de 3 F déjà payé au Trésor (avoir fiscal) un revenu global de 9 F.

Cette distribution absorbera une somme de 20 249 000 F et le report à nouveau sera maintenu à son niveau antérieur de 18 800 000 F environ.

IRAN AIR

Orly Sud
PARIS-TEHERAN.
SANS ESCALE
BOEING 747 SP : Mardi-Samedi 9 h 15
BOEING 747 : Mercredi-Dimanche 15 h 45
BOEING 707 : Vendredi 15 h 45
BOEING 707 : Lundi 15 h 45

LES MARCHÉS

PARIS LONDRE

	17 fév 78	16 fév 78	15 fév 78
Indice Cote	10 250	10 200	10 150
Indice 1000	10 250	10 200	10 150
Indice 2000	10 250	10 200	10 150
Indice 3000	10 250	10 200	10 150
Indice 4000	10 250	10 200	10 150
Indice 5000	10 250	10 200	10 150
Indice 6000	10 250	10 200	10 150
Indice 7000	10 250	10 200	10 150
Indice 8000	10 250	10 200	10 150
Indice 9000	10 250	10 200	10 150
Indice 10000	10 250	10 200	10 150

COURS DE PARIS - 15 F

	15 fév 78	14 fév 78	13 fév 78
Indice Cote	10 250	10 200	10 150
Indice 1000	10 250	10 200	10 150
Indice 2000	10 250	10 200	10 150
Indice 3000	10 250	10 200	10 150
Indice 4000	10 250	10 200	10 150
Indice 5000	10 250	10 200	10 150
Indice 6000	10 250	10 200	10 150
Indice 7000	10 250	10 200	10 150
Indice 8000	10 250	10 200	10 150
Indice 9000	10 250	10 200	10 150
Indice 10000	10 250	10 200	10 150

INTERBAN

	15 fév 78	14 fév 78	13 fév 78
Indice Cote	10 250	10 200	10 150
Indice 1000	10 250	10 200	10 150
Indice 2000	10 250	10 200	10 150
Indice 3000	10 250	10 200	10 150
Indice 4000	10 250	10 200	10 150
Indice 5000	10 250	10 200	10 150
Indice 6000	10 250	10 200	10 150
Indice 7000	10 250	10 200	10 150
Indice 8000	10 250	10 200	10 150
Indice 9000	10 250	10 200	10 150
Indice 10000	10 250	10 200	10 150

VALÉRIE

	15 fév 78	14 fév 78	13 fév 78
Indice Cote	10 250	10 200	10 150
Indice 1000	10 250	10 200	10 150
Indice 2000	10 250	10 200	10 150
Indice 3000	10 250	10 200	10 150
Indice 4000	10 250	10 200	10 150
Indice 5000	10 250	10 200	10 150
Indice 6000	10 250	10 200	10 150
Indice 7000	10 250	10 200	10 150
Indice 8000	10 250	10 200	10 150
Indice 9000	10 250	10 200	10 150
Indice 10000	10 250	10 200	10 150

VALÉRIE

	15 fév 78	14 fév 78	13 fév 78
Indice Cote	10 250	10 200	10 150
Indice 1000	10 250	10 200	10 150
Indice 2000	10 250	10 200	10 150
Indice 3000	10 250	10 200	10 150
Indice 4000	10 250	10 200	10 150
Indice 5000	10 250	10 200	10 150
Indice 6000	10 250	10 200	10 150
Indice 7000	10 250	10 200	10 150
Indice 8000	10 250	10 200	10 150
Indice 9000	10 250	10 200	10 150
Indice 10000	10 250	10 200	10 150

VALÉRIE

	15 fév 78	14 fév 78	13 fév 78
Indice Cote	10 250	10 200	10 150
Indice 1000	10 250	10 200	10 150
Indice 2000	10 250	10 200	10 150
Indice 3000	10 250	10 200	10 150
Indice 4000	10 250	10 200	10 150
Indice 5000	10 250	10 200	10 150
Indice 6000	10 250	10 200	10 150
Indice 7000	10 250	10 200	10 150
Indice 8000	10 250	10 200	10 150
Indice 9000	10 250	10 200	10 150
Indice 10000	10 250	10 200	10 150

VALÉRIE

	15 fév 78	14 fév 78	13 fév 78
Indice Cote	10 250	10 200	10 150
Indice 1000	10 250	10 200	10 150
Indice 2000	10 250	10 200	10 150
Indice 3000	10 250	10 200	10 150
Indice 4000	10 250	10 200	10 150
Indice 5000	10 250	10 200	10 150
Indice 6000	10 250	10 200	10 150
Indice 7000	10 250	10 200	10 150
Indice 8000	10 250	10 200	10 150
Indice 9000	10 250	10 200	10 150
Indice 10000	10 250	10 200	10 150

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
15 FÉVRIER

Encore bien orienté

Les valeurs françaises sont restées bien orientées ce mercredi à la Bourse de Paris, l'indicateur nettement enregistrant une nouvelle progression de 0,8 % environ.

Un compartiment n'est resté à l'écart du mouvement ni hausse, ni à surtout incertain les pétroles, le matériel électrique et, l'une façon plus générale, toutes les valeurs dites « nationalisées ».

En revanche, des ventes, vraisemblablement d'origine étrangère, ont continué de peser sur le cours de Michelin.

LONDRES

VALEURS	CLOTURE		CHANGES	
	16.2	16.2	16.2	16.2
Beecham	828	828	---	---
British Petroleum	778	778	---	---
De Beers	119	119	---	---
Imperial Chemical	344	344	---	---
Int. Natl. Soc. Cars	178	178	---	---
Shell	678	678	---	---
Unilever	178	178	---	---
Woolworth	27	27	---	---
Western Holdings	24	24	---	---

(*) En Dollars U.S. Net de prime sur le dollar investissement.

NEW-YORK

Nouveau repli

Les zembzans d'anté-révolue ont été grillés pendant l'été, et l'été prochain d'abord en baisse sur la création d'un durcissement de la grève des mines, puis sur la baisse des actions après l'annonce d'une majoration du dividende d'A.T.T., pour replonger dans que le fléchissement de 3,1 % des ventes au détail en janvier 1968. Finalement, l'indice des ventes de détail a subi une baisse de 3,47 points, soit à son niveau le plus bas depuis trois ans.

Les ventes de détail ont baissé de 805 millions de dollars, soit de 0,87 p. cent, 479 cent millions et 483 cent millions.

L'activité est demeurée assez modérée : 20,77 millions de titres ont été vendus, contre 20,47 millions précédemment.

Le marché a été véritablement déprimé, et les investisseurs ont baissé. Ce qui, naturellement, n'a pas été de nature à regonfler le moral des investisseurs, et a conduit à l'arrêt de l'avenir économique du pays.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15 2	16.2
1 dollar (new yen)	248 37	248 ..

VALEURS	COURS 14 2	COURS 15 2
----------------	----------------------	----------------------

ALCOA	39 1/2	38 3/4
A.T.I.	58 3/8	60 1/4
BOSTON	28 7/8	29 5/8
Chas. Manhattan Bank	22 1/4	22 1/4

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS
NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

A.T.T. — Relèvement du dividende : 1977-1978. — Réglable le 1^{er} avril prochain, le dividende sera de 1,05 franc par action.

BOUYGUE. — Bénéfice net pour 1977 : 401,49 millions de dollars contre 239,18 millions pour 1976. Le chiffre de 2,31 millions de dollars (+ 23,2 %).

TEOMSON - BRANDT. — Chiffre d'affaires 1977 : 19.800 millions de francs contre 19.777 millions de francs pour 1976. Structures comparables, 18.671 millions de francs (+ 10,7 %).

NORSE HYDRO. — Pour le premier semestre de l'exercice 1977-1978, le chiffre d'affaires a enregistré une progression de 21 % et le résultat avant impôts de 9 %.

DOCKAGE DE LA SEINE. — Bénéfice pour 1977 : 4,07 millions de francs contre 3,72 millions de francs l'exercice global : 10,05 F contre 9,15 F.

JAEGER. — L'amélioration des résultats pour 1977 a permis de reprendre la distribution d'un dividende suspensif depuis 1974. Le dividende sera de 1,05 franc par action, identique à celui versé au titre de l'exercice 1972).

SEPTO. — Bénéfice net pour 1977 : 31,15 millions de francs contre 23,15 millions de francs. Dividende global de 30 F contre 22,50 F.

Pont de Nemours ..	106 3 4	106 3
May Kodak	44 1 8	44 1
	44 1 8	44 1

Ford	42	4	41 4
General Electric	46 1/2	65	45 3/4
General Foods	38	23	37 4
General Motors	58 1/4	64	57 3/4
Goodyear	25 1/2	18	25 1/2
IBM	157 1/2	19	157 1/2
International Harvester	25 1/2	18	25 1/2
U.S. Steel	25 1/2	18	25 1/2
Standard Oil	24	23	23 3/4
Union Pacific	57 1/2	61	56 1/2
Price	67 1/2	61	66 1/2
Chrysler	57 1/2	57	56 1/2
Chrysler	57 1/2	57	56 1/2
U.S. A. Inc.	19 1/4	18	19 1/4
United Fruit	38 1/2	39	38 1/2
United States	25 1/4	17	25 1/4
Western	45 1/2	46	45 1/2

INDICES QUOTIDIENS		
COTER. Base 100 : 30 oct. 1977.		
INDICES	14 76v.	15 76v
Valeurs françaises ..	93,3	94,5
Valeurs étrangères ..	102,4	102,3

C. DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 30 oct. 1977.)		
Ind. des agents	56,1	56,3

Taux du marché monétaire		
Effets privés	10 1/2	%

BOURSE DE PARIS - 15 FÉVRIER - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Comp. premier cours	Compen- sation
724	C.B. 3 1/2 1975	775	780	778	775 50	183	L.A. Lefebvre	167 50	163 80	164 50	161 80	15 58	Navar	15 90	15 95	15 95	15 95	183
725	A.E. 3 1/2	775	2046	2046	2043	187	Esse S.A.F.	52	50	54	53	15	Herv. S.A.	56	58 50	58	58	139
395	Attique Occ.	380	285	285	281	151	Barthelemy	343	343	371	370	74	Occi-Paris	55	58	71	71	208
245	Aut. Aquitaine	238 50	229 50	238	237	370	Person	348 50	349 50	350	344	65	Paris-France	58 50	60 50	59	58	158
246	Aut. Nord	238 50	229 50	238	237	370	Person	348 50	349 50	350	344	65	Paris-France	58 50	60 50	59	58	158
396	Aut. Suprem.	116	116	116	116	46	P. Ch. Dev. Est.	48	48	46	45	11	P.M.A.	71 50	72	72 70	72	80
51	Alphonse-Albi	52	53	53	50 70	138	Fin. Paris P.	141 58	141 50	141 50	140 80	111	(Incl.)	112 80	112 80	112 80	112 50	71
122	Alphonse Agg.	112	112	112	114 50	132	Fin. Paris P.	129 20	129 20	129 20	129 47	141	Peugeot	142 50	142 50	142 50	142 50	85
54	Am. Paris	54 50	55	55	55	68	Fin. Paris P.	131 50	131 50	131 50	131 50	187	Peugeot	196 10	196 10	203 20	201	418
91	Am. Paris	91 70	88	88	85 50	58	Fin. Paris P.	93 50	93 50	93 50	93 50	187	Peugeot	196 10	196 10	203 20	201	418
205	Am. Export	212	212	211	211	54	Fin. Paris P.	93 50	93 50	93 50	93 50	187	Peugeot	196 10	196 10	203 20	201	418
9	Banq. Paris	85 50	87	88	85	52	Galeries L.	52 50	52	52	52	51	Peugeot	254 50	256	256	256	108
140	Banq. Paris	126	133	134	131	131	Galeries L.	130	130	132	130	51	Peugeot	254 50	256	256	256	108
200	Banq. Paris	212	208 30	208 30	208 30	99	Galeries L.	61 10	62	62	62	101	Peugeot	254 50	256	256	256	108
83	B.C. S.A.	58 50	58 50	58 50	58 50	102	Galeries L.	102	102	102	102	101	Peugeot	254 50	256	256	256	108
85	B.C. S.A.	58 50	58 50	58 50	58 50	102	Galeries L.	102	102	102	102	101	Peugeot	254 50	256	256	256	108
50	B.C. S.A.	51 50	51 50	51 50	51 50	102	Galeries L.	102	102	102	102	101	Peugeot	254 50	256	256	256	108
506	B.C. S.A.	464	463	463	464	102	Galeries L.	102	102	102	102	101	Peugeot	254 50	256	256	256	108
506	B.C. S.A.	337	337	337	337	102	Galeries L.	102	102	102	102	101	Peugeot	254 50	256	256	256	108
506	B.C. S.A.	337	347	346	347	102	Galeries L.	102	102	102	102	101	Peugeot	254 50	256	256	256	108
506	B.C. S.A.	337	347	346	347	102	Galeries L.	102	102	102	102	101	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256	256	256	108
255	(Incl.)	822	822	822	821 70	300	Galeries L.	281	278 90	282 60	281	815	Peugeot	254 50	256			

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

COURS DES CHANGES | COURS | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

COURS OFFICIELS		COURS 16 2		DES BILLET de grs & grs autres banques		MONNAIES ET DEVISES		COURS 16 2	
100 frs).....	4 681	4 548	4 688	Or fin (phte en barre).....	23988	23150			
100 frs).....	232	231 640	231	Or fin (en lingots).....	22988	22920			
100 frs).....	14 389	14 967	14 825	Pièce suisse (20 frs).....	657 50	260 80			
100 frs).....	316 688	317 100	316 500	Pièce française (10 fr.).....	223	226 10			
100 frs).....	113 750	113 750	103 750	Pièce suisse (20 fr.).....	270 80	271 10			
100 frs).....	64 978	65 150	64 500	Pièce suisse (20 fr.).....	270 80	271 10			
100 frs).....	8 381	8 650	8 580	Pièce de 20 dollars.....	276 60	276 60			
100 frs).....	6 833	6 850	6 580	Pièce de 20 dollars.....	1286 40	1310			
100 frs).....	262 180	262 500	262 000	Pièce de 10 dollars.....	655	655			
100 frs).....	8 002	8 014	8 000	Pièce de 50 pesetas.....	1286	1187			
100 frs).....	12 025	12 050	11 800	Pièce de 10 florins.....	288	272			
100 frs).....	4 355	4 358	4 316						

IS FINANCIERS DES SOC

COMPAGNIE GÉNÉRALE
D'ÉLECTRICITÉ

PARIS-TEHRAN
SANS ESCALIER

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
- FEMMES : « Ne pas se tromper d'adversaire », par Maurice T. Maschino; « Revue des revues », par Yves Florenne.
3. ÉTRANGER
- La guerre de l'Ogaden.
- La Mauritanie prise en piège » (III), par D. Junqua.
4. EUROPE
- CHYPRE : les propositions d'Ankara tendent à assurer l'indépendance économique de l'« État fédéré turc ».
5. ASIE
6. AMÉRIQUES
7. DIPLOMATIE
- La conférence de Belgrade.
- 7 à 10. POLITIQUE
- LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : La candidature de M. de Harcourt à Neully.
- EN ÎLE-DE-FRANCE (II) : SEINE-SAINT-DENIS : le P.C. souverain.
12. SOCIÉTÉ
- Les sanctions contre Mlle Gueymard.
- « L'obéissance », par Casanovary.

LE MONDE DES LIVRES
PAGES 13 A 20

LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : « Sabotier le roi ».

HISTOIRE : L'odyssée de Jacques Baudouin.

LETTRÉS ÉTRANGERS : Vasiliou et la diaspora grecque.

POLÉMIQUE : Jean-Marie Benoist dans l'art.

PHILOSOPHIE : Vladimir Jankélévitch, professeur de dénuement.

ESSAIS : L'éros selon Scherer et Hoquequenghem.

21. ÉDUCATION

— L'aide à l'enseignement privé et le scrutin du 12 mars.

22 à 25. ARTS ET SPECTACLES

— MUSÉES : pour l'archéologie industrielle.

30. RÉGIONS

— ENVIRONNEMENT : les décisions du comité interministériel.

31-32. ÉCONOMIE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25)

— Annonces classées (26 à 28) : Aujourd'hui (29) ; Bulletin d'enseignement (30) ; Carnet (31) ; « Journal officiel » (32) ; Loterie nationale et Loto (33) ; Météorologie (34) ; Mots croisés (35) ; Bourne (36).

● **Attentats en Corse**. — Deux attentats à l'explosif ont été commis, pendant la nuit du mercredi 15 au jeudi 16 février, à Ajaccio. Ils ont causé des dégâts peu importants. Le premier, vers 1 h 30, était dirigé contre les locaux de la C.F.D.T. située dans l'ensemble immobilier des Jardins de l'Empereur. Le second visait les bureaux de la société de construction S.C.G.T.M. qui a pour président, M. Toussaint Luciani, candidat du M.R.G. dans la circonscription de Sartène.

du 1^{er} au 18 février
offre spéciale
d'avant-saison
NICOLL
COSTUME SUR MESURES
formule industrielle
990 F
avec gilet 1150 F
NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN
29, RUE TRONCHET/PARIS 8^e

Investissement immobilier
oca : 227.04.30
45, rue de Courcelles - 75008 Paris

A B C D E F G

LE PROJET DE LIVRAISON D'AVIONS AMÉRICAINS A DES PAYS ARABES

Jérusalem et Washington s'appliquent à minimiser leur différend

Après l'appel lancé mercredi 15 février devant la Knesset par le premier ministre israélien, M. Menachem Begin, au président Carter pour lui demander de « revenir sur sa décision de vendre des avions perfectionnés à l'Égypte et à l'Arabie Saoudite » (nos dernières éditions du 16 février), le porte-parole du département d'État a affirmé mercredi soir à Washington qu'il n'y avait pas de « crise » dans les relations entre les États-Unis et Israël, même si les deux pays ont des « divergences d'opinion ». Le porte-parole a ajouté que les États-Unis se félicitaient de l'acceptation par le premier ministre israélien de la suggestion américaine concernant la date de sa visite aux États-Unis, initialement prévue pour avril, elle aura lieu fin février ou début mars. Le porte-parole officiel a ajouté : « Il ne s'agit pas d'une visite de crise. A notre avis, elle n'a aucun rapport avec la déci-

Au Liban

DEUX SOLDATS SYRIENS TUÉS À BEYROUTH

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — Deux soldats syriens ont été tués et un troisième a été blessé mercredi après-midi 15 février, au cours d'un nouvel incident survenu dans le secteur conservateur chrétien de Beyrouth, à Furn-el-Chebak, au lendemain du vote de la loi instaurant un tribunal militaire mixte libano-syrien pour juger les responsables des affrontements de la semaine dernière.

Chaque partie a rejeté sur l'autre la responsabilité du déclenchement des tirs, mais tout le monde s'est employé à limiter les conséquences de l'incident : les chefs de la droite chrétienne, qui se sont tout de suite rendus sur les lieux, ont délivré le soldat syrien qui avait été emmené par leurs partisans, et ont déclaré qu'ils coopéreraient avec les autorités pour faire arrêter les responsables. La Force arabe de dissuasion (FAD) avait fixé un ultimatum à mercredi 18 heures pour la livraison des coupables, puis l'a renoué à jeudi. — L. G.

A Milan

UN DIRIGEANT D'ALFA ROMEO VICTIME D'UN ATTENTAT

Milan (A.F.P.). — M. Domenico Segale, cinquante-cinq ans, chef du personnel des usines automobiles Alfa Romeo, dont le siège est à Milan, a été blessé de plusieurs balles aux jambes dans la matinée du 15 février. Le commando de plusieurs hommes armés, visage caché, a bloqué sa voiture un peu après 8 heures, en pleine ville, et a aussitôt ouvert le feu, malgré la présence de nombreux passants. Un garçon de seize ans a également été légèrement blessé.

Le numéro du « Monde », daté 16 février 1978 a été tiré à 543 788 exemplaires.

du 1^{er} au 18 février
offre spéciale
d'avant-saison
NICOLL
COSTUME SUR MESURES
formule industrielle
990 F
avec gilet 1150 F
NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN
29, RUE TRONCHET/PARIS 8^e

Investissement immobilier
oca : 227.04.30
45, rue de Courcelles - 75008 Paris

A B C D E F G

Au Tchad

LE FROLINAT ANNONCE LA PRISE D'UNE LOCALITÉ

Le Front de libération du Tchad a annoncé, mercredi 15 février, dans un communiqué publié à Paris, la prise, la veille, par ses combattants, de Fada, localité située à 900 kilomètres au nord-est de N'Djamena. Le bilan « provisoire » de la bataille serait de quarante-sept tués et de cinq combattants pris, du côté des forces régulières tchadiennes, et de dix tués et treize blessés dans les rangs des guérilleros.

Selon le Frolinat, la ville de Faya-Largeau, capitale du BET (Borkou-Ennedi-Tibesti) est encerclée par deux mille maquisards et son aéroport aurait été rendu inutilisable. La chute de la ville ne serait plus qu'une « question de jours ».

Dans un discours prononcé lundi pour l'ouverture des travaux de la trentième session du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique, le colonel Kadhafi, chef de l'État libyen, a « démenti catégoriquement » à Tripoli « les supputations impu-

■ **L'Éthiopie devra mener une guerre « difficile et meurtrière »** pour chasser les « envahisseurs » somaliens de l'Ogaden, estime, dans la Pravda du 15 février, Valentin Korovikov, envoyé spécial du quotidien soviétique. Il ajoute qu'une visite du front « permet de constater que le peuple éthiopien a la volonté et la force de défendre sa souveraineté et l'intégrité territoriale de sa patrie ». — (Reuter.)

PROTOTYPE
le nouveau magasin de sport

Des tenues de ski que vous serez les premiers à porter.

diffusion skimer

65, rue Saint-Honoré 75001 Paris, tél. 236.78.38
(près des Halles)

L'ÉTÉ PASSÉ L'HIVER AU BYBLOS
phone: (94) 97.00.04 / télex: 470.235 à S TROPÉZ

“Si vous voulez encore faire un excellent achat diamants je vous conseille de ne pas trop tarder.”

MP

Paris
8, place de la Madeleine
138, rue La Fayette
86, rue de Rivoli

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

Le Directeur
Levy

“CRÉDIT DIAMANT” 6 MOIS sans frais
après acceptation du dossier et comptant 10%

Le dollar recommence à s'affaiblir

Après un répit de quelques semaines, le dollar a recommencé à s'affaiblir sur les marchés des changes. Son mouvement de baisse, amorcé mardi 14 février au lendemain de l'échec de la mission de M. Blumenthal, secrétaire au Trésor américain, qui réclamait une relance de l'économie sous l'impact de quelques « manœuvres » nouvelles et supplémentaires : prolongation de la

En Belgique

LES TROIS MEURTRES DE SŒUR GODFRIDA

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Pour ne plus être dérangés pendant la nuit par les visiteurs qu'elle soignait, l'infirmière en chef de la clinique catholique de Wetteren (près de Gand) a supprimé au moins trois de ses patients en leur injectant des doses massives d'insuline : sœur Godfrida, quarante-quatre ans, a avoué trois meurtres commis pendant le premier semestre de 1977, mais, sept autres décès survenus dans la clinique demeurant inexpliqués, le parquet a donné l'ordre de procéder à plusieurs autopsies.

Sœur Godfrida (Mlle Cécile Bombeek) avait été opérée, il y a quatre ans, d'une tumeur au cerveau. Depuis, elle était devenue morphinomane et on l'avait relevée de ses fonctions en août 1977, parce que, pour se procurer de la drogue, elle avait rédigé de fausses ordonnances médicales. D'autre part, les infirmières placées sous ses ordres avaient peur de travailler avec elle la nuit parce qu'elle était « obsédée sexuelle ». Mis au courant de la situation, le directeur de l'hôpital catholique avait demandé, à l'époque, aux infirmières de ne pas ébruiter la chose, « pour sauvegarder la réputation de la clinique ». Il faut, avait-il dit, « apprendre à vivre avec la situation ». — P. de V.

PROTOTYPE
le nouveau magasin de sport

Des tenues de ski que vous serez les premiers à porter.

diffusion skimer

65, rue Saint-Honoré 75001 Paris, tél. 236.78.38
(près des Halles)

L'ÉTÉ PASSÉ L'HIVER AU BYBLOS
phone: (94) 97.00.04 / télex: 470.235 à S TROPÉZ

“Si vous voulez encore faire un excellent achat diamants je vous conseille de ne pas trop tarder.”

MP

Paris
8, place de la Madeleine
138, rue La Fayette
86, rue de Rivoli

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

Le Directeur
Levy

“CRÉDIT DIAMANT” 6 MOIS sans frais
après acceptation du dossier et comptant 10%

Important déficit
de la balance commerciale
française
en janvier
LIRE PAGE 21

AUTONOMIE DES BASQUES ESPAGNOLS

Le Congrès du P.N.V. (Parti nationaliste basque) s'est ouvert mardi 14 février à Bayonne. Le congrès a pour thème : « L'autonomie des Basques espagnols ».

Le Congrès du P.N.V. (Parti nationaliste basque) s'est ouvert mardi 14 février à Bayonne. Le congrès a pour thème : « L'autonomie des Basques espagnols ».

Le Congrès du P.N.V. (Parti nationaliste basque) s'est ouvert mardi 14 février à Bayonne. Le congrès a pour thème : « L'autonomie des Basques espagnols ».

Le Congrès du P.N.V. (Parti nationaliste basque) s'est ouvert mardi 14 février à Bayonne. Le congrès a pour thème : « L'autonomie des Basques espagnols ».

PROTOTYPE
le nouveau magasin de sport

Des tenues de ski que vous serez les premiers à porter.

diffusion skimer

65, rue Saint-Honoré 75001 Paris, tél. 236.78.38
(près des Halles)

L'ÉTÉ PASSÉ L'HIVER AU BYBLOS
phone: (94) 97.00.04 / télex: 470.235 à S TROPÉZ

“Si vous voulez encore faire un excellent achat diamants je vous conseille de ne pas trop tarder.”

MP

Paris
8, place de la Madeleine
138, rue La Fayette
86, rue de Rivoli

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

Le Directeur
Levy

“CRÉDIT DIAMANT” 6 MOIS sans frais
après acceptation du dossier et comptant 10%

Important déficit
de la balance commerciale
française
en janvier
LIRE PAGE 21

AUTONOMIE DES BASQUES ESPAGNOLS

Le Congrès du P.N.V. (Parti nationaliste basque) s'est ouvert mardi 14 février à Bayonne. Le congrès a pour thème : « L'autonomie des Basques espagnols ».

Le Congrès du P.N.V. (Parti nationaliste basque) s'est ouvert mardi 14 février à Bayonne. Le congrès a pour thème : « L'autonomie des Basques espagnols ».

Le Congrès du P.N.V. (Parti nationaliste basque) s'est ouvert mardi 14 février à Bayonne. Le congrès a pour thème : « L'autonomie des Basques espagnols ».

Le Congrès du P.N.V. (Parti nationaliste basque) s'est ouvert mardi 14 février à Bayonne. Le congrès a pour thème : « L'autonomie des Basques espagnols ».

PROTOTYPE
le nouveau magasin de sport

Des tenues de ski que vous serez les premiers à porter.

diffusion skimer

65, rue Saint-Honoré 75001 Paris, tél. 236.78.38
(près des Halles)

L'ÉTÉ PASSÉ L'HIVER AU BYBLOS
phone: (94) 97.00.04 / télex: 470.235 à S TROPÉZ

“Si vous voulez encore faire un excellent achat diamants je vous conseille de ne pas trop tarder.”

MP

Paris
8, place de la Madeleine
138, rue La Fayette
86, rue de Rivoli

GRATUIT CATALOGUE COULEUR Tél. : 260.31.44

Le Directeur
Levy

“CRÉDIT DIAMANT” 6 MOIS sans frais
après acceptation du dossier et comptant 10%